



# Meeting house of the Pacific

the story of SPC 1947-2007



La maison commune du Pacifique l'histoire de la CPS de 1947 à 2007



# Meeting house of the Pacific the story of SPC 1947-2007

This book is dedicated to our forefathers and leaders whose wisdom and guidance made the organisation what it is today, and to all the dedicated SPC staff who have contributed to the development of the Pacific region over the last 60 years.

# La maison commune du Pacifique l'histoire de la CPS de 1947 à 2007

Cet ouvrage est dédié à nos pères fondateurs et nos dirigeants dont la sagesse a guidé et forgé cette organisation, ainsi qu'à tous nos employés dévoués qui ont contribué au développement de la région océanienne au cours des six dernières décennies.





# A place for every country



Tous les pays ont leur place ici



# Foreword

I am pleased to write the foreword to this fine and enlightening history of the Secretariat of the Pacific Community and its 60 years of service to the region. I am also very privileged that the launch of this special book, *Meeting House of the Pacific: The Story of SPC 1947*–2007, is taking place in Samoa on the occasion of the 60th Anniversary Conference of the Pacific Community.

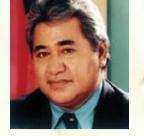
In the six decades since it was founded in 1947, SPC has grown into a thriving organisation committed to promoting and enhancing the social and economic development and well-being of Pacific Island peoples. And from the beginning, Samoa has been intimately associated with SPC's history.

Malietoa Tanumafili II and Tupua Tamasese Mea'ole, two of Samoa's highest chiefly leaders, participated in the first South Pacific Conference, held in 1950 at Nasinu Teachers Training College in Fiji. In 1962, they became the first co-heads of state in the newly independent Western Samoa.

My country was the first Pacific Island state to gain full membership of SPC, in 1965, and my late compatriot Afioga Afoafouvale Misimoa was the first Pacific Islander to hold the office of SPC Secretary-General; he was appointed in 1969.

SPC's work with Pacific countries and territories has had a great impact on the lives of regional communities in areas as diverse as the fight against HIV and AIDS, assessment of our valuable marine environment, and training in collecting and analysing population data. SPC's activities remain vital to the region and to our people. I wish the organisation many more years of continued success.

Honourable Tuilaepa Lupesoliai Sailele Malielegaoi Prime Minister of Samoa



# Avant-propos

J'ai grand plaisir à rédiger l'avant-propos de cet ouvrage qui aborde de façon brillante et instructive l'histoire du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et des 60 années qu'il a passées au service de la région. Le choix du Samoa pour le lancement de ce livre, *La maison commune du Pacifique : L'histoire de la CPS de 1947 à 2007*, qui coïncide avec la tenue de la Conférence du 60e anniversaire de la Communauté du Pacifique, est un honneur insigne.

Au cours des soixante années depuis sa création en 1947, la CPS a beaucoup évolué ; aujourd'hui, c'est une organisation prospère vouée au développement social et économique ainsi qu'au bien-être des populations d'Océanie. Depuis le premier jour, le Samoa est étroitement associé à la grande aventure de la CPS.

Deux des plus grands chefs du Samoa, Malietoa Tanumafili II et Tupua Tamasese Mea'ole, participèrent à la première Conférence du Pacifique Sud qui se tint en 1950 aux Îles Fidji, dans les locaux de l'École normale de Nasinu. En 1962, ils devenaient les premiers co-chefs de l'État du Samoa-Occidental, qui venait d'accéder à l'indépendance.

En 1965, mon pays fut le premier État insulaire océanien à devenir membre de plein droit de la CPS; mon compatriote, le regretté Afioga Afoafouvale Misimoa, fut, en 1969, le premier Océanien à être élu au poste de Secrétaire général de l'organisation.

Les actions menées par la CPS dans les États et Territoires océaniens, qui vont de la lutte contre le VIH et le SIDA à l'évaluation de nos si précieuses ressources marines, en passant par la formation au recueil et à l'analyse des données démographiques, ont eu un grand effet sur le quotidien des populations de la région. Les activités de la CPS restent essentielles pour la région et pour nos populations. Puisse l'organisation continuer à s'épanouir pendant encore de longues années ; tous mes vœux de succès l'accompagnent.

Tuilaepa Lupesoliai Sailele Malielegaoi Premier ministre du Samoa

# A place for every country

On 6 February, 2007, SPC celebrated 60 years of service to the people of the Pacific Community. We welcomed the day and a new decade by raising the flags of all 26 member countries and territories at our Noumea headquarters – a sight that our founders could hardly have foreseen.

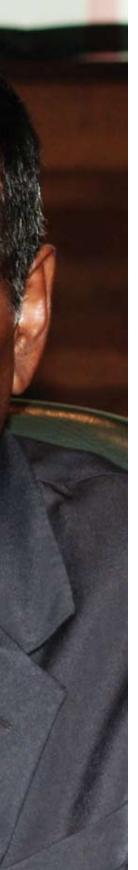
When SPC was founded in Canberra, Australia, in 1947 there was no concept of cooperation between Pacific Island countries and territories and certainly no regional organisation to support the well-being of their people. In this book, we look at how SPC has developed over six decades from its colonial origins into a truly Pacific organisation governed by a Pacific Community that has never let us rest on our laurels or stray too far from the course. The book was inspired in part by a book that was presented to me by President Marie-Noëlle Thémereau (then President of the Government of New Caledonia), *Une Histoire en 100 Histoires*, and in part by the need to fill what we felt was a void in an organisation that has existed for 60 years – a manuscript that pulls together glimpses of SPC's journey over six decades of serving the Pacific.

As this account shows, SPC's successes and longevity owe much to the Pacific leaders who have nurtured and guided it. We have called our story *Meeting House of the Pacific* – a symbolic regional structure – because SPC provides a place where leaders from every corner of the Pacific can meet, talk, understand one another and reach a consensus in the Pacific way. As the late Ratu Sir Kamisese Mara said of SPC, 'There is a place here for every country, large or small, and at whatever stage of political development'.

It has been 35 years since Thomas R. Smith published *SPC: an analysis after twenty-five years*, and this 60th anniversary seems a fitting time to tell the story of SPC from a longer perspective after the many changes that have occurred both in the Pacific region and in our organisation. The book is by no means a definitive history of SPC – that remains to be written. Rather it is SPC's story from our own point of view, based on meeting records, newsletters, press cuttings, personal recollections and archives. It is illustrated with magnificent photographs taken over the years, many of them by SPC staff.

It would be remiss of me not to acknowledge the tremendous effort of a small and dedicated group of our staff who, in addition to their normal work, researched and put together this manuscript. Words cannot express my deep and heartfelt thanks to all those staff involved in developing this book, in particular our authors, André





# Tous les pays ont leur place ici

Le 6 février 2007, la CPS fêtait ses soixante ans d'existence au service des populations de la Communauté du Pacifique. Nous avons célébré cette journée, ainsi que l'aube d'une nouvelle décennie, en hissant les drapeaux des vingt-six États et Territoires membres – vision qui aurait certainement ému nos pères fondateurs.

En 1947, au moment où la CPS fut fondée à Canberra, en Australie, non seulement le concept de coopération entre États et Territoires océaniens n'avait pas encore vu le jour, mais il n'existait pas d'organisation régionale vouée au bien-être des habitants de la région. Cet ouvrage donne un aperçu des soixante ans d'histoire de la CPS et de son évolution : laissant derrière elle ses origines coloniales, elle a su s'adapter pour devenir une organisation véritablement ancrée dans l'Océanie, guidée par une Communauté du Pacifique qui jamais ne l'a laissé se reposer sur ses lauriers, et l'ai aidée à garder le cap en tout temps. L'idée de ce livre m'est venue en partie d'un ouvrage que m'avait offert Marie-Noëlle Thémereau, alors Présidente du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Une Histoire en 100 Histoires, mais elle est aussi née du besoin de combler ce qui manquait encore à une organisation qui pouvait s'enorgueillir de 60 ans d'une riche histoire: un manuscrit qui rassemble quelques-uns des moments les plus importants de la grande aventure de cette entité vouée à l'Océanie.

Ce récit fait apparaître que son succès et sa longévité, la CPS les doit aux grands Océaniens qui l'ont guidée et l'ont aidée à s'épanouir. Nous avons intitulé notre ouvrage *La maison commune du Pacifique* – construction océanienne symbolique s'il en est – parce que la CPS est un lieu de rencontre et de dialogue pour les responsables et dirigeants venus des quatre coins du Pacifique, un lieu qui favorise l'entente et le consensus si chers aux Océaniens. Pour citer feu Ratu Sir Kamisese Mara, s'exprimant à propos de la CPS : "Tous les pays, petits ou grands, ont leur place ici, quel que soit leur stade de développement politique".

Trente-cinq ans se sont écoulés depuis la publication par Thomas R. Smith de *SPC: an analysis after twenty-five years*.

Notre soixantième anniversaire m'apparaît comme un moment propice pour raconter l'histoire de la CPS avec un peu plus de recul, car notre région, et avec elle notre organisation, ont vécu de grandes transformations. Ce livre ne se propose aucunement de fixer l'histoire "officielle" de la CPS, car celle-ci reste encore à écrire. Nous proposons plutôt au lecteur l'histoire de la CPS vue de l'intérieur, reconstituée à partir de comptes rendus de réunions, de bulletins, de coupures de presse, de mémoires personnelles et de documents d'archives. De magnifiques photographies, dont beaucoup ont été prises par des agents de la CPS, illustrent l'ouvrage.

Il me tient à cœur de saluer l'équipe responsable de ce projet. S'ils étaient peu nombreux, ses membres n'ont toutefois pas ménagé leurs efforts pour mener à bien, en plus de leurs tâches quotidiennes, les recherches documentaires et la rédaction de cet ouvrage. Je souhaiterais exprimer ma plus profonde gratitude à tous ceux qui ont collaboré à ce projet, et tout particulièrement aux auteurs, André Capiez, Angela Templeton, Katie Purvis et Rosita Hoffmann, ainsi qu'à notre maquettiste, Carla Appel. Dans soixante ans, les générations futures nous remercieront d'avoir pris le temps de raconter notre histoire, qui n'est que le reflet de l'histoire des Océaniens, à qui nous vouons notre existence.

Cette nouvelle décennie qui s'ouvre est un grand moment pour l'organisation; aujourd'hui parvenue à maturité, la CPS entend bien continuer d'accompagner la région dans son évolution. De nouveaux horizons nous attendent, et nous comptons vivre cette aventure aux côtés des habitants de cette région exceptionnelle, splendide, dont les sociétés, les traditions et les cultures nourrissent l'imaginaire du monde entier.

Capiez, Angela Templeton, Katie Purvis and Rosita Hoffmann, and our layout artist, Carla Appel. Sixty years from now, people will look back and appreciate that we took the time to tell our story, which parallels the story of the people we serve.

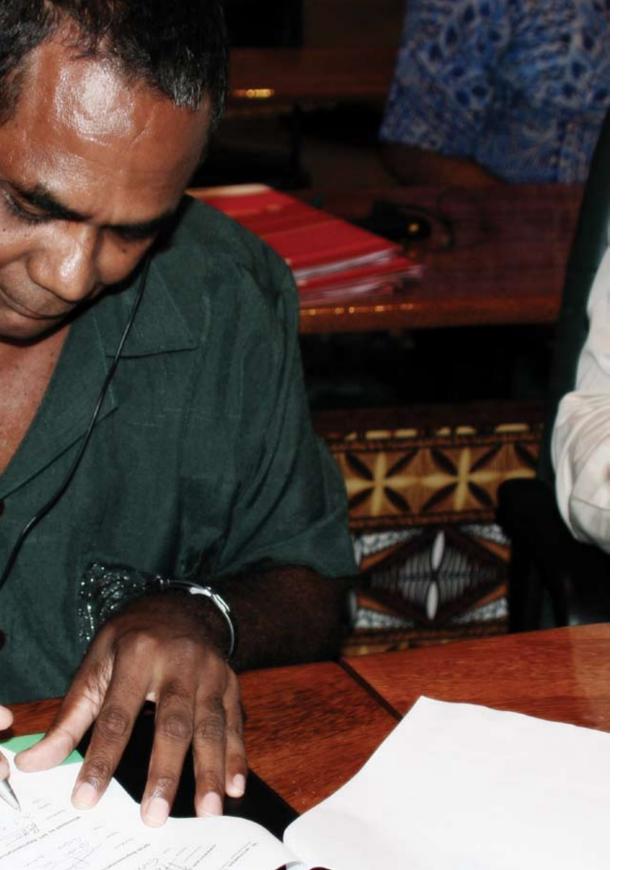
We look forward to our seventh decade as a mature organisation that has grown and changed with the Pacific region. As we set sail on the next part of our journey, we continue to be inspired by the people of this unique and wonderful region, whose societies, traditions and cultures hold a special place in the world's imagination.

Let me end by assuring you that SPC will remain constant to our vision of a secure and prosperous region with healthy and well-educated people who manage their resources in an economically, environmentally and socially sustainable way. We are fully committed to our mission – to help Pacific Island people respond effectively to the challenges they face and make informed decisions about their future and the future they wish to leave for the generations that follow.

11 organ

Jimmie Rodgers
Director-General
Secretariat of the Pacific Community





Soyez assurés que la CPS restera fidèle à sa vision d'une région sûre et prospère où les gens sont en bonne santé, sont éduqués et gèrent leurs ressources de façon économiquement, écologiquement et socialement durable. Nous avons à cœur de réaliser notre mission, à savoir aider les Océaniens à prendre et à mettre en œuvre des décisions en connaissance de cause au sujet de leur avenir et de l'avenir qu'ils souhaitent transmettre aux générations futures.

Jimmie Rodgers
Directeur général

Secrétariat général de la Communauté

du Pacifique

SPC is particularly grateful to the Prime Minister of Samoa for the foreword. SPC also thanks all those who contributed to the production of this publication, in particular the Communications Officer, the Publications Section, the Library, the Archives/Registry, the Translation Section, and all the staff of the organisation, including former staff.

La CPS tient à remercier tout spécialement le Premier ministre du Samoa pour l'avant-propos. Elle remercie également tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de cet ouvrage, en particulier la Chargée de communication, le Service des publications, la bibliothèque, le Service des archives, le Service de traduction et le personnel de la CPS dans son ensemble, y compris les anciens membres du personnel.

© Copyright Secretariat of the Pacific Community (SPC), 2007. Original text: English

© Copyright Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), 2007. Texte original : anglais

SPC Cataloguing-in-publication data / Catalogue avant publication CPS

Meeting house of the Pacific: the story of SPC: 1947–2007 / publication coordination Rosita Hoffmann and SPC Publications Section = La Maison commune du Pacifique: l'histoire de la CPS de 1947 à 2007 / publié sous la direction de Rosita Hoffmann et du Service des publications de la CPS

Secretariat of the Pacific Community -- History 2. International agencies - Oceania -- History

3. Regionalism - Oceania -- History

I. Hoffmann, Rosita II. Secretariat of the Pacific Community, Publications Section III. Title

AACR2 ISBN 978-982-00-0221-0

Publication Coordination: Rosita Hoffmann and SPC Publications Section
Editing by Mark Smaalders and SPC Publications Section
Cover and layout by Carla Appel
Photographs: SPC staff and archives
French translation: Odile Montpetit and SPC Translation
Section

Printed in New Zealand by Brian Stredder, 2007

Publié sous la direction de Rosita Hoffmann et du Service des publications de la CPS.

Correction de texte: Mark Smaalders et le Service des publications de la CPS.

Couverture et mise en page par Carla Appel.
Photographies: personnel et archives de la CPS.
Traduction française: Odile Montpetit et le service de traduction de la CPS.

Imprimé en Nouvelle-Zélande par Brian Stredder, 2007.





1947-1957

The dawn of the new Pacific by André Capiez
Une aube nouvelle se lève sur le Pacifique par André Capiez



1957-1967

A small organisation with a huge mandate by Katie Purvis Une petite organisation chargée d'une immense mission par Katie Purvis



1967-1977

A fine example of regional cooperation in the Pacific way by Katie Purvis Un bon exemple de coopération régionale à l'Océanniene par Katie Purvis



1977-1987

Unity in diversity – a regional approach by Angela Templeton L'unité dans la diversité : une approche régionale par Angela Templeton



1987-1997

Life after forty... no room for complacency by André Capiez La quarantaine... sans complaisance par André Capiez



1997-2007

The Pacific Community – a new name for a new millenium by Angela Templeton and Rosita Hoffmann La Communauté du Pacifique – Un nouveau nom pour un nouveau millénaire par Angela Templeton et Rosita Hoffmann



Looking Forward by Jimmie Roders Nous regardons l'avenir par Jimmie Rodgers











# The dawn of the new Pacific

On 6 February 1947, the governments of Australia, France, Great Britain, the Netherlands, New Zealand, and the United States of America signed an agreement establishing the organisation that came to be known as the South Pacific Commission (SPC), and later became the Secretariat of the Pacific Community (SPC). These metropolitan governments created the organisation primarily to bring stability to the Pacific theatre after the turbulence of the Second World War to facilitate administration of their dependent Pacific Island territories and protectorates, and secondarily to benefit the inhabitants of those territories. Little did they know that the once colonial commission they created would become a major player in the development of a new Pacific region, one in which Islanders would control their own destinies.

# Une aube nouvelle se lève sur le Pacifique

Le 6 février 1947, des représentants de l'Australie, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis d'Amérique signaient un accord instituant l'organisation qui allait prendre le nom de Commission du Pacifique Sud (CPS) (et, par la suite, celui de Secrétariat général de la Communauté du Pacifique). En créant cette organisation, ces pays métropolitains visaient, d'une part, à stabiliser la région après le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale et faciliter l'administration des Territoires océaniens dont ils avaient la charge, et d'autre part, à assurer le développement des populations autochtones. À l'époque, ils ne pouvaient pas savoir que la commission coloniale qu'ils créaient allait s'avérer l'un des principaux artisans du développement d'une nouvelle région océanienne, dont les habitants insulaires deviendraient maîtres de leur propre destin.

#### MR WILLIAM D. FORSYTH (AUSTRALIA) SPC's Secretary-General from 1 November 1948 to 30 June 1951, and from 24 March 1963 to 31 December 1966

William Douglass Forsyth was born in Casterton, Western Victoria, Australia on 5 January 1909 and died in Canberra on 3 March 1993. After postgraduate study at Melbourne and Oxford Universities he served as Research Secretary with the Australian Institute of International Affairs, and in 1942 he joined the fledgling Department of External Affairs, where he stayed until his retirement in 1969. A man of pragmatic vision, his career effectively paralleled the growth of the Department and the associated development of Australian foreign policy.

He had extensive international experience, much of it in the Pacific region; he served as Adviser at the ANZAC Pact, First Head of the Department's Pacific Section (in 1944), and First Secretary of the Pacific Division. Forsyth was a key player in the South Seas Regional Commission proposal that led to the creation of the South Pacific Commission, and in 1948 was appointed as its first Secretary-General.

During his tenure at SPC he oversaw the move from the temporary Sydney headquarters to the new permanent headquarters in Noumea, New Caledonia, recruited staff, renovated the Pentagon to provide adequate living and office space, and developed work programme and financial plans within the mandate of the new organisation. He resigned in 1951 to return to his country's diplomatic service, serving as Australian Permanent Representative at the United Nations, and in a number of other diplomatic posts. From 1963 to 1966 he served a second term as the fifth Secretary-General of the South Pacific Commission, during which time Western Samoa became the first island state to join SPC as a full member (in 1965).

After his retirement he wrote numerous magazine and newspaper articles and several books on Pacific Islands affairs, including *Post Colonial Pacific* and his three-part autobiography: *Recollections of a Maverick Diplomat*.



### How the Commission was established

At the time SPC was established, all six founding countries administered non-self-governing territories in the Pacific region. The trauma of World War II in the Pacific had led several of these countries to consider mechanisms for achieving post-war regional security and stability. W.D. Forsyth (who twice served as SPC's Secretary-General) suggested in 1943 when he was a research officer in the Post-war Planning Section of the Australian Department of External Affairs the creation of a South Seas Commission, along

the lines of the 1942 Caribbean Commission. The intent was to facilitate cooperation by the colonial governments in administering their dependent territories. The proposal received the support of Dr Herbert Evatt, Australian Minister for External Affairs, and of the Right Honourable Peter Fraser, Prime Minister of New Zealand.

On 21 January 1944, following up on Forsyth's proposal, Australia and New Zealand signed the ANZAC Agreement, which formally proposed

Traditional fish trap. Since William Forsyth's time, traditional concepts and practices related to marine resource management have been increasingly eroded and transformed by the forces of commercial development and globalisation.

Nasse traditionnelle. Depuis l'époque de William Forsyth, le développement commercial de la pêche et la mondialisation ont transformé, voire affaibli, les pratiques et les concepts traditionnels appliqués à la gestion des ressources marines.

#### M. WILLIAM D. FORSYTH (AUSTRALIE)

Secrétaire général de la CPS du 1er novembre 1948 au 30 juin 1951, puis du 24 mars 1963 au 31 décembre 1966

William Douglass Forsyth né à Casterton, Victoria occidental (Australie) le 5 janvier 1909 est décédé à Canberra le 3 mars 1993. Après des études supérieures aux universités de Melbourne et d'Oxford, il occupe le poste de chargé de recherche à l'Institut australien des affaires internationales et, en 1942, intégre le nouveau Ministère des affaires extérieures, où il reste jusqu'à son départ en retraite en 1969. Doué d'une vision pragmatique, il accomplit une carrière en phase avec la croissance du Ministère et l'évolution de la politique étrangère de l'Australie.

En tant que Conseiller du Pacte ANZAC, premier Directeur de la Section du Pacifique au sein du Ministère (en 1944) et premier Secrétaire de la Division du Pacifique, il acquiert une vaste expérience des relations internationales, notamment dans la région océanienne. Il joue un rôle de premier plan dans la proposition d'établissement de la Commission des mers du Sud, qui débouchera sur la création de la Commission du Pacifique Sud, et, en 1948, il est nommé premier Secrétaire général de cette toute nouvelle Commission.

Pendant son premier mandat à la CPS, il préside au transfert du siège des locaux temporaires de Sydney au nouveau siège permanent à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), recrute des agents, rénove le "Pentagone" pour aménager des bureaux et des logements adéquats, élabore un programme de travail et des plans financiers pour les domaines du ressort de la nouvelle organisation. Il démissionne en 1951 pour réintégrer le service diplomatique de son pays, en qualité de représentant permanent de l'Australie auprès des Nations Unies et occupe un certain nombre d'autres postes diplomatiques. De 1963 à 1966, il effectue un second mandat en tant que cinquième Secrétaire général de la Commission du Pacifique Sud. Cette période voit l'adhésion, en tant que membre de plein droit, du premier État insulaire, les Samoa américaines, à la CPS (en 1965).

Après son départ en retraite, il écrit de nombreux articles dans des revues et des journaux, ainsi que plusieurs ouvrages sur les affaires océaniennes, notamment un livre intitulé *Post Colonial Pacific* et son autobiographie en trois volumes, *Recollections of a Maverick Diplomat* (Mémoires d'un diplomate non conformiste).



### Les origines de la Commission

À l'époque de la création de la CPS, les six pays fondateurs administraient des Territoires non autonomes dans la région du Pacifique. Le traumatisme infligé à l'Océanie par la Seconde Guerre mondiale avait amené plusieurs de ces pays à envisager des mécanismes susceptibles de ramener la sécurité et la stabilité dans la région après la guerre. En 1943, William Forsyth, (qui accomplira par la suite deux mandats en qualité de Secrétaire général de la CPS), alors chargé de recherche au service du Plan d'après-guerre au Ministère australien des affaires extérieures, proposa la création d'une Commission des mers du Sud, inspirée de la Commission des Caraïbes créée en 1942. Le but était de permettre aux puissances coloniales d'administrer en coopération les Territoires dont elles avaient la charge. Cette proposition reçut le soutien d'Herbert Vere Evatt, Ministre australien des Affaires extérieures, et du Premier Ministre néozélandais, Peter Fraser.

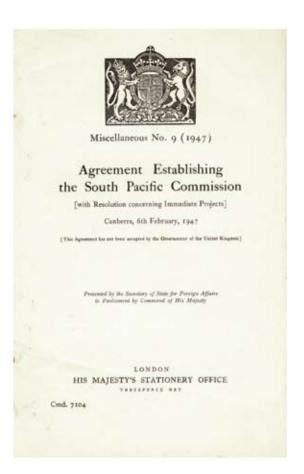
La proposition de M. Forsyth se concrétisa le 21 janvier 1944, par la signature d'un accord (ANZAC Pact) entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cet accord proposait la création d'une organisation régionale dont l'objectif serait de faire progresser la qualité de vie des peuples autochtones du Pacifique. À la fin de la guerre (en août 1945), le climat politique qui caractérisait l'Australie et la Nouvelle-Zélande était favorable à la coopération. L'idée était de prêter assistance aux plus démunis. Les conditions étaient donc réunies pour établir la Commission envisagée et, en septembre 1946, après de longues consultations diplomatiques officieuses de toutes les parties intéressées, l'Australie et la Nouvelle-Zélande invitèrent officiellement des représentants de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et des États-Unis d'Amérique à se rencontrer en Australie pour instituer la Commission régionale.

that a regional organisation be established to advance the well-being of the indigenous peoples of the Pacific. After the war ended (in August 1945) the political climate in Australia and New Zealand favoured post-war cooperation and aimed at helping the less privileged. These events supported the proposed Commission's establishment, and in September 1946, after long informal diplomatic consultations between all interested parties, Australia and New Zealand formally invited the governments of France, Great Britain, the Netherlands, and the USA to meet in Australia for the specific purpose of establishing the regional Commission.

### The 'Canberra Agreement'

The 'South Seas Commission Conference' was convened at Canberra Grammar School in Canberra, Australia, on 28 January 1947. Just over a week later, on 6 February, the founding agreement establishing the South Pacific Commission, known as the 'Canberra Agreement', was signed by the leaders of the six delegations present, and SPC was born. Ratification of the Agreement Establishing the South Pacific Commission was not completed until the end of July 1948, however an Interim Organisation was established to make preliminary arrangements and develop financial and administrative plans. Temporary headquarters were established in the Sydney suburb of Mosman, under the leadership of Mr J.R. Kerr, Principal of the Australian School of Administration.

SPC was to operate for the benefit of the region's non-self-governing peoples, as a non-political and bilingual (English/French) organisation. The two cornerstones of this young organisation were trusteeship and regionalism. At that time, the founding metropolitan countries had no idea



that island countries would gain ownership of their own future through decolonisation and that the first SPC Conference held in 1950 would eventually prove to be 'the first gathering of leaders of the Pacific ever' and the beginning of the new Pacific. In 1991, looking back at SPC's founding, The Right Honourable Ratu Sir Kamisese Mara of Fiji underlined the role that this young generation of future leaders of the region had played in shaping SPC and the Pacific, the visions that they saw then and their dreams come true: 'My vision of the Pacific region is a region which justifies its name and provides an example to the world of many races living together in friendship, tolerance, mutual respect and cooperation... those were the visions we saw then... Let every angry young man today see visions and hope that his dreams will come true.'

#### AGREEMENT ESTANCISHING

#### THE SOUTH PACIFIC COURTESTON

The Governments of Australia, the French Republic, the Kingdom of the Metherlands, New Mexican, the United Kingdom of Great Britain and Morthern Ireland, and the United States of America, (hereinafter referred to as "the participating Governments").

co-operation in promoting the economic and social welfare and advancement of the peoples of the mon-self-governing territories in the South Pacific region administered by them,

Desiring to encourage and strengthen international

Have, through their duly authorized representatives met together in Canberra, made an Agreement in the following terms:

#### ARTICLE I

#### ESTABLISHED OF THE COMMISSION

 There is hereby established the South Facific Commission (hereinafter referred to as "the Commission").

Top left: The Canberra Agreement Establishing SPC as presented to Parliament for adoption, by the Secretary of State for Foreign Affairs of the United Kingdom.

Top right: Signatures of the representatives of the six founding member countries on the Canberra Agreement. Three language versions were signed: English, French and Dutch.

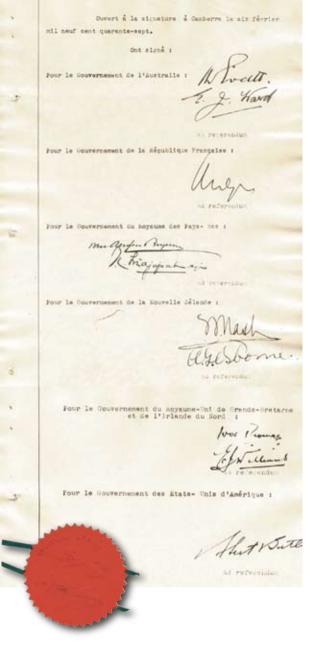
En ht. à g.: La Convention de Canberra portant création de la CPS présentée au Parlement pour adoption par le Ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni.

En ht. à dr.: La Convention de Canberra est signée par les représentants des six pays membres fondateurs. Trois versions linguistiques de la Convention furent signées: anglaise, française et néerlandaise.

#### ANTICLE IX

#### THE SOUTH PACIFIC CONFERENCE

27. In order to associate with the work of the Countrains representatives of the local inhabitants of, and of official and non-official involutions directly concerned with, the territories within the scope of the Countraion, there shall be established a Fouth Pacific Conference with advisory nowers as a body suxiliary to the Countraion.



### La Convention de Canberra

La "Conférence de la Commission des mers du Sud" se réunit le 28 janvier 1947 au *Grammar School* de Canberra (Australie). La semaine suivante, le 6 février, les chefs des six délégations participantes signèrent la "Convention de Canberra", portant création de la Commission du Pacifique Sud. Il fallut attendre la fin du mois de juillet 1948 pour que cet accord soit ratifié, mais une organisation provisoire fut mise sur pied pour prendre les premières dispositions et élaborer des plans financiers et administratifs. Un siège temporaire fut établi à Sydney, dans le quartier de Mosman, et placé sous la direction de M. J.R. Kerr, Directeur de l'École australienne d'administration.

Organisation apolitique et bilingue (anglais/ français), la CPS devait avoir pour mission d'assurer le bien-être des peuples non autonomes de la région. Cette jeune organisation s'appuyait sur les deux principes fondamentaux de la tutelle et du régionalisme. À l'époque, les pays métropolitains fondateurs n'imaginaient pas que les pays insulaires deviendraient un jour maîtres de leur destin au terme d'un processus de décolonisation, ni que la première Conférence, tenue en 1950, serait la "toute première réunion des dirigeants océaniens" et constituerait la première pierre de la construction d'un nouvelle Océanie. En 1991, jetant un regard rétrospectif sur la fondation de la CPS, Ratu Sir Kamisese Mara, des Îles Fidji, évoqua le rôle que cette jeune génération de futurs dirigeants de la région avait joué en forgeant la CPS et le Pacifique, la clairvoyance dont ils avaient fait preuve à l'époque et la concrétisation de leur rêve : "Je vois dans le Pacifique une région qui mérite bien son nom et qui donne au monde entier un exemple de cohabitation d'ethnies multiples dont les relations sont empreintes d'amitié, de tolérance, de respect mutuel et de coopération... telles étaient les visions que nous avions à l'époque... Que tout jeune homme en colère d'aujourd'hui en prenne de la graine, dans l'espoir que ses rêves deviendront réalité."

### De l'huile dans les rouages

Aux débuts de la Commission, les souhaits des pays signataires étaient exprimés par les commissaires désignés, qui se réunissaient chaque année, conformément à la politique de la Commission. La Convention de Canberra prévoyait la mise en place d'un Secrétariat général, au service de la Commission et de ses organes auxiliaires et subsidiaires, et dirigé par un Secrétaire général, "administrateur principal chargé de mettre à exécution les instructions de la Commission". La Convention de Canberra prévoyait également que, "en raison de l'importance spéciale des recherches dans la poursuite des buts de la Commission, il serait créé un Conseil des recherches, qui jouerait le rôle d'organisme consultatif permanent auxiliaire auprès de la Commission." À l'époque, le Conseil des recherches répondait à la nécessité perçue de mener des enquêtes et de formuler des recommandations concernant l'amélioration des conditions de vie des Océaniens, le développement social et économique, et la santé des populations autochtones.

La Convention de Canberra stipulait que, "en vue d'associer aux travaux de la Commission des représentants des populations locales et des institutions officielles ou non s'intéressant directement aux territoires relevant de la compétence de la Commission", il serait créé une Conférence du Pacifique Sud qui se réunirait tous les trois ans. Cet organisme auxiliaire de la Commission serait doté de pouvoirs d'ordre consultatif. Au cours des dix premières années,

# Oiling the wheels

When the Commission was established, the wishes of the participating governments were conveyed through their appointed commissioners, who met in annual Sessions of Commissioners that defined Commission policy. As directed in the Canberra Agreement, a Secretariat was established to serve the Commission and its auxiliary and subsidiary bodies. The Secretariat was headed by a Secretary-General, who was 'the chief administrative officer of the Commission and [carried out] the directions of the Commission'.

The Canberra Agreement also provided for the establishment of a Research Council 'in view of the special importance of research for the carrying out of the purposes of the Commission... [to] serve as a standing advisory body auxiliary to the Commission'. The rationale for the Research Council was the perceived need to survey and make recommendations regarding improvements in the living conditions of Pacific Islanders in the areas of social development, economic development and health.

The Canberra Agreement provided that the people of the region – the 'local inhabitants ... and ... official and non-official institutions directly concerned with the territories within the scope of the Commission' – could meet every three years as the 'South Pacific Conference'; the Conference was established as a body auxiliary to the Commission, with advisory powers.

Much time was spent oiling the wheels of this complicated system during that first decade, and working out the relationship between the Commission, the Secretariat, the Research Council and the Conference, as well as the timetable and frequency of their various meetings.

# Shifting from Sydney to Noumea

The newly established Commission held its first two meetings (the Sessions of Commissioners) at its temporary headquarters at Mosman during 1948. Despite the advantages of a metropolitan site, the South Seas Commission Conference had decided that SPC's headquarters should be established within the Commission's area. The First Session appointed a working committee to survey potential sites and report to the Second Session. Suva was originally suggested by the South Seas Commission Conference, and the committee received two additional offers: Port Moresby and Noumea.

According to former Secretary-General Tom Smith, 'Port Moresby was not strongly favoured and the choice was to be between Noumea and Suva.' Suva had the edge in terms of communication and transport, but Noumea was







beaucoup de temps a été consacré à mettre de l'huile dans les rouages de ce système complexe et à définir les relations entre la Commission, le Secrétariat général, le Conseil des recherches et la Conférence, ainsi que le calendrier et la fréquence de leurs réunions respectives.

## Déménagement du siège de Sydney à Nouméa

La nouvelle Commission tint ses deux premières sessions (les réunions des commissaires) à son siège temporaire, à Mosman, près de Sydney, en 1948. Malgré les avantages de l'implantation de ce siège dans un pays métropolitain, la Conférence de la Commission des mers du Sud avait décidé de choisir un lieu situé dans le ressort territorial de la Commission. Au cours de la première session fut désigné un comité de travail chargé de conduire une enquête sur des sites potentiels et de faire rapport à la deuxième session. La Conférence de la Commission des mers du Sud commença par suggérer Suva, puis le comité reçut deux autres propositions : Port-Moresby et Nouméa. Selon Tom Smith, ancien Secrétaire général, "Port-Moresby ne ralliait pas tous les suffrages, et il a fallu choisir entre Nouméa et Suva". Suva avait la supériorité en ce qui concerne les communications et les transports, mais Nouméa était en mesure d'offrir des bâtiments appropriés pour les bureaux et l'hébergement des agents dans l'ancien quartier général des forces armées américaines stationnées

Top: Members of the Site Inspection Committee visiting Fiji in 1948. Noumea was selected as the site for SPC headquarters. Bottom: Child with Island cabbage. Growing westernisation and urbanisation continue to have a major impact on the diet and health of Pacific Islanders.

En ht.: Les membres du comité d'inspection du site en visite aux Îles Fidji en 1948. C'est Nouméa qui accueillit le siège de la CPS. En bas: Un enfant tenant un chou kanak, légume aux feuilles vertes traditionnellement consommé dans le Pacifique. L'occidentalisation et l'urbanisation croissantes ont des répercussions sur le régime alimentaire et la santé des Océaniens. dans le Pacifique Sud, une ancienne structure en bois construite pendant la guerre sur l'Anse Vata, à Nouméa, et surnommé "le Pentagone". Une fois la guerre terminée, ce bâtiment et le terrain sont revenus à la France. Malgré des inquiétudes soulevées par la longévité d'un bâtiment en bois destiné à un usage temporaire en temps de guerre, les rapports des architectes montraient que, sous réserve d'une restauration immédiate et d'un entretien permanent, le bâtiment pourrait durer une quarantaine d'années. L'offre de la France fut donc acceptée.

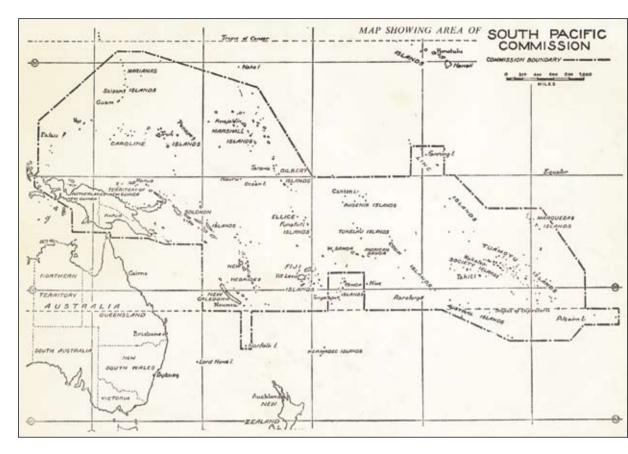
Le déménagement de Sydney à Nouméa eut lieu le 5 mars 1949. Ce fut l'une des premières tâches confiées au premier Secrétaire général de la CPS, W.D. Forsyth. Celui-ci avait été nommé par la deuxième session de la Commission, le 25 octobre 1948, lors de la passation officielle de pouvoirs de l'organisation provisoire. Les aménagements nécessaires aux bâtiments commencèrent immédiatement et se poursuivirent pendant quatre ans. Le bâtiment principal était immense. Quand il servait de quartier général aux forces armées américaines, on dit que les employés américains partaient à vélo distribuer le courrier aux bureaux situés dans les ailes du bâtiment. Certaines ailes furent démolies, et les matériaux de construction réutilisés pour aménager des bureaux et autres locaux. Certaines parties du bâtiment furent reconverties en logements pour les agents, le Secrétaire général occupant luimême un appartement au premier étage. En raison du montant élevé des loyers et des frais de construction, ainsi que de la rareté de logements appropriés à Nouméa à l'époque, un certain nombre de villas durent être construites par le Territoire de la Nouvelle-Calédonie, et louées aux agents de la CPS. Néanmoins, le problème de logement était tel que certaines parties du Pentagone continuèrent d'être utilisées pour héberger des agents pendant dix autres années.

able to offer suitable buildings for office and staff accommodation in the former 'US Headquarters – South Pacific Base Command', a large wooden structure built at Anse Vata by the American military forces during the war, and nicknamed 'The Pentagon'.

After the war was over, the building and the surrounding land had reverted to the French government. Despite concerns about the long-term life of a wooden building intended for temporary wartime use, architects' reports indicated that, subject to immediate restoration and ongoing maintenance, the building had a prospective useful life of 40 years. The French government's offer was therefore accepted.

The transfer from Noumea to Sydney took place on 5 March 1949, and was one of the first tasks of SPC's first Secretary-General, W.D. Forsyth. He had been appointed by the Second Session on 25 October 1948, formally taking over from the Interim Organisation. Necessary alterations to the buildings started immediately and continued over the next four years. The main building was huge – it is said that when it served as South Pacific Base Command, US clerks delivered mail to offices in the wings by bicycle – so some wings were demolished, and the building materials used to set up office space and other amenities.

Parts of the building were converted to staff living quarters, and the Secretary-General occupied a first floor apartment. Because of high rents and building costs, and the scarcity of suitable housing in Noumea at the time, a number of houses had to be built by New Caledonia's territorial government and rented to SPC staff. Nevertheless, the housing problem was such that parts of the Pentagon continued to be used as living quarters for another 10 years.



### The area served by SPC

The area served by the Commission was to include all dependent territories of the six founding member countries. Although the status of some territories was still uncertain following World War II, from 1947 to 1951 the area served by SPC covered the following dependent territories: Papua, New Guinea, Nauru and Norfolk Island, French Establishments in Oceania (consisting of the Society, Tuamotu, Austral and Marquesas groups), New Caledonia and Dependencies, Wallis and Futuna, Netherlands (or Western) New Guinea, Western Samoa (the former German part of Samoa), Cook Islands, Niue and Tokelau Islands, Fiji, British Solomon Islands Protectorate, Gilbert and Ellice Islands, Pitcairn, American Samoa, and the French/British

Above: Map showing the area of the South
Pacific Commission after the Canberra
Agreement was amended in 1951 to include
Guam and the Trust Territory of the Pacific
Islands (TTPI) in the SPC area. At the time,
Netherlands New Guinea and Norfolk Island
were included in the SPC area,
but Tonga was not.
Right: Map of the current SPC area, showing
the organisation's 22 member Pacific Island
countries and territories (PICTs).

À g.: Une carte indiquant les Territoires couverts par la Commission du Pacifique Sud suite à la modification de la Convention de Canberra en 1951 étendant la compétence de l'Organisation à Guam et au Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. À l'époque, la Nouvelle-Guinée hollandaise et Norfolk faisaient partie de la zone, mais non les Tonga. Ci-dessous: Une carte indiquant la compétence territoriale actuelle de la CPS, qui couvre 22 États et Territoires insulaires du Pacifique.

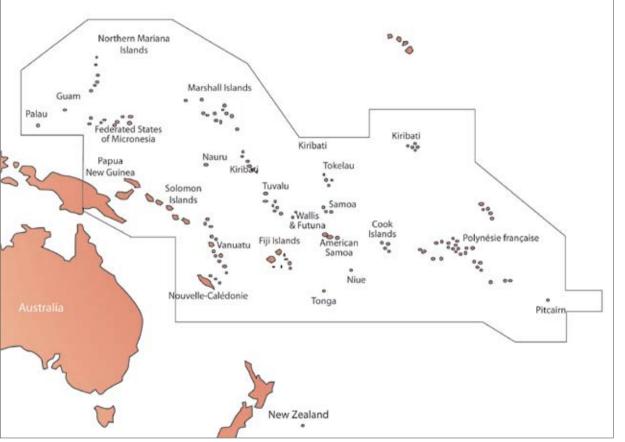
## Compétence territoriale de la CPS

La compétence territoriale de la Commission devait s'étendre sur les territoires administrés par les six pays membres fondateurs. Bien que le statut de certains Territoires fût encore incertain au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la compétence territoriale de la CPS, de 1947 à 1951, couvrait les Territoires sous tutelle suivants : Papouasie-Nouvelle-Guinée, Nauru et Norfolk, établissements français d'Océanie (Îles de la Société, Tuamotu, Australes et Marquises), Nouvelle-Calédonie et dépendances, Wallis et Futuna, Nouvelle-Guinée (Guinée occidentale) néerlandaise, Samoa-Occidental (partie du Samoa appartenant auparavant à l'Allemagne), Îles Cook, Niue et Tokelau, Îles Fidji, Protectorat

britannique des Îles Salomon, Îles Gilbert et Ellice, Pitcairn, Samoa américaines et condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides. Trois de ces Territoires (Nouvelle-Guinée, Nauru et Samoa-Occidental) étaient regroupés au sein d'un territoire sous tutelle des Nations Unies.

En 1949, la Papouasie et la Nouvelle-Guinée s'unirent pour former un territoire administratif unique. En novembre 1951, la Convention de Canberra fut modifiée, et le domaine de compétence de la CPS élargi à deux autres Territoires administrés par les États-Unis d'Amérique : Guam et le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique (la Micronésie, sous tutelle des Nations Unies). Ainsi, en 1951, la compétence territoriale de la CPS s'étendait-elle à l'ensemble de la Micronésie, dans le Pacifique Nord. Après cette date, ce domaine a peu varié, à l'exception de Norfolk qui fut retiré, ainsi que la Nouvelle-Guinée hollandaise qui, en 1962, fut absorbée par l'Indonésie.

Avant la Seconde Guerre mondiale, le Pacifique Sud était un concept plutôt abstrait qui englobait "les mers du Sud", mais dont les frontières et l'identité étaient floues. Ce territoire, riche de plusieurs centaines de langues et de cultures différentes, était régi par de multiples pays coloniaux. Après la Seconde Guerre mondiale, la situation changea, ne serait-ce qu'en raison de l'expérience acquise par les puissances coloniales pendant la guerre, laquelle transforma toutes les îles du Pacifique en un "théâtre des opérations" nécessitant la collaboration des forces néerlandaises, britanniques, australiennes, néozélandaises, françaises et américaines. Cela incita ces pays à considérer les îles du Pacifique comme une région à part entière. Après le cataclysme



condominium of the New Hebrides. Three of those territories – New Guinea, Nauru and Western Samoa – were administered as United Nations Trust Territories.

In 1949, Papua and New Guinea were combined in an administrative union and administered as one territory. In November 1951, the Canberra Agreement was amended and the area served by SPC expanded to include two additional territories administered by the United States: Guam and the Trust Territory of the Pacific Islands (TTPI – Micronesia, which was also a UN Trust Territory). Thus by 1951 the territorial scope of SPC extended to include all of Micronesia, in the northern Pacific. It changed little thereafter, with the exception that Norfolk Island was later removed, as was Dutch New Guinea in 1962, as it became part of Indonesia.

Before WWII, the South Pacific was a vague concept that encompassed 'the South Seas', but which lacked clear boundaries and identity, covered many hundreds of languages and cultures, and was governed by a host of colonial governments and administrations. This changed following WWII, in part because the experience of the colonial powers in the war required them to conceptually link all the islands in a 'Pacific theatre', and required collaboration among the Dutch, British, Australian, New Zealand, French and American governments. This encouraged them to think of the Pacific Islands as a coherent region. The birth of SPC, after the cataclysm of the Second World War, consolidated the relationship between the colonial powers who continued to work together within this first Pacific regional organisation. It also marked the emergence of a clearly defined Pacific Islands region - known then as 'the South Pacific', despite the inclusion of islands to the north of the equator - whose inhabitants would in time come to recognise the enormous amount they had in common, particularly when they began to shape their own destinies.



Above: This historic photo shows the co-Heads of State of Western Samoa (HH Tupua Tamasese Mea'ole on the left and HH Malietoa Tanumafili II on the right) taking the oath of office in January 1962. They both represented their country at the first South Pacific Conference in 1950. Western Samoa would become the first island country to join SPC as a full member, in 1965.

Below: Group photo of the First South Pacific Conference, held in Fiji at Nasinu Teachers Training College in April/May 1950.

# The South Pacific Conference heralds the dawn of the new Pacific

In 1950, the Commission decided to convene an advisory body, called the South Pacific Conference, in order to give chances to their possessions and trust territories to air their views in the new organisation. The Commissioners set up the Conference as a mechanism to allow islander consultation without involving them directly in SPC's decision-making processes, and in its yearly Sessions of Commissioners nominated by the founding metropolitan members.

They were not to know that as the Pacific changed, the Conference would eventually become the policy and decision-making body of the organisation. In 1965, Western Samoa (independent since 1962 and later to become Samoa in 1997) joined SPC as





En ht.: Sur cette photo historique, les co-chefs de l'État du Samoa-Occidental (Tupua Tamasese Mea'ole, à g., et Malietoa Tanumafili II, à dr.) prêtent serment au moment d'entrer en fonctions en janvier 1962. Tous deux représentèrent leur pays lors de la première Conférence du Pacifique Sud, en 1950. Le Samoa-Occidental fut le premier État insulaire à rejoindre la CPS en tant que membre de plein droit en 1965.

En bas: Photo de famille de la première Conférence du Pacifique Sud, qui se tint à l'École normale de Nasinu, aux Îles Fidji, en avril-mai 1950.



de la Seconde Guerre mondiale, la naissance de la CPS marqua la consolidation des relations entre les puissances coloniales qui continuaient à travailler ensemble au sein de cette première organisation régionale océanienne. Elle marqua aussi l'émergence d'une région océanienne bien définie – connue à l'époque sous l'appellation de "Pacifique Sud", bien que des îles situées au nord de l'équateur soient incluses – dont les habitants viendraient, à terme, à reconnaître l'immense patrimoine qu'ils ont en commun, notamment lorsqu'ils commenceraient à prendre leur destin en mains

# La Conférence du Pacifique Sud : une aube nouvelle se lève sur le Pacifique

En 1950, la Commission décida de former un organe consultatif, la Conférence du Pacifique Sud, pour donner aux possessions et territoires sous tutelle des membres fondateurs l'occasion d'exprimer leur point de vue au sein de la nouvelle organisation. Dans l'idée des commissaires, la Conférence devait permettre de consulter les nations insulaires, sans qu'elles participent directement aux procédures de prise de décisions ni aux sessions annuelles de la Commission.

Ils ne savaient pas encore que, au fil de l'évolution de la région, la Conférence finirait par devenir l'organe d'orientation et de décision de l'Organisation. En 1965, le Samoa-Occidental (qui avait accédé à l'indépendance en 1962 et devait prendre le nom de Samoa en 1997), devient membre de plein droit de la CPS, préfigurant ainsi les changements qui interviendraient ultérieurement dans la composition de l'Organisation, au fur et à mesure que les pays insulaires accèderaient à l'indépendance et deviendraient des membres égaux et de plein

droit. Pour la première fois, des membres insulaires avaient le droit de se prononcer sur les programmes qu'ils souhaitaient voir mis en œuvre par la CPS. À l'origine, la Conférence avait lieu tous les trois ans. À partir de 1967, les sessions devinrent annuelles. En 1973, la Commission du Pacifique Sud et la Conférence du Pacifique Sud décidèrent d'organiser une conférence conjointe chaque année à partir de 1974, en conservant le nom de "Conférence du Pacifique Sud". Dès 1974, la Conférence prend des décisions de politiques générales sur les affaires importantes telles que le budget, l'affectation des fonds, les projets prioritaires, l'admission de partenaires dans la coopération et l'élection des principaux membres de la Commission, bien que seuls, les représentants des treize membres de plein droit de l'époque – États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, France, Australie, Nouvelle-Zélande, Samoa occidental, Îles Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Cook, Îles Salomon, Nauru, Tuvalu et Niue - eussent le droit de vote. La Conférence du Pacifique Sud de 1983, tenue à Saipan, prendrait par la suite la décision historique, dans une résolution, d'admettre tous les membres associés non indépendants de la zone de compétence de la Commission, en tant que membres à part entière, titulaires du droit de vote et versant une contribution statutaire.

Les délégués invités à la première Conférence, qui se déroula au *Nasinu Teachers Training College*, à Fidji, en avril-mai 1950, étaient des "habitants représentatifs des territoires non autonomes de la région et, sur invitation, des représentants du Royaume indépendant des Tonga". Bien qu'elle n'ait été investie d'aucun pouvoir de décision engageant la CPS, la première Conférence fut un événement historique. C'était la première fois que des Océaniens (ainsi que quelques populations immigrées dans la région, telles que la communauté indienne de Fidji) se

a full member, heralding future changes in membership of SPC, as more island countries later became independent and subsequently joined SPC as full and equal members. For the first time, island members had a voting voice in saying what programmes they wanted SPC to implement. Originally, the Conference met every three years, but beginning from 1967, it met every year. In 1973, the South Pacific Commission and the South Pacific Conference decided to hold a joint conference every year, starting from 1974, retaining the name 'the South Pacific Conference'. From 1974 onwards, the Conference made policy

decisions on important matters such as budget, allocation of funds, priority projects, admission of partners of cooperation, and election of principal officials of the Commission, though only the representatives of the 13 full SPC members of the time had the right to vote. They were the USA, UK, France, Australia, New Zealand, Western Samoa, Fiji, Papua New Guinea, Cook Islands, Solomon Islands, Nauru, Tuvalu and Niue. The 1983 South Pacific Conference, held in Saipan, would later make the historic decision to admit all non-independent associate members in the area served by the Commission as full voting and contributing members of SPC, through a Conference resolution.

Delegates invited to the first Conference, held at Nasinu Teachers Training College in April/May 1950 in Fiji, were 'representative

# SIR LESLIE BRIAN FREESTON (UK) SPC Secretary-General from 12 November 1951 to 12 November 1954

Sir Leslie Brian Freeston, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George (KCMG, 1945), Officer of the Most Excellent Order of the British Empire (OBE), was born in 1892 in London and passed away in 1958.

Sir Brian was educated at New College in Oxford and joined Her Majesty's Infantry forces in September 1914; he was on active service in France and Belgium from 1916 to 1918. From May to November 1918, he was attached to the British Military Mission to the USA, stationed in Texas and Michigan. After being demobilised, he joined the Colonial Office in London in March 1919. He visited Ceylon in 1921 and the British West Indies and British Honduras in 1927. In January 1936, he was appointed Secretary to the East African Governors' Conference in Nairobi. He became Chief Secretary of the Tanganyika Territory in April 1938, and Governor of the British Leeward Islands in January 1944.

In January 1948, Sir Brian became Governor of Fiji and British High Commissioner for the Western Pacific. He was also appointed at that time as Great Britain's first Senior Commissioner to SPC. From 1953 onwards, the two offices of Governor and High Commissioner were no longer held jointly and the holder of one or the other was customarily made Senior Commissioner. Sir Brian, described as 'lanky', was the last to hold the two offices simultaneously, from November 1947 until early 1952. As Governor of Fiji, he chaired the First South Pacific Conference, held in Nasinu (Suva), Fiji, in 1950.

As Senior Commissioner to SPC and Chairman of the First South Pacific Conference, Sir Brian was eminently familiar with SPC's operations. Following his retirement as Governor of Fiji, he was nominated for the post of SPC Secretary-General by the United Kingdom government and became the second Secretary-General of SPC in 1951. He was instrumental in negotiating with Mr Angamarre, Governor of New Caledonia and Dependencies, the Agreement between the Government of the French Republic and the South Pacific Commission on the privileges and immunities of the latter, better known as the Angamarre Agreement.





réunissaient de plein droit pour débattre de problèmes propres à la région. C'était là un fait remarquable, étant donné les normes en vigueur à l'époque coloniale, tous les Territoires (sauf un) étant représentés par des délégués autochtones (non européens). Dans son discours d'ouverture, Sir Brian Freeston, Gouverneur de Fidji et Haut-Commissaire du Pacifique occidental, qui présidait cette Conférence (et qui allait bientôt devenir le deuxième Secrétaire général de la CPS), qualifia l'assemblée de "Parlement des peuples du Pacifique Sud".

#### SIR LESLIE BRIAN FREESTON (ROYAUME-UNI) Secrétaire général de la CPS du 12 novembre 1951 au 12 novembre 1954

Sir Leslie Brian Freeston, Chevalier Commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (KCMG, 1945), Officier de l'Ordre de l'Empire britannique (OBE), est né à Londres en 1892 et décédé en 1958.

Sir Leslie Brian Freeston suit des études au *New College* à Oxford et s'enrôle dans l'Infanterie de Sa Majesté en septembre 1914. Il sert en France et en Belgique de 1916 à 1918. De mai à novembre 1918, il est affecté à la Mission militaire britannique aux États-Unis d'Amérique, stationnée au Texas et au Michigan. Après sa démobilisation, il entre au *Colonial Office*, à Londres, en mars 1919. Il se rend à Ceylan en 1921, aux Antilles britanniques et au Honduras britannique en 1927. En janvier 1936, il est nommé Secrétaire de la Conférence des Gouverneurs d'Afrique orientale, à Nairobi. Il devient Premier Secrétaire du territoire du Tanganyika en avril 1938, puis Gouverneur des Îles sous-le-vent britanniques en janvier 1944.

En janvier 1948, Sir Leslie Brian Freeston est nommé Gouverneur de Fidji et Haut-Commissaire britannique pour le Pacifique occidental. À l'époque, il est aussi nommé premier Commissaire représentant la Grande-Bretagne auprès de la CPS. À partir de 1953, les deux fonctions de Gouverneur et de Haut-Commissaire ne sont plus assumées par une seule et même personne, et le titulaire de l'un ou de l'autre est désigné Premier Commissaire. Sir Leslie, surnommé "le grand », est le dernier à cumuler les deux fonctions, entre novembre 1947 et le début de 1952. En tant que Gouverneur de Fidji, il préside la première Conférence du Pacifique Sud, tenue à Nasinu (Suva), aux Îles Fidji, en 1950.

Premier Commissaire auprès de la CPS et président de la première Conférence du Pacifique Sud, il a une connaissance intime du fonctionnement de l'Organisation. Après avoir quitté ses fonctions de Gouverneur de Fidji, il devient le deuxième Secrétaire général de la CPS, nommé par le Royaume-Uni et prend ses fonctions en 1951. Il participe à la négociation, entre la République française et la Commission du Pacifique Sud sur les privilèges et immunités de l'organisation, de l'Accord Angamarre, du nom du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances.

Et il poursuivit en ces termes: "Iamais auparavant, dans l'histoire du monde, les peuples du Pacifique Sud ne se sont rassemblés sous un même toit... Jamais auparavant l'occasion n'a été donnée aux porte-parole de toutes ces îles, disséminées sur plusieurs millions de kilomètres carrés d'océan, de se rencontrer sur un terrain commun, unis par des intérêts communs et animés par un dessein commun... Pendant les dix jours qui viennent, vous allez être les acteurs de l'histoire, vous qui représentez toutes les longitudes et toutes les latitudes du Pacifique. Les générations futures verront dans cette conférence un jalon historique de leur progrès... Rappelons-nous que, tous ensemble, nous nous lançons dans une expérience d'une ampleur sans précédent..."

Le retentissement de cet événement trouva un écho dans l'éditorial de nombreux journaux, en Nouvelle-Zélande, en Australie, à Fidji, voire dans le Times et le New York Times. L'héritier de la couronne des Tonga, le Prince Tungi, déclara que "la conférence était un jalon dans l'histoire des relations entre les pays océaniens, et qu'elle marquait probablement l'avènement d'une nouvelle ère pour les peuples des mers du Sud." Après de nombreuses années d'attente, cette aube finit par se lever, sous la forme de l'indépendance. Nombre de délégués qui participèrent à cette première Conférence devaient contribuer plus tard à forger l'avenir de leur pays et de la région. Trois d'entre eux allaient devenir des chefs d'État : le Prince héritier Tupouto'a-Tungi (futur Roi Sia'osi Taufa'ahau Tupou IV des Tonga), Malietoa Tanumafili II (O le Ao o le Malo, chef de l'État du Samoa) et Tupua Tamasese Mea'ole (O le Ao o le Malo, co-chef de l'État du Samoa), tandis que deux autres seraient nommés Premiers ministres (Sir Albert Henry, des Îles Cook, et Sir Robert Rex, de Niue).

inhabitants of the non-self-governing territories within the area and, by invitation, of the independent Kingdom of Tonga'. Despite lacking decision-making power with respect to SPC, the first Conference was a historic occasion. It marked the first time that Pacific Islanders (as well as some immigrants to the region, such as the Indian community of Fiji) had come together in their own right to discuss issues affecting them. It was notable, given the norms of the colonial era, that all the territories (save one) were represented by native (non-European) delegates. In his opening address as chairman, Sir Brian Freeston, Governor of Fiji and Western Pacific High Commissioner (who would soon become the second SPC Secretary-General), described the gathering as a 'Parliament of the South Pacific Peoples'.

He went on to observe: 'Never before in the history of the world have the peoples of the South Pacific met together under one roof ... never before has an opportunity been afforded for spokesmen from all the islands, spread over many millions of square miles of ocean, to meet each other on common ground, united by a community of interest, and animated by a common purpose ... during the next ten days, you will be making history; and ... throughout the length and breadth of the Pacific, the generations to come will look back on this conference as an outstanding landmark in their progress ... Let us remember that we are embarking together on a momentous experiment...'

The significance of the occasion was echoed in editorials in newspapers in New Zealand, Australia, Fiji itself, and even as far afield as *The Times* and the *New York Times*. Crown Prince Tungi, who represented Tonga, was reported as saying 'the conference was a milestone in Pacific

relations and could mean a new dawn for the peoples of the South Seas'. Although it took many years, that dawn did later arrive, in the form of independence; many of the delegates at this first Conference would go on to help shape the future of their countries and the region, with three who would become heads of state-HRH Crown Prince Tupouto'a Tungi (King Sia'osi Taufa'ahau Tupou IV of Tonga), HH Malietoa Tanumafili II (O le Ao o le Malo, Head of State of Samoa) and HH Tupua Tamasese Mea'ole (O le Ao o le Malo, co-Head of State of Samoa), two who would become prime ministers (HRH Prince Tu'ipelehake of Tonga and Sir Thomas Davis of Cook Islands) and two who would become premiers (Sir Albert Henry of Cook Islands and Sir Robert Rex of Niue).

Although everyone present at the first South Pacific Conference was conscious that this was a historic event, the occasion was not without uncertainties and fears about what the new dawn would bring. There were tensions between the colonial powers, with some favouring a more progressive approach and others concerned over the potential for political developments that might threaten their continued colonial control. And there were social incidents, as when Islander delegates were refused wine at dinner at the Grand Pacific Hotel, forcing the Governor of Fiji to temporarily suspend (for the duration of the Conference) the drinking regulations that made it an offence to serve alcohol to 'natives' in Fiji.

According to metropolitan observers present at the time, the lack of any previous opportunity for representatives of these diverse cultures to come into contact suggested 'unnaturalness' in the regional project, while Nancy Robson, a French-English interpreter at early South Pacific Conferences, wrote of 'the misgivings of the uneasy'. But far from being a failure, the Governor

Right: Sir Albert Henry represented the Cook Islands at the First South Pacific Conference. He would later become premier of his country. Below: HRH Prince Tupouto'a Tungi of Tonga (who would become King Sia'osi Taufa'ahau Tupou IV) was also present at the First South Pacific Conference.

À dr.: Lors de la première Conférence du Pacifique Sud, les Îles Cook furent représentées par Sir Albert Henry, qui serait plus tard nommé Premier ministre de son pays. Ci-dessous: Le Prince héritier Tupouto'a Tungi (futur Roi Sia'osi Taufa'ahau Tupou IV des Tonga) était également présent lors de la première Conférence du Pacifique Sud.





Bien que tous les participants à la première Conférence du Pacifique Sud aient été conscients de l'importance historique de cet événement, celui-ci n'a pas été sans susciter quelques incertitudes et craintes quant aux lendemains de cette aube nouvelle. Les relations entre les puissances coloniales n'étaient pas exemptes de tensions. Certains pays préconisaient une approche plus graduelle, d'autres redoutaient une évolution politique qui pourrait remettre en question leur hégémonie coloniale. On assista en outre à des incidents diplomatiques, par exemple lorsqu'il fut refusé de servir du vin à des délégués insulaires, lors d'un dîner au Grand Pacific Hotel, ce qui obligea le Gouverneur à suspendre temporairement (pendant toute la durée de la Conférence) les règlements interdisant de servir de l'alcool à des "autochtones" de Fidji.

Selon des observateurs métropolitains présents à l'époque, du fait que des représentants de ces cultures diverses n'avaient jamais eu l'occasion d'entrer en contact auparavant, le projet régional pouvait être jugé "contre nature". Nancy Robson, interprète des premières Conférences du Pacifique Sud travaillant dans les deux langues officielles de la CPS, l'anglais et le français, évogua à ce propos une certaine "appréhension de ce qui dérange". Néanmoins, le Gouverneur de Fidji conclut que, loin d'avoir été un échec, "la conférence avait mis en lumière l'attitude des peuples du Pacifique, empreinte de fraternité et de considération mutuelle, malgré des différences évidentes mais souvent superficielles." W.D. Forsyth, Secrétaire général de la CPS, aurait déclaré être impressionné par la "facilité d'expression, la capacité de réflexion claire et pondérée des délégués autochtones". Pour sa part, Nancy Robson conclut avec perspicacité qu'il "était permis d'imaginer le jour, peut-être pas si éloigné, où ces îles disparates, disséminées sur

un vaste océan, seraient animées d'un sentiment d'unité, et où une volonté commune des peuples du Pacifique Sud émergerait."

Aussi invraisemblable que celui ait pu paraître à l'époque, ce fut sans doute la première expression connue de la vision qui allait devenir par la suite le "Plan de renforcement de la coopération et de l'intégration régionales pour le Pacifique". Ce Plan pour le Pacifique, approuvé par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des îles du Pacifique, lors de leur sommet d'octobre 2005, vise à relever les défis lancés à la région et à répondre aux nouveaux besoins prioritaires, et fédère les grandes institutions régionales et les principaux partenaires dans la collaboration.

# De l'optimisme au pragmatisme

Le mandat confié à l'origine au Conseil des recherches était assez ambitieux, mais la Commission ne disposait que de maigres ressources financières, ce qui limitait l'efficacité des coûteux programmes de recherche entrepris par le Conseil pour étudier les Océaniens. En 1953 fut conduite une évaluation de portée restreinte, afin de dresser le bilan des travaux effectués par le Conseil des recherches et de cerner les besoins en matière de développement économique et social. La Commission réagit à cette évaluation en prenant la résolution de "concentrer les efforts sur les besoins les plus pressants, au lieu de diluer l'énergie sur un champ d'action trop large." Les années suivantes, la Commission commença même à avoir des doutes quant à la nécessité de réunions annuelles du Conseil des recherches, et celui-ci ne se réunit pas en 1956. À la fin de la première décennie, en 1957, une

of Fiji afterwards concluded that 'the conference had produced overwhelming evidence of the fraternal regard among the Pacific peoples, in spite of obvious but often superficial differences'. Bill Forsyth, Secretary-General of SPC, was reported as saying that he was impressed with 'the fluency, clear thinking and poise of the delegates', while Nancy Robson concluded with foresight that 'perhaps the day will not seem impossibly remote when the vast scattering of disparate islands may achieve a sense of unity, and when there may at last take form some common will of South Pacific peoples'.

As unlikely as it may have seemed then, this was probably the first recorded expression of the vision that would later become 'the Pacific Plan for strengthening regional cooperation and integration'. The Pacific Plan, endorsed by government leaders at the Pacific Islands Forum meeting in October 2005, responds to regional challenges and emerging priorities, bringing together lead and collaborating regional agencies and key partners.

# From optimism to pragmatism

The original mandate given to the Research Council was fairly ambitious, but the Commission was not well funded, which limited the effectiveness of the costly research programmes embarked upon by the Research Council to study Pacific Islanders. In 1953, a mini-review took place to assess the value of the work carried out by the Research Council and appraise the social and economic development needs. The Commission's reaction to the mini-review was that 'efforts should be concentrated on outstanding needs rather than diffused over an extended field.'

Over the next few years, the Commission even began to doubt the need for annual Research Council meetings, and as a result the Council did not meet in 1956. By the end of the first decade, in 1957, a Review Conference concluded that '...as now constituted, and considering the present stage reached in the development of the work programme, [the Research Council] does not achieve maximum efficiency and economy.' The Research Council made a highly valuable contribution to the Commission's objectives, but it would be cut short as the optimism and ambition of the early years turned to pragmatism, with less value placed on research and more on technical assistance. The importance of research would later re-surface when value would be placed on evidence-based decision-making as the principal driver for providing effective technical assistance.

The next decade would start with a strong Commission taking direct charge of the work programme and only seeking the technical advice of the Research Council from time to time. The events of this first decade paved the ground for accession to the Commission by newly independent Pacific states in later years, signalling the growing acceptance of their voice in deciding the Commission's work programme.

Right: Field trip on the occasion of the 1952 SPC Fisheries Conference in Noumea. Below: Recent aquaculture training carried out by SPC's Marine Resources Division.

À dr.: Mission sur le terrain organisée à l'occasion de la Conférence des Directeurs des pêches de la CPS à Nouméa, en 1952. En bas: Photo plus récente d'une formation à l'aquaculture conduite par la division Ressources marines de la CPS.





Conférence de révision aboutit à la conclusion que "... sous sa forme actuelle, et considérant l'ampleur prise par le programme de travail, le Conseil des recherches n'est pas parvenu à un degré maximum d'efficacité et de rentabilité". Malgré la contribution extrêmement utile qu'il avait apportée aux objectifs de la Commission, le Conseil des recherches allait voir son influence décroître à mesure que l'optimisme et l'ambition des premières années cédaient la place au pragmatisme, et que l'accent était davantage mis sur l'assistance technique que sur la recherche. Plus tard, l'importance de cette dernière allait revenir au premier plan, lorsque la prise de décisions fondée sur des données factuelles

En conséquence, au cours de la décennie suivante, une Commission puissante allait se charger directement du programme de travail et ne solliciter que ponctuellement l'avis technique du Conseil des recherches. Les événements qui marquèrent ces dix premières années allaient en outre préparer le terrain pour l'adhésion à la Commission des États océaniens devenus indépendants quelques années plus tard, et qui manifestaient leur volonté croissante de se faire entendre en participant aux décisions concernant le programme de travail de la Commission.

# DR RALPH CLAIRON BEDELL (USA) SPC Secretary-General from 1 March 1955 to 28 February 1958

Educator and psychologist Ralph Clairon Bedell was born in June 1904 and raised as an only child in a small Missouri town in the USA. As a child, he spent many hours in the pharmacy where his father and uncle worked and learned from them a very important principle that would serve him well later in his career: when working with people, always leave them with their dignity intact. Early in life, he developed an interest in science and education, and particularly physics. His scientific and investigation skills would serve him well in solving problems throughout his life.

He had a rich and extremely varied career. As an undergraduate at Central Missouri State Teachers College, he successfully led other members of his fraternity in political activities. He was the 16th person to receive a PhD with a major in education from the University of Missouri, in 1932. He co-authored a well-known science textbook (Bedell & Watkins, 1932). He worked at the University of Nebraska from 1938 to 1950, first as an Associate Professor and then as a Professor in Educational Psychology, but took four years out to become a naval officer in World War II. In 1942, he co-authored the first textbook in aeronautics (Bedell, Sorenson & Wise, 1942). From 1950 to 1952, he carried out special work in international education. From 1952 till his appointment to SPC in 1955, Dr Bedell was the Director of the Program Development and Review Branch of the Division of International Education with the Department of Health, Education and Welfare. He was admitted as a Life Fellow to the Explorers Club of New York City when he carried out an educational study of Suriname in 1953.

In 1955, Dr Bedell was at the US Office of Education before becoming Secretary-General for the South Pacific Commission. 'I had gone there via the American University in Washington, where I was in charge of graduate work in education and psychology, and the commissioner of education had asked me to come in to do some special work in connection with Harry Truman's Point Four Program... [to provide] aid for countries that needed it. Well, I learned for the first time what it is to work with a person who is trained in a different culture. And the outcome of this was that the South Pacific Commission asked me to become Secretary-General and the administrative head of that organisation.' He became the third Secretary-General of SPC on 1 March 1955.

From 1958 to 1966, Ralph Bedell directed a federally funded national programme of institutes that greatly improved the quality of training offered to secondary school counsellors and teachers preparing to be counsellors, the National Defence Education Act Counselling and Guidance Institutes.

Throughout his career, Dr Bedell was recognised with numerous professional awards and qualifications. He continued to be active in many professional organisations and to pursue his many interests after he retired. Dr Bedell passed away in 1991.



#### RALPH CLAIRON BEDELL (ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE) Secrétaire général de la CPS du 1er mars 1955 au 28 février 1958

Ralph Clairon Bedell, enseignant et psychologue, voit le jour en juin 1904. Fils unique, il est élevé dans une petite ville du Missouri, aux États-Unis et passe de nombreuses heures dans la pharmacie de son père et de son oncle, qui lui inculquent un principe capital, qui va lui être très utile, dans la suite de sa carrière : on doit toujours respecter la dignité des gens avec lesquels on travaille. Il manifeste de bonne heure son intérêt pour l'éducation et la science, et plus particulièrement la physique. Ses compétences scientifiques et son goût de l'investigation vont l'aider à résoudre bon nombre de problèmes tout au long de sa carrière.

Il mène une carrière enrichissante et extrêmement variée. Diplômé du *Central Missouri State Teachers College*, il entraîne d'autres membres de son club d'étudiants dans des activités politiques. Il est le seizième étudiant à obtenir un doctorat ès pédagogie de l'Université du Missouri, en 1932. Il publie, avec d'autres auteurs, un manuel scientifique réputé (Bedell & Watkins, 1932). Il travaille à l'Université du Nébraska de 1938 à 1950, d'abord en tant que professeur agrégé, puis comme professeur de psychopédagogie, mais prend congé de quatre ans pour devenir officier de marine au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 1942, il participe à la publication des premiers manuels d'aéronautique (Bedell, Sorenson & Wise, 1942). De 1950 à 1952, il mène des travaux dans le domaine de l'éducation internationale. De 1952 à sa nomination à la CPS, en 1955, il dirige la branche Élaboration et révision des programmes de la Division de l'éducation internationale, au sein du Ministère de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. En 1953, il est admis, en qualité de membre perpétuel, au sein du Club des explorateurs de la ville de New York, pour avoir conduit une étude pédagogique sur le Suriname.

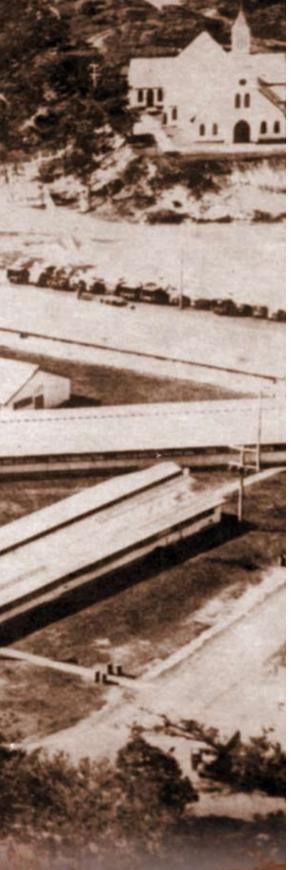
En 1955, avant d'être nommé Secrétaire général de la Commission du Pacifique Sud (1955-1957), il travaille au Bureau de l'éducation des États-Unis d'Amérique. "J'y suis allé à la demande de l'*American University* à Washington, où j'étais directeur de thèses en pédagogie et psychologie, et le Commissaire à l'éducation m'a invité venir effectuer des travaux particuliers en rapport avec le Programme "Point IV" du discours d'investiture de Harry Truman, qui proposait une assistance aux pays qui en avaient besoin. C'est là que j'ai appris, pour la première fois, ce que c'est que travailler avec une personne qui a grandi dans un contexte culturel différent. Le résultat, c'est que la Commission du Pacifique Sud m'a proposé le poste de Secrétaire général, c'est-à-dire de directeur administratif de cette organisation." Il devient le troisième Secrétaire général de la CPS le 1er mars 1955.

De 1958 à 1966, Ralph Bedell dirige un programme national, financé à l'échelon fédéral, qui améliore grandement la qualité de la formation dispensée à des conseillers et enseignants du secondaire qui se préparent à devenir conseillers pédagogiques. Les établissements participants vont bientôt devenir les puissants Instituts de consultation et d'orientation régis par le *National Defence Education Act* (NDEA).

Tout au long de sa carrière, R. Bedell reçoit de nombreuses distinctions professionnelles et prix honorifiques. Après son départ en retraite, il continue de jouer un rôle actif au sein de nombreuses associations professionnelles et se consacre à plusieurs centres d'intérêt. Il est décédé en 1991.







#### KEY EVENTS 1947-1957

- 1944: ANZAC Agreement, formally proposing establishment of a regional organisation to advance the well-being of the indigenous peoples of the Pacific, signed by Australia and New Zealand
- 1947: South Pacific Commission established in Australia with the signing of the Canberra Agreement between Australia, France, Netherlands, New Zealand, UK and USA
- 1948: First Session of Commissioners
- 1949: Appointment of first SPC Secretary-General, William D. Forsyth
- 1949: SPC headquarters transferred from temporary headquarters in Sydney to Noumea
- 1950: First South Pacific Conference held in Fiji
- 1951: Sir Leslie Brian Freeston appointed Secretary-General
- 1951: Area served by SPC expanded to include Guam and the Trust Territory of the Pacific Islands (Micronesia)
- 1953: Angamarre Agreement on Privileges and Immunities between France and SPC
- 1953: Mini-review of SPC
- 1955: Dr Ralph Clairon Bedell appointed Secretary-General
- 1957: Review Conference

# LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE 1947 À 1957

- 1944 : Conclusion d'un accord Australie-Nouvelle-Zélande (*ANZAC Pact*), proposant officiellement la création d'une organisation régionale dans le but de faire progresser la qualité de vie des peuples autochtones du Pacifique
- 1947 : Signature de la Convention de Canberra, portant création de la Commission du Pacifique Sud, en Australie, par l'Australie, la France, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique
- 1948 : Première Session de la Commission
- 1949 : Nomination du premier Secrétaire général de la CPS, William D. Forsyth
- 1949 : Transfert du siège de la CPS des locaux provisoires de Sydney à Nouméa
- 1950 : Première Conférence du Pacifique Sud à Fidji
- 1951 : Sir Leslie Brian Freeston nommé Secrétaire général
- 1951 : Élargissement de la zone de compétence territoriale de la CPS à Guam et au Territoire sous tutelle des îles du Pacifique (Micronésie)
- 1953 : Signature, par la France et la CPS, de l'Accord Angamarre relatif aux privilèges et immunités.
- 1953 : Mini-évaluation de la CPS
- 1955: Ralph Clairon Bedell est nommé Secrétaire général
- 1957: Conférence de révision







# CHAPTER TWO: 1957-1967

A small organisation with a huge mandate



Une petite organisation chargée d'une immense mission

CHAPITRE DEUX: 1957-1967





### 'A small organisation with a huge mandate'

Nancy Phelan, former SPC Audio-Visual Aids Officer

The second decade of SPC was marked by a move away from research and advice to more practical concerns, particularly education and training. The Review Conference in 1957 recognised that, contrary to what was envisaged when SPC was founded, research was no longer the organisation's most useful focus.

#### 'Une petite organisation chargée d'une immense mission'

Nancy Phelan, autrefois chargée des supports audiovisuels à la CPS

Durant la deuxième décennie d'existence de la CPS, l'Organisation prit ses distances vis-à-vis de la recherche et de l'offre de conseils pour s'attacher à des préoccupations plus pratiques, en particulier à l'éducation et à la formation. La Conférence chargée de l'évaluation de l'Organisation reconnut en 1957 que, contrairement à ce qui avait été envisagé à la création de la CPS, la recherche n'était plus le pôle de l'Organisation le plus utile.

Left: Maternal and child health was a major area of work for SPC in its second decade. Below: Delegates, advisers, observers and others who attended the 5th Conference in American Samoa, outside the main venue, the new Utulei High School auditorium.

À g. : La santé maternelle et infantile a été un axe de travail majeur pour la CPS au cours de sa deuxième décennie.

Ci-dessous : Les délégués, observateurs et autres participants à la 5e Conférence, tenue dans le nouvel auditorium du lycée Utulei, aux Samoa américaines.



This decision took SPC in a new direction, in which basic scientific research was undertaken only if needed to solve a practical problem in the Pacific territories. The work programme instead emphasised applied research, technical assistance, and dissemination of technical information to local administrations, with which SPC worked in active partnership whenever possible. Responsibility for the welfare of Pacific Islanders was clearly shifting from the founding colonial governments to the local governmental authorities.

SPC's Research Council meetings were phased out, with technical meetings of specialists or standing specialist committees taking over the planning and reviewing of the organisation's work.

Below left: Netherlands New Guinea was one of the territories that released postage stamps to mark the 5th Conference.

Below: The last full meeting of the Research Council was held in 1957. Gradually, the tasks of planning new work and reviewing past work were assumed by technical meetings of specialists or by standing specialist committees.

### Membership changes

There were some significant changes to SPC's membership during the decade. In 1962, Netherlands New Guinea became part of Indonesia and was renamed Irian Jaya. This meant that three-quarters of a million people were 'removed' from the Pacific region, but no protest ensued from SPC. Other territorial administrations – particularly the United States – were eager to maintain good relations with Indonesia, due to their fear that communism might spread from Indochina to the southern Pacific region.

Another major event in 1962 was the granting of independence by New Zealand to Western Samoa. There was no provision in the Canberra Agreement for any additions to the original participating governments, so the newly independent island nation was technically removed from SPC's membership. An amending agreement was signed in London in October 1964 allowing any territory within the area served by SPC to become a full member, if invited by all the participating governments. Western Samoa became a full voting member on 17 July 1965, although it had been treated as a member since the previous year and had taken part in the 24th Session of Commissioners that year.







À g.: À l'occasion de la 5e Conférence, des timbres commémoratifs furent édités par plusieurs Territoires, dont la Nouvelle-Guinée occidentale néerlandaise.
Ci-dessous: La dernière réunion plénière du Conseil des recherches eut lieu en 1957. Progressivement, les conférences techniques de spécialistes ou les comités permanents spécialisés prennent le relais pour organiser les nouvelles tâches et passer en revue les travaux accomplis.

Cette décision orienta les travaux de la CPS dans une nouvelle direction. Les travaux de recherche scientifique fondamentale ne furent entrepris qu'en cas de besoin, pour résoudre un problème pratique dans les Territoires océaniens. En revanche, le programme de travail mettait l'accent sur la recherche appliquée, l'assistance technique et la diffusion d'informations techniques aux administrations locales, avec lesquelles la CPS travaillait en étroite collaboration chaque fois qu'elle le pouvait. Manifestement, la responsabilité du bien-être des populations, qui incombait jusque-là aux pays coloniaux et fondateurs, était transférée aux autorités publiques locales.

Les réunions du Conseil des recherches s'espacèrent, les conférences techniques de spécialistes ou les comités permanents spécialisés prenant le relais pour organiser les nouvelles tâches et passer en revue les travaux accomplis.



# Modifications dans la composition de l'Organisation

La composition de la CPS évolua considérablement durant cette décennie. En 1962, la Nouvelle-Guinée occidentale néerlandaise fut rattachée à l'Indonésie et rebaptisée Irian Jaya. La région océanienne perdit ainsi 750 000 habitants, mais la Commission ne protesta pas. Les autres entités territoriales (en particulier les États-Unis d'Amérique) souhaitaient maintenir l'Indonésie dans leur camp pour éviter que le Communisme ne se propage de l'Indochine à la région du Pacifique sud.

Autre événement majeur survenu en 1962 : le Samoa-Occidental devint indépendant de la Nouvelle-Zélande. La Convention de Canberra ne contenait aucune disposition prévoyant l'élargissement du groupe initial de pays membres, aussi ce nouvel État insulaire indépendant ne faisait-il plus partie, techniquement parlant, de la Commission. Un accord portant modification de la Convention fut signé à Londres en octobre 1964, qui prévoyait que tout Territoire relevant du ressort territorial de la Commission pouvait devenir membre à part entière s'il y était invité par tous les autres pays membres. Le Samoa-Occidental devint donc membre de plein droit de la Commission le 17 juillet 1965, disposant désormais d'une voix, mais il était déjà considéré comme tel depuis l'année précédente et avait participé à la vingt-quatrième session de la Commission cette année-là.

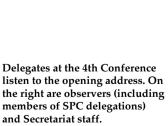
### The increasing role of Pacific Islanders at Conferences

The 4th South Pacific Conference, held in Rabaul (then part of New Guinea) in April/May 1959, was attended by 65 delegates and advisers from 16 territories, as well as the independent country of Tonga. One of the two Conference standing committees was, for the first time, chaired by a woman: Miss Tiresa Hunter from Western Samoa. (She later married the King of Samoa, the late Malietoa Tanumafili II, and changed her name to Tuala Tiresa Malietoa; in 2006 she became the first female leader of a political party in Samoa, the Samoa Christian Party.)

C. E. Sayers, an Australian journalist who had attended two previous conferences, reported that his most vivid impression of the Rabaul gathering was 'the great confidence gained by members since the previous meeting held in 1956' – a result, he said, of 'the progressively greater measure of reliance placed on them in the conduct of Conference affairs'. Demonstrating the unifying effect of the Conference, the farewell speech was given by a member of the Papua and New Guinea delegation, Kondon Akau'ondo from the New Guinea Highlands. He noted that his people had experienced their first contact with the world during his lifetime, and at Rabaul he heard of and met for the first time other islanders from his region.

The 5th Conference was held in Utulei village, near Pago Pago, American Samoa, in July 1962. Sixty delegates and advisers, including 11 women, attended. In all three fields of the





Les délégués à la 4e Conférence écoutent l'allocution d'ouverture. À droite sur la photo, des observateurs (dont des agents de la CPS) et des membres du secrétariat de conférence.



Miss Tiresa Hunter from Western Samoa, who chaired the social development committee at the 4th Conference, and the Hon. Semesa Sikivou from Fiji, who was vice-chair.

Mlle Tiresa Hunter, du Samoa-Occidental, présida le Comité du développement social, tandis que Semesa Sikivou des Îles Fidji assura la vice-présidence.

#### Le rôle croissant des Océaniens aux Conférences

La quatrième Conférence du Pacifique Sud tenue à Rabaul (qui faisait alors partie de la Nouvelle-Guinée) en avril-mai 1959, accueillit 65 délégués et conseillers issus de 16 Territoires ainsi que du Royaume des Tonga, État indépendant. L'un des deux comités permanents de cette Conférence fut pour la première fois présidé par une femme, Mlle Tiresa Hunter, du Samoa-Occidental. (Celleci épousa par la suite le roi du Samoa, le défunt Malietoa Tanumafili II, et prit le nom de Tuala Tiresa Malietoa; en 2006, elle devint la première femme à prendre les rênes d'un parti politique au Samoa, le Parti Chrétien du Samoa.)

C. E. Sayers, journaliste australien qui avait participé aux deux Conférences précédentes, rapporta que ce qui l'avait le plus marqué à cette conférence de Rabaul était "la grande confiance en eux que les membres avaient acquise depuis la précédente conférence, tenue en 1956"; selon lui, elle résultait de la confiance de plus en plus grande qu'on leur faisait pour la conduite des affaires de la Conférence". Témoignant de l'effet unificateur de la Conférence, le discours de clôture fut prononcé par un membre de la délégation de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée, Kondon Akeu'ondo, originaire des hautes terres de la Nouvelle-Guinée. Celui-ci releva que son peuple était entré pour la première fois en relation avec le reste du monde de son vivant et, à Rabaul, il avait pour la première fois rencontré et entendu parler d'autres Océaniens.

C'est dans le village d'Utulei, près de Pago-Pago (Samoa américaines), que la cinquième Conférence du Pacifique Sud eut lieu en juillet 1962. Soixante délégués et conseillers, dont 11 femmes, y participèrent. Dans les trois domaines d'activité de la Commission (le développement économique, le développement social et la santé), le thème principal abordé fut l'éducation et, en particulier la formation. À cette occasion, les Océaniens manifestèrent clairement leur volonté de prendre une part plus active aux travaux de la CPS. Le Secrétaire général T.R. Smith rapporte que lorsqu'il rendit compte des activités menées par la Commission comme les Territoires le lui avaient demandé à la précédente Conférence, "les délégués émirent des critiques courtoises lorsqu'ils n'étaient pas satisfaits des travaux accomplis. Par conséquent, dans une certaine mesure, la Commission devenait responsable de ses actes devant les délégués des Territoires réunis en Conférence."

C'est à la sixième Conférence tenue à Lae, en Nouvelle-Guinée, en 1965, que les délégués commencèrent à exercer une autorité réelle sur le programme de travail de la CPS. Jusque-là, ils pouvaient uniquement débattre des points inscrits à l'ordre du jour établi par la Commission et formuler des recommandations à leur sujet. En 1964, la Commission décida de modifier la procédure de façon à investir la Conférence d'un pouvoir accru : à chaque session, un comité chargé du programme de travail serait constitué, qui formulerait des recommandations sur l'avantprojet de programme de travail proposé par le Secrétariat général; ainsi, les pays auraient voix au chapitre eu égard aux activités menées par la CPS. Toutefois, la question du budget demeurait une pierre d'achoppement puisque seuls les pays membres fondateurs versaient une contribution directe. La Conférence de Lae proposa aux pays membres d'inviter officiellement les autorités territoriales (c'est-à-dire les Territoires insulaires) à contribuer au budget de la Commission. Ratu Kamisese Mara, alors membre de la délégation

Commission's work (economic development, social development and health), the main theme was education, especially training. There was also an evident desire for Pacific Islanders to take a more practical part in SPC work. According to Secretary-General T.R. Smith, when he reported on action taken by the Commission in response to requests made by the territories at the previous Conference, 'delegates were courteously critical if they were dissatisfied with what had been done. Thus, to some extent, the Commission became answerable to island representatives in conference.'

It was at the 6th Conference in Lae, New Guinea, in 1965 that the Conference gained real authority over SPC's work programme. Until then, the delegates could only discuss and make recommendations on items included in the agenda prepared by the Commission. In 1964 the Commission made procedural changes that would give more power to the Conference: at each Session a 'Committee on the Work Programme' would be established that would make recommendations on the draft work programme prepared by the Commission Secretariat. This gave Pacific Island territories more of a say in SPC's work. The budget remained a stumbling block, however, as only the founding members contributed directly. At the Lae Conference a motion was passed to ask the member governments to formally ask the territorial authorities (i.e. Pacific Island territories) to give money to the Commission. The Hon. Ratu Kamisese Mara, who was part of the Fijian delegation (and later became independent Fiji's first Prime Minister), expressed the mood of the meeting, saying, 'When we have paid our entry fee to the Club, I hope the member governments will invite us to sit with them as equals.'





Above left: SPC Secretary-General T.R. Smith (centre) at the 5th South Pacific Conference in American Samoa. Above: The Fiji delegation to the 6th Conference in Lae, Papua and New Guinea, in 1965, included the Hon. Ratu Kamisese Mara (centre of front row). Left: Delegates in session at the 5th Conference.

En ht. à g. : Le Secrétaire général T. R. Smith (au centre) lors de la 5e Conférence du Pacifique Sud, qui eut lieu aux Samoa américaines.

En ht. à dr. : Ratu Kamisese Mara (1er rang, au centre) faisait partie de la délégation fidjienne à la 6e Conférence, qui fut organisée à Lae, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en 1965.

En bas à g. : Débat lors de la 6e Conférence.

fidjienne (et qui sera le premier à occuper le poste de Premier Ministre des Îles Fidji une fois cellesci devenues indépendantes), donna le ton dès l'ouverture de la conférence, déclarant: "Lorsque nous aurons payé notre droit d'entrée au Club, j'espère que les Gouvernements membres nous inviteront à siéger avec eux sur un pied d'égalité".

### Coopération internationale

La deuxième décennie de la CPS fut marquée par des actions diverses de collaboration avec les organisations spécialisées des Nations Unies qui établissaient leur présence dans la région. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) mena un cours de formation à l'éducation sanitaire conjointement avec la CPS en 1957, et envoya un spécialiste étudier les besoins de formation dans ce domaine dans les Territoires. Le Secrétaire Général se rendit au siège régional de l'OMS en 1959 pour y rencontrer son Directeur général et examiner plus avant les possibilités de renforcement de la coopération entre ces deux organisations; toutefois, aucun accord fondamental portant sur un cadre officiel ne fut conclu. Parmi les autres actions de collaboration entre ces deux organisations, on peut citer les cours de formation continue en santé publique et dans le domaine de la tuberculose, un séminaire de formation aux soins infirmiers et un cours de formation à l'hygiène du milieu. Deux spécialistes de l'OMS furent détachés auprès de la CPS en 1962 et en 1963 et chargés de procéder à des enquêtes sur la santé maternelle et infantile dans plusieurs Territoires. En 1965, l'OMS ouvrit un bureau sous-régional à Suva.

Le rhinocéros du cocotier, qui pose un problème à l'échelle régionale, fut l'objet d'une grande attention. Il s'agit d'un organisme nuisible qui touche les palmes de jeunes cocotiers et réduit



### International cooperation

SPC's second decade was marked by various collaborations with UN agencies that were establishing a presence in the region. The Commission already had a track record, so it made sense for the UN to work with it. The World Health Organization (WHO) collaborated in conducting a Health Education Training Course in 1957 and supplied an expert to survey the need for such training in the territories. The Secretary-General visited WHO's regional headquarters in 1959 to meet the regional director and discuss better cooperation between the two organisations; however, no basic agreement on a formal framework was reached. Other WHO/ SPC collaborations included refresher courses in public health and TB, a nursing education seminar and a training course on environmental sanitation. Two WHO experts were seconded to SPC in 1962 and 1963 to survey maternal and child health in several territories. In 1965 WHO opened a subregional office in Suva.

One regional problem that received significant attention was the rhinoceros beetle, a pest that affected young coconut palms and severely reduced the production of copra, then a major export of several territories. An application was made to the United Nations Development Programme (UNDP) in 1961 for a grant, which was approved in 1963, to fund a joint five-year project with the Food and Agricultural Organization of the United Nations (FAO). The Rhinoceros Beetle Project formally began in November 1964, although it was in reality a continuation of work already under way. FAO was designated the executing agency for the project and subcontracted the work to SPC.

Above left: Coconut products.
Above centre: Mr W.D. Forsyth, SPC
Secretary-General, signs the final text of the
plan of operations for the \$1.25 million UN/SPC
Rhinoceros Beetle Project, with
Mr K.A. Newton, SPC Tropical Agriculturist,
as witness (1965).
Inset: The rhinoceros beetle (Oryctes rhinoceros)
attacks young coconut fronds at the growing
point, severely affecting the trees.
Above right: Field Assistant Tuiopaito Fa'alogo
checks a rhinoceros beetle trap being used in an
attractant screening experiment.
Right: A demonstration of water-testing
techniques in Samoa, 1961.



En ht. à g.: Des produits du cocotier.
En ht. au centre: Signature du texte final
du plan d'opérations du projet UN/CPS
de lutte contre le rhinocéros du cocotier,
d'une valeur de 1,25 millions de dollars, par
W.D. Forsyth, Secrétaire général de la CPS.
K.A. Newton, Spécialiste de l'agriculture
tropicale à la CPS, assiste à l'acte officiel
(1965).

En médaillon: Le rhinocéros du cocotier (Oryctes rhinoceros) attaque le cœur du cocotier, provoquant de graves dégâts. Ci-dessus: Tuiopaito Fa'alogo, Assistant de terrain, inspecte un piège à rhinocéros dans le cadre d'une opération d'évaluation des attractifs chimiques.

Ci-contre : Démonstration des techniques d'évaluation de la qualité de l'eau au Samoa, en 1961. notablement la production de coprah, qui était alors le produit d'exportation phare de plusieurs Territoires. En 1961, la CPS formula une demande de subvention auprès du Programme de développement des Nations Unies (PNUD), laquelle fut approuvée en 1963 et permit de financer un projet de 5 ans mené conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour

l'alimentation et l'agriculture (FAO) à ce sujet. Le projet de lutte contre le rhinocéros du cocotier fut lancé en novembre 1964, même si en réalité, il ne s'agissait que de la poursuite de travaux déjà engagés. La FAO fut désignée organisme d'exécution du projet et chargea la CPS de mener les travaux correspondants.



### Work in economic development and health

A regional technical meeting held in 1962 surveyed all aspects of economic development in the region and made recommendations on capital formation, economic planning and programming, trade and marketing, industry and finance, and related SPC activities. (This meeting was the forerunner of the annual Forum Economic Ministers Meeting.) The Commission was asked to take the lead regarding economic development of the region. This did not eventuate, but SPC did follow many of the meeting's suggestions and began to provide a continuous programme of economic development work. Beginning in 1963, an economist was employed to provide an economic information service, a newsletter, advice on economic development and training courses. The relationship of land tenure to economic development was studied.

While much useful research had been done in SPC's first decade on such pressing regional health issues as filariasis and infant and maternal

welfare, the Commission did not have the financial resources to follow up on the research work. The focus of work in health switched firmly to providing information, advice and training, and encouraging the exchange of information through seminars and conferences. The Commission engaged a health educator in 1958 to survey the needs and resources of territories, make practical recommendations, conduct training courses for health workers and teachers, and encourage the training of health officers. A nutrition economist was employed in 1959 and 1960 to visit those territories that asked for help and to advise on food production and distribution, and a sanitary engineer was appointed in 1964.

The first conference of territorial health directors was held in Noumea in 1961, focusing on public health. It was hoped that such meetings would become a regular series, and indeed they paved the way for the later Ministers of Health meetings.

Below left: The economic benefits of tourism were becoming important to several Pacific territories, including French Polynesia, in the 1960s, and the issue was discussed at several Conferences.

Below: Mothers bring their children to the Cook Islands Health Department's mobile dental clinic on Rarotonga. Dental health was part of SPC's work programme for many years.

En bas à g.: Dans les années soixante, le tourisme commence à jouer un rôle économique important dans certains États et Territoires océaniens, comme par exemple en Polynésie française; plusieurs Conférences se penchent sur le sujet.

Ci-dessous : Le centre itinérant de consultation dentaire de Rarotonga, géré par le Ministère de la santé des Îles Cook, accueille les enfants. La santé dentaire a fait partie des activités de la CPS pendant de longues années.



# Activité dans les domaines du développement économique et de la santé

En 1962, la CPS organisa une réunion technique régionale afin d'examiner tous les aspects du développement économique de la région et de formuler des recommandations sur la formation de capital, la planification et la programmation économiques, les échanges commerciaux et la commercialisation, l'industrie et la finance et les activités connexes de la CPS à mener dans ces domaines. Il fut alors demandé à la Commission de prendre la direction des affaires touchant le développement économique de la région. Cette démarche n'aboutit pas, mais la CPS reprit néanmoins de nombreuses suggestions des délégués à la Conférence et commença à établir un programme suivi d'activités liées au développement économique. À partir de 1963, la CPS employa un économiste chargé de fournir des services d'information économique, un bulletin d'information, des conseils relatifs développement économique et des cours formation. On étudia alors la relation

entre la propriété coutumière des terres et le développement économique.

Si de nombreux travaux de recherche utiles furent consacrés durant la première décennie d'existence de la CPS à des questions essentielles telles que les problèmes sanitaires de la région, notamment la filariose et la santé maternelle et infantile, la Commission ne disposait cependant pas des ressources financières nécessaires pour assurer le suivi de ces travaux. L'Organisation modifia alors l'axe de ses interventions en santé, se tournant résolument vers l'offre d'information sanitaire dans le cadre de réunions et de conférences. La Commission engagea un éducateur sanitaire en 1958 et le chargea d'examiner les besoins et les ressources des Territoires, de formuler des recommandations pratiques, de dispenser des cours de formation aux agents de santé et aux enseignants, et d'encourager la formation de médecins. Un économiste chargé de la nutrition fut employé de 1959 à 1960 : il était chargé de se rendre dans les Territoires qui avaient demandé l'aide de la Commission et de donner des conseils sur la production et la distribution d'aliments, et un ingénieur hygiéniste fut nommé en 1964.

La première Conférence des Directeurs de la santé des Territoires insulaires du Pacifique, axée sur la santé publique, se déroula à Nouméa en 1961. On espérait que ces réunions deviendraient régulières et, en effet, celle-ci ouvrit la voie aux réunions des Ministres de la santé qui furent organisées par la suite.

SPC's Health Education Officer, Leonie Martin, discusses practical aspects of good nutrition with members of the A'oa Women's Health Committee, American Samoa, in their fale, c. 1960.

Leonie Martin, Chargée de l'éducation sanitaire à la CPS, aborde les aspects pratiques d'une alimentation saine avec les membres du comité A'oa de la santé des femmes, aux Samoa américaines vers 1960.





### Early work in fisheries and maritime affairs

The decade saw some refining of SPC's work in fisheries. The first fisheries training course was held from November 1956 to February 1957 in Noumea. It aimed to train Pacific Islanders to be assistants in local fisheries departments and development programmes. FAO paid part of the 24 participants' fares and provided a course co-director, an instructor and some equipment; SPC provided the director/chief instructor, living quarters and teaching rooms; and the Institut Français d'Océanie provided lecturers,

fishing equipment and a research vessel. Subjects included boatbuilding, engine operation and maintenance, elementary navigation and chart reading, fishing equipment, fish breeding, oyster culture, fish preservation, fisheries management, the shell industry and conservation of marine resources. In 1959 the 18th Session of the Commission noted with pleasure that most of the course participants were now working in fisheries in their own countries.

Hubertus (Bert) van Pel (centre), who was SPC's Fisheries Officer from 1954 to 1961, instructs trainees during the successful 1956–1957 fisheries course held in Noumea, New Caledonia.

Hubertus (Bert) van Pel (au centre), Chargé de la pêche à la CPS entre 1954 et 1961, encadre les patricipants à la formation halieutique organisée à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, de 1956 à 1957.



SPC's work in fisheries continues to be important to the Pacific region today.

Les activités menées par la CPS dans le domaine de la pêche jouent, encore aujourd'hui, un rôle important pour la région océanienne.

# Premiers travaux dans les domaines des pêches et des affaires maritimes

C'est durant cette décennie que les activités de la CPS dans le domaine des pêches se spécialisèrent. Le premier cours de formation dans ce domaine eutlieu de novembre 1956 à février 1957 à Nouméa. Il visait à former des Océaniens à occuper des postes d'auxiliaires dans les services locaux des pêches et les programmes de développement. La FAO acquitta une partie des frais de participation des 24 stagiaires et fournit le co-directeur du cours, un instructeur et du matériel. La CPS quant à elle, fournit un instructeur en chef, les

locaux et les salles de formation. Enfin, l'Institut Français d'Océanie "prêta" des conférenciers, du matériel de pêche et un navire de recherche. Parmi les sujets abordés figuraient la construction navale, le fonctionnement et l'entretien des moteurs, la navigation élémentaire et la lecture des cartes, le matériel de pêche, la pisciculture et la perliculture, la préservation des espèces de poissons, la gestion des pêcheries, la filière commerciale des mollusques et la conservation des ressources marines. En 1959, la Dix-huitième

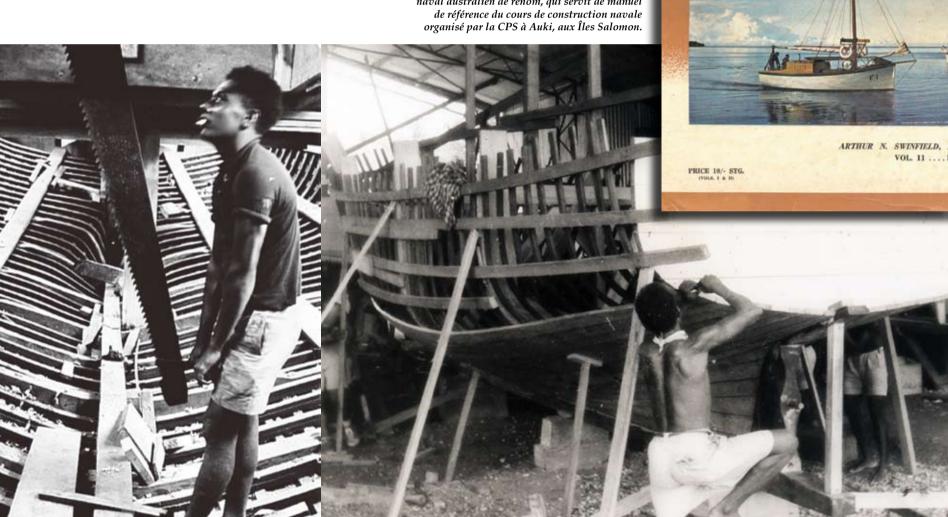
A second course on the use of fish traps and small powered vessels was held in 1961 in Solomon Islands. For this course, three diesel-powered boats were provided that had been built by the 24 men who took part in a 15-month boatbuilding course in Solomon Islands organised by SPC at Auki, Malaita. The territorial administration provided buildings, the UN paid the trainees' fares and instructor's salary, and SPC met the other expenses of setting up and running the course. A second boatbuilding course (which ran for two years) was established in Noumea in 1963.

The SPC Boatbuilding Guide by Mr Arthur N. Swinfield, a leading Australian naval architect, was the instruction manual for the boatbuilding course at Auki, Solomon Islands.

BOATBUILDING

GUIDE \_\_\_\_

La CPS édita un manuel de construction navale, rédigé par Arthur N. Swinfield, architecte naval australien de renom, qui servit de manuel de référence du cours de construction navale organisé nar la CPS à Auki, aux Îles Salomon.



Below right: In January 1961, SPC's Fisheries Officer, Hubertus (Bert) van Pel (below at left), visited the SPC boatbuilding school at Auki, Malaita, Solomon Islands, to inspect the three 25-foot fishing cutters being built there for the fisheries training centre due to be established on Tulagi Island in 1962. Eight trainees were working on each boat, using local timber in the construction, under the direction of Cecil Fisher (below at right).

Ci-dessous à dr.: Janvier 1961. Hubertus (Bert) van Pel (à gauche sur la photo), Chargé de la pêche à la CPS, visite l'école de construction navale à Auki, sur l'île de Malaita, aux Îles Salomon, pour y inspecter les cotres de pêche sur lesquels travaillent trois équipes de huit stagiaires, sous la direction de Cecil Fisher (à droite sur la photo).

Session de la Commission prit note avec satisfaction que, pour la plupart, les participants à ce cours étaient à présent employés dans le secteur des pêches dans leur pays.

Un deuxième cours consacré à l'utilisation des pièges à poissons et aux petites embarcations à moteur se déroula en 1961 aux Îles Salomon. Pour ce cours, trois bateaux propulsés par des moteurs diesel furent fournis ; ils avaient été construits par 24 hommes qui avaient pris part pendant 15 mois à un cours de construction navale organisé par la CPS sur l'île de Auki, à Malaita (Îles Salomon). L'administration territoriale avait mis à disposition les locaux, tandis que l'Organisation des Nations Unies s'était acquittée des frais de transport des stagiaires et du traitement de l'instructeur. Enfin la CPS avait pris en charge les autres dépenses, telles que l'organisation et l'offre du cours. Une deuxième école de construction navale (qui fonctionna pendant deux ans) fut établie à Nouméa en 1963.



#### MR THOMAS R. SMITH (NEW ZEALAND) SPC Secretary-General from 1 March 1958 to 2 March 1963

Thomas Richard Smith was born on 8 June 1904 in Blackburn, England. He joined the Public Service of New Zealand in 1921, and over the following several years gained wide and varied experience in several government departments. He held a Master of Commerce degree and a Diploma of Public Administration. In 1942 he was appointed assistant secretary of the NZ Marketing Department and in 1948 took the position of administration officer of the Education Department. From 1948 to 1953 Mr Smith was a parttime lecturer in political science and public administration at the Victoria University of Wellington. In 1953 he went to Indonesia under the United Nations technical assistance programme as adviser to the government on public administration. From 1954 until he was appointed SPC Secretary-General, Mr Smith was Secretary to the Government of Western Samoa and Deputy High Commissioner. He acted as High Commissioner on several occasions and was permanent head of the Western Samoa Public Service, member of the Western Samoa Executive Council and member of the Legislative Assembly. In 1956 and 1957 he attended the UN Trusteeship Council meetings in New York as special representative for NZ. He was Chairman of the Western Samoa Copra Board and represented Western Samoa in 1957 at conferences of international copra buyers and producers in London.

Mr Smith's term of office as SPC's fourth Secretary-General was noteworthy for the high degree of cooperation established between the Commission, territorial administrations, and agencies of the United Nations in the arranging and conducting of training courses and other projects designed to assist the region's development. During his five years in Noumea, he and his wife became well known throughout the region and especially in New Caledonia, where they were closely involved in community life. On Mr Smith's retirement as Secretary-General, the first of a series of farewell functions was held in the grounds of the Pentagon, Noumea, on 16 February 1963 – the first time an outdoor function was held there. The South Pacific Bulletin stated that the 'beautification' of the Commission's grounds would 'remain one of Mr and Mrs Smith's lasting contributions to the many attractions of Noumea'.

Tom Smith retired to Wellington but continued to lecture part-time at Victoria University for some years. One of his successors as Secretary-General, Sir Gawain Bell, conceived the idea of commissioning a book for the 25th anniversary of SPC, and Mr Smith was chosen to write it. In the foreword to South Pacific Commission: An Analysis After Twenty-five Years, published in 1972, the then Secretary-General, the Hon. Gustav Betham, described its author as 'a scholar and a writer'.





#### M. THOMAS R. SMITH (NOUVELLE-ZÉLANDE) Secrétaire général de la CPS du 1er mars 1958 au 2 mars 1963

Thomas Richard Smith est né le 8 juin 1904 à Blackburn (Angleterre). Il entre dans la fonction publique néo-zélandaise en 1921, où, au fil des années, il acquiert une expérience aussi diverse que variée dans plusieurs services publics. Il possède un diplôme de commerce et un diplôme d'administration publique. En 1942, il est nommé secrétaire adjoint du service des affaires commerciales de la Nouvelle-Zélande et en 1948, il prend ses fonctions d'Administrateur du Ministère de l'éducation. De 1948 à 1953, M. Smith occupe un poste d'assistant à temps partiel en science politique et en administration publique à l'Université de Wellington. En 1953, il se rend en Indonésie, en qualité de conseiller en administration publique auprès du gouvernement, dans le cadre d'un programme d'assistance technique des Nations Unies. De 1954 à sa nomination au poste de Secrétaire Général de la CPS, M. Smith occupe les postes de secrétaire auprès du gouvernement du Samoa-Occidental et de Haut-Commissaire adjoint. Il fait fonction de Haut-Commissaire à diverses occasions, et il est le chef permanent du service public du Samoa-Occidental, membre du Conseil exécutif du Samoa-Occidental et membre de l'Assemblée législative de ce pays. En 1956 et en 1957, il assiste aux réunions du Conseil de tutelle de l'Organisation des Nations Unies à New-York en qualité de représentant spécial de la Nouvelle-Zélande. Il est Président du Conseil du coprah du Samoa-Occidental et représente ce pays en 1957 à des conférences d'acheteurs et de producteurs internationaux de coprah à Londres.

Le quatrième Secrétaire général de la CPS se distingue par le haut degré de coopération qu'il établit entre la Commission, les administration territoriales et les organisations spécialisées des Nations Unies pour organiser et diriger des cours de formation et d'autres projets d'assistance au développement de la région. Durant les cinq années de son mandat à Nouméa, lui et son épouse acquièrent une certaine notoriété dans la région, en particulier en Nouvelle-Calédonie, où ils prennent une part très active à la vie locale. Lorsque M. Smith quitte ses fonctions de Secrétaire général, la première de toute une série de soirées est organisée à cette occasion sur le site du Pentagone, à Nouméa, le 16 Février 1963. On lira dans le *Bulletin du Pacifique Sud*: "on se souviendra qu'en embellissant le siège et les jardins de la Commission, M. et Mme Smith auront apporté une contribution durable aux multiples attraits de Nouméa".

Tom Smith prend sa retraite à Wellington mais continue de donner des cours à temps partiel à l'Université Victoria pendant quelques années. L'un de ses successeurs à la tête de la Commission, Sir Gawain Bell, a l'idée de faire paraître un ouvrage à l'occasion du 25e anniversaire de la CPS et M. Smith se charge de le rédiger. Dans l'avant-propos de ce livre intitulé la *Commission du Pacifique Sud : une analyse après 25 ans d'existence*, publié en 1972, le Secrétaire général de l'époque, Mr Gustav Betham, décrit son auteur comme un érudit et un écrivain.



# Community development and 'women's interests'

In 1958 a 'women's interests project' was initiated to train women in aspects of community development. A grant from the United Churchwomen of the USA and the US Delegation to SPC allowed for the appointment of a women's interests officer, Miss Marjorie Stewart, who travelled extensively in the region to meet women's clubs and teach 'the arts of organising'. However, it became evident that specialised knowledge was needed in areas such as nursing, home management and child care. A women's interests training seminar held in Apia in 1961 recommended that the project should continue and a home economist should be appointed, and that perhaps a regional training centre could be set up. The 24th Session in 1962 approved plans to collaborate with FAO and the Fiji Government in the establishment of a homecraft training centre 'as a first step in the development of a community education training centre for the region'.

From September 1963, training in home economics was given at Samabula, near Suva. The centre was staffed by a director (Marjorie Stewart), two home economists (funded by FAO) and assistants (funded by the Fiji Government), with additional funds being given by the Australian Freedom from Hunger campaign. The first Community Education Training Centre (CETC) course was a one-year residential course in home economics for 'women's interests area organisers and homecraft field personnel', attended by 20 young women from 12 territories. As the centre grew, it began to provide a follow-up service to women who had taken the course and returned home, and training for local government employees, women village leaders, and Fijian organisations and groups (e.g. doctors, nurses and agricultural groups).





# Animation socio-éducative et "affaires féminines"

En 1958 fut lancé un projet consacré aux affaires féminines, qui visait à former les femmes à tous les aspects de l'animation socio-éducative. Grâce à des fonds alloués par l'association United Churchwomen des États-Unis d'Amérique et la délégation américaine auprès de la CPS, celle-ci put nommer une personne chargée des affaires féminines, Melle Marjorie Stewart, qui voyagea beaucoup dans la région à la rencontre des femmes œuvrant dans les associations, et enseigna des techniques d'organisation. Toutefois, il apparut clairement que des connaissances spécialisées étaient nécessaires dans des domaines tels que les soins infirmiers, l'économie ménagère et les soins aux enfants. La CPS organisa une action de formation consacrée aux affaires féminines à Apia en 1961 et recommanda de poursuivre le projet, de nommer un spécialiste de l'économie ménagère et éventuellement de créer un centre de formation régional. Les participants à la Vingt-quatrième Session de la Commission réunis en 1962 approuvèrent les projets de collaboration avec la FAO et avec les pouvoirs publics fidjiens visant à établir un centre de formation aux arts ménagers, décrit comme "une première étape vers la mise sur pied d'un centre de formation à l'éducation communautaire pour la région".

À partir de septembre 1963, la formation à l'économie familiale fut dispensée à Samabula, près de Suva. Le centre était dirigé par une directrice (Marjorie Stewart), deux spécialistes de l'économie ménagère (rémunérés par la FAO) et deux auxiliaires (rémunérés par les pouvoirs publics de Fidji). Des crédits supplémentaires furent octroyés au titre de la campagne australienne de lutte contre la faim. Le premier cours organisé en internat au Centre, consista

# Other work in social development

Work on the promotion of literature was expanded with the establishment, with UNESCO assistance, of a publications centre in Honiara in 1959. The centreran for three years and successfully trained 36 young male Pacific Islanders from several countries in printing techniques. In 1962 the SPC Literature Bureau was renamed the Publications Bureau; based in Sydney, it produced the quarterly South Pacific Bulletin and materials for the English-language teaching programme. The publications section, based in Noumea was responsibile for producing and distributing official Commission publications and assisting countries in the production of printed materials. The production of audiovisual materials was transferred to CETC, as most of these materials were educational in nature.

The Regional Education Seminar held in Brisbane, Australia in 1959 suggested that SPC should employ a language teaching specialist to advise territorial educational authorities on language teacher training and the preparation of teaching materials. A specialist and an assistant were employed in 1964; George Pittman and Gloria Tate later introduced new, far-reaching and successful methods for teaching English.

Much work was done during the decade on cooperative societies. A cooperatives officer was employed from 1955 to 1965 who provided advice, encouragement and instruction to potential cooperatives, published a newsletter, visited several territories, and ran training courses.





dans une formation d'économie ménagère d'une année à l'intention des "organisateurs de manifestations touchant aux affaires féminines et du personnel de terrain chargé de l'économie ménagère"; il fut suivi par vingt jeunes femmes issues de 12 Territoires. À mesure que le Centre

prit de l'importance, il commença à assurer le suivi des stagiaires une fois celles-ci rentrées chez elles, et dispensa une formation à des femmes assumant des responsabilités dans la fonction publique locale, dans les villages, au sein d'organisations et d'associations à Fidji.

### Autres activités dans le domaine du développement social

Les activités visant à promouvoir la documentation prirent de l'ampleur lorsqu'en 1959, on établit à Honiara, avec le concours de l'UNESCO, un centre des publications. Celui-ci fonctionna pendant trois ans et permit de former avec succès 36 jeunes Océaniens issus de différents pays aux techniques d'imprimerie. En 1962, le Bureau de la CPS chargé de la documentation fut rebaptisé Bureau des publications; basé à Sydney, c'est à lui qu'il incombe de produire le Bulletin du Pacifique Sud, magazine trimestriel, et les manuels du Programme d'enseignement de l'anglais. La section Publications, basée à Nouméa, a pour responsabilité de diffuser les publications officielles de la Commission et d'aider les pays à produire de la documentation écrite. La production de matériels audiovisuels fut transférée au CFEC, la plupart de ces documents ayant des visées éducatives.

Les participants au Séminaire régional sur l'éducation, tenu à Brisbane (Australie) en 1959, proposèrent que la CPS recrute un spécialiste de l'enseignement des langues et le charge de conseiller les responsables de l'enseignement en matière de formation des enseignants et d'élaboration de supports pédagogiques. Ce spécialiste et un adjoint furent recrutés en 1964; George Pittman et Gloria Tate introduisirent de nouvelles méthodes d'enseignement de l'anglais d'une grande portée et qui donnèrent de très bons résultats.

Beaucoup fut fait durant cette décennie au profit des sociétés coopératives. Un agent chargé de ces sociétés fut employé de 1955 à 1965 : il donnait des conseils, des encouragements et des instructions aux créateurs potentiels de coopératives ; il publia un bulletin d'information et se rendit dans de nombreux Territoires où il dispensa des actions de formation.

Since SPC began, its Publications Section has produced a wide range of books, pamphlets, posters and other visual aids. This picture from the 1950s shows some of the section's output in the early years.

Depuis la création de la CPS, la Section Publications a édité de très nombreux livres, brochures, affiches et autres supports visuels. Sur cette photo des années cinquante, quelques exemplaires de la production des permières années.

#### South Pacific Games

The 4th Conference in Rabaul in 1959 recommended that SPC 'explore with the territories of the region the possibility of holding interterritorial triennial tournaments in the South Pacific for the purpose of fostering better relations and understanding'. The Commission invited each territory to send a delegate to a preliminary meeting, which took place in Noumea in March 1961 with nine territories represented. There was unanimous agreement to support the South Pacific Games (SPG). The meeting decided that direction of the Games should be vested in a South Pacific Games Council, and drew up a draft constitution.

By October 1961 it had been decided that the first Games would be held in August/September 1963 in Suva, staged by the Fiji Amateur Sports Association with financial support from the Fiji Government. The Commission's 22nd Session resolved to help fund the SPG Council and promote visits to territories by coaches and leading athletes 'to stimulate interest in organised sports'.

The first Games were hailed as a success, with 646 competitors from 13 territories taking part. Despite the heavy rainfall experienced during the month before the event (rainfall over the first 21 days was five times the monthly norm), the athletics track was reportedly in excellent condition.

The second South Pacific Games were held in Noumea in December 1966, with SPC hosting an 'Island Night' on the final night. The Commission also had a symbolic silver relay baton made, which was presented to M. Roger Kaddour, President of the SPG Council. The baton was hollow to permit the exchange of messages of goodwill between Host territories' and was meant to be handed on from host to host.

SPC was instrumental in establishing the South Pacific Games and its links to the games have not waned. SPC provided interpreters to the Games and held the SPGC archives for a number of years. At the recent 13th South Pacific Games hosted by Samoa in 2007, a number of SPC staff and children of staff had the honour of representing their country, New Caledonia, and won medals for themselves and their country. SPC's HIV & STI Section was also involved in the 'Safe Games' campaign at the 2007 Games. Needless to say SPC is proud of its association with the Games, which bring the region together in a spirit of competition and celebration.

#### On the brink

After a decade of consolidation, SPC was poised to move into an era of great international change. Its next 10 years would be influenced by the wave of self-determination and independence sweeping across the former colonial world. Decisions made at the 6th Conference had given the island territories much more of a voice in deciding the Commission's work programme in the future.

As Australia's then Governor-General, Sir William Deane, said in 1997 when reflecting on SPC's history at the 50th Anniversary Conference, 'It would seem fair to say that from that time on the Commission became not so much an organisation whose aim was to help with the administration of the external territories of the colonial powers, but rather a body in which the decision-making process was shared more equally between the metropolitan powers and the territories themselves.'



the first South Pacific Games in Fiji, in 1963. Bottom: SPC staff and children of SPC staff with their medals won at the 2007 Games in Samoa.





En ht.: Un athlète de Polynésie française lors des Jeux du Pacifique Sud organisés en 1963 aux Îles Fidji. En bas: Membres et enfants du personnel de la CPS avec leurs médailles remportées aux Jeux de 2007 au Samoa.

### Les Jeux du Pacifique Sud

Les délégués à la Quatrième Conférence qui se tint à Rabaul en 1959 recommandèrent à la CPS "d'étudier avec les Territoires de la région la possibilité d'organiser tous les trois ans des tournois entre les Territoires du Pacifique Sud afin de favoriser de meilleures relations et une meilleure compréhension". La Commission invita chaque Territoire à envoyer un délégué à une réunion préliminaire, qui eu lieu à Nouméa en mars 1961, et à laquelle neuf Territoires furent représentés. Les participants se prononcèrent à l'unanimité en faveur de l'organisation des Jeux du Pacifique Sud, décidèrent de confier la direction de cet événement sportif à un Conseil des Jeux du Pacifique Sud, et rédigèrent un projet de constitution.

En octobre 1961, il avait été décidé que la première édition de ces Jeux se tiendrait à Suva en aoûtseptembre 1963, et serait organisée par l'Association des sports amateurs de Fidji avec le concours financier du gouvernement. À la 22e Session de la Commission, les délégués acceptèrent d'octroyer des fonds au Conseil des Jeux, et d'encourager les entraîneurs et les athlètes de haut niveau à se rendre dans les Territoires pour "susciter l'intérêt pour des manifestations sportives organisées". Cette première édition des Jeux remporta un vif succès : 646 athlètes issus de 13 Territoires prirent part à des compétitions sportives dans 10 disciplines. Malgré les fortes chutes de pluie le mois précédent l'événement (cinq fois plus que la normale saisonnière mensuelle au cours des 21 premiers jours), la piste d'athlétisme fut impeccable, dit-on.

Lors de la deuxième édition des Jeux du Pacifique Sud à Nouméa en 1966, la CPS organisa une grande soirée des îles. La CPS remit également à M. Roger Kaddour, Président du Conseil des Jeux du Pacifique Sud, un bâton-témoin de course de relais, en argent. Ce bâton symbolique, creux "pour

permettre l'échange de messages de bonne volonté entre les Territoires hôtes", devait être transmis successivement à chaque pays organisateur.

La CPS a joué un rôle de premier plan dans la création des Jeux, il y a quatre décennies, et elle a conservé des liens proches avec les Jeux. Pendant de nombreuses années, la CPS a fourni les services d'interprètes aux Jeux et a accueilli les archives du Conseil. Aux derniers Jeux du Pacifique organisés à Apia, des enfants du personnel et des employés de la CPS ont dignement représenté leur pays, la Nouvelle-Calédonie, et remporté des médailles (voir photo ci-contre). La CPS est fière de sa longue association avec les Jeux, qui créent des liens forts dans le Pacifique en offrant un carrefour de rencontres sportives, fraternelles et conviviales.

#### La veille d'une nouvelle décennie

Après dix années de consolidation, la CPS s'apprêtait à entrer dans une ère de grands changements sur le plan international. Les dix prochaines années de son existence allaient être influencées par la vague d'autodétermination et d'indépendance qui allait déferler sur l'ancien monde colonial. Grâce aux décisions prises lors de la sixième Conférence, les Territoires insulaires allaient désormais avoir une plus grande voix au chapitre dans l'établissement du programme de travail de la Commission. Pour citer Sir William Deane, Gouverneur général d'Australie, s'exprimant en 1997 sur le passé de l'Organisation à l'occasion de la Conférence marquant le 50e anniversaire de la CPS, "Force est de reconnaître qu'à partir de ce moment la Commission, loin de devenir une organisation dont la mission aurait été d'aider les puissances coloniales à administrer leurs Territoires d'outre-mer, s'est muée en un organe dont les décisions allaient désormais être prises de façon plus concertée par les pays métropolitains et les Territoires eux-mêmes".





#### KEY EVENTS 1957-1967

- 1958: Thomas R. Smith appointed as SPC Secretary-General
- 1959: Fourth South Pacific Conference held in Rabaul, New Guinea
- 1960: Adoption of UN Declaration on Colonised People and Territories
- 1962: Western Samoa reclaims its independence, becoming the first Pacific Island country to achieve independence in the modern era
- 1962: The Netherlands withdraws from Netherlands New Guinea (Irian Jaya) and SPC
- 1962: Fifth South Pacific Conference held in American Samoa
- 1963: William D. Forsyth reappointed as SPC Secretary-General
- 1963: First South Pacific Games held in Suva
- 1963: Community Education Training Centre established in Suva
- 1965: Western Samoa joins SPC as a full member
- 1965: Cook Islands becomes self-governing 'in association' with New Zealand
- 1965: Creation of the Pacific Island Producers' Association (absorbed by the South Pacific Bureau for Economic Co-operation, or SPEC, in 1973)
- 1965: Sixth South Pacific Conference held in Lae, New Guinea
- 1966: Second South Pacific Games held in Noumea

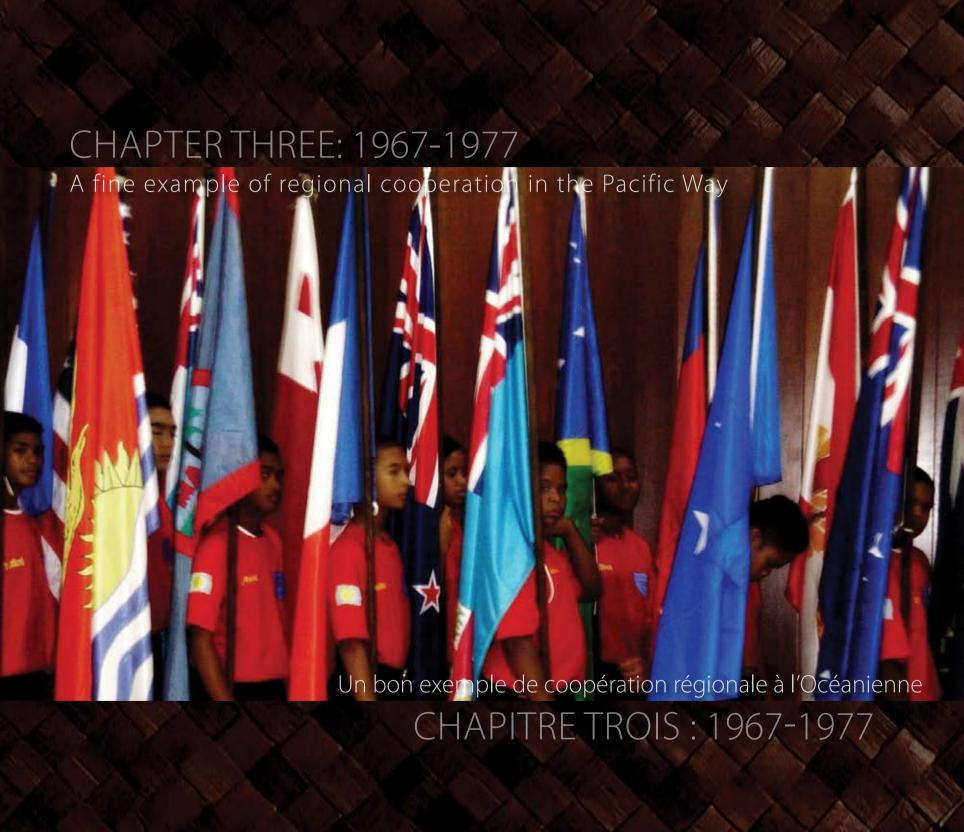
## LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE 1957 À 1967

- 1958: Nomination de Thomas R. Smith au poste de Secrétaire général de la CPS
- 1959: Quatrième Conférence du Pacifique Sud tenue à Rabaul (Nouvelle-Guinée)
- 1960: Adoption de la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux
- 1962: Revendication de l'indépendance par le Samoa-Occidental, qui est le premier pays océanien de l'ère moderne à l'obtenir
- 1962: Retrait des Pays-Bas de la Nouvelle-Guinée occidentale néerlandaise (Irian Jaya) et de la CPS
- 1962: Cinquième Conférence du Pacifique Sud tenue aux Samoa américaines
- 1963: Réélection de William D. Forsyth au poste de Secrétaire général de la CPS
- 1963: Première édition des Jeux du Pacifique Sud organisée à Suva
- 1963: Création du Centre de formation à l'éducation communautaire à Suva
- 1965: Adhésion du Samoa-Occidental à la CPS en tant que membre de plein droit
- 1965: Autonomie des Îles Cook en association avec la Nouvelle-Zélande
- 1965: Création de l'Association des producteurs des Îles du Pacifique (absorbée par le Bureau de Coopération économique du Pacifique Sud en 1973)
- 1965: Sixième Conférence du Pacifique Sud tenue à Lae (Nouvelle-Guinée)
- 1966: Deuxième édition des Jeux du Pacifique Sud, organisée à Nouméa













## 'A fine example to the rest of the world of regional cooperation in the Pacific Way'

Sir Albert Henry, Premier, Cook Islands

In its third decade, SPC came of age. Its island members took real control of the work programme of the organisation, deciding what projects would be undertaken and how they would be funded. While the international economic situation of the 1970s, with high inflation and currency fluctuations, put some dents in the budget and led to some staff retrenchments, SPC continued to do useful work for its constituents.

### 'Un bon exemple, pour le reste du monde, de coopération régionale à l'Océanienne'

Sir Albert Henry, Premier Ministre, Îles Cook

En fêtant son trentième anniversaire, la CPS atteignait la maturité. Ses membres insulaires avaient la maîtrise du programme de travail de l'Organisation et décidaient des projets à entreprendre et de leur mode de financement. Malgré la situation économique mondiale qui prévalait dans les années 70, marquée par un taux d'inflation élevé et de fortes fluctuations monétaires qui écornèrent le budget et entraînèrent des compressions d'effectifs, la CPS poursuivit son travail au service de ses membres.

#### Changes in SPC structure

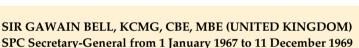
In April 1967 a survey was done of SPC's structure and organisation. It recommended the establishment of a Programme Research and Evaluation Council made up of the three executive directors and the Secretary-General, which would be responsible for identifying potential projects and assessing their value to member countries and territories, putting together one coordinated work programme in order of priority, evaluating continuing projects, supervising staff and proposing ad hoc research committees.

This structural change was approved in October 1967 by the 7th Conference. New arrangements were also made so that Conference would have the power to decide SPC's annual work programme;

these arrangements were formally recorded in 1968 at the 8th Conference. As former Secretary-General Tom Smith said in his history of SPC, 'Without any formal change in the Canberra Agreement, the Pacific islanders came of age and won the right to decide the work which the Commission should do.' Ratu Mara commented that, 'By giving more sense of involvement, [the new arrangements] made the Commission's operations more acceptable to island territories.'

SPC Secretary-General Sir Gawain Bell (centre) discusses the UN/SPC Rhinoceros Beetle Project with the Project Manager, A. Catley (left) and the Insect Nematologist, Dr G.O. Poinar Jr.

Sir Gawain Bell (au centre), Secrétaire général de la CPS, discute du projet UNO /CPS de lutte contre le rhinocéros du cocotier avec A. Catley, directeur du projet (à g.) et G.O. Poinar Jr., biologiste nématologiste.



Gawain Westray Bell, SPC's sixth Secretary-General, was born in Cape Town, South Africa, on 21 January 1909. He was educated at Winchester College and Oxford University, completing the Colonial Service Course at Oxford in 1931; he graduated also in Arabic. He began his diplomatic career in 1932 in Sudan, where he worked for over 20 years and rose to become the last British Civil Secretary before independence in 1955. During World War II he served with the British Army; he was awarded a Military MBE in 1942 and the Jordanian Order of Independence in 1944. He was knighted in 1957. From 1956 to 1958 he was Political Agent in Kuwait during the Suez crisis. He was then chosen to be Governor of Northern Nigeria, a post he held until 1962. Once again he was the last British occupant in the position, with Nigeria gaining independence in 1960. He spent the next few years on various temporary assignments in the Middle East for the British Government. In 1966 he visited Gilbert and Ellice Islands (later Kiribati and Tuvalu) as Constitutional Adviser, nominated by the Secretary of State for the Colonies.

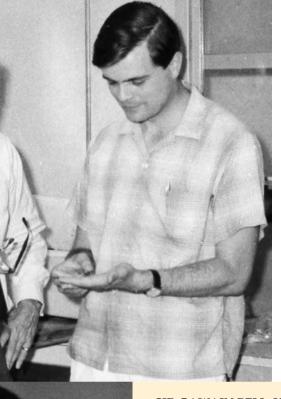
Sir Gawain arrived in Noumea in early January 1967 with his wife, Silvia, and two daughters. He was Secretary-General during a period of change in the Pacific, with several countries

either gaining independence or working towards it during his term. As with his positions in Africa, he was the last British person to hold the office of Secretary-General.

After retiring to Gloucestershire with his wife, he continued to lead a busy life. As a Knight of St John he visited several Arab countries to raise money for the order's ophthalmic hospital in Jerusalem. He served as chairman of selection boards for the British civil service and was a member of the governing body of the School of Oriental and African Studies. He wrote two volumes of memoirs, *Shadows on the Sand* (published in 1983) and *An Imperial Twilight* (1989).

Sir Gawain Bell died on 26 July 1995. His obituary in *The Independent* noted: 'Whether in Africa, the Middle East or the Pacific, Gawain Bell's working career was largely spent on the difficult business of the transfer of power. For this task he was eminently suited. He was intelligent and cultured and he both wrote and spoke clearly and succinctly. The impression given was of ease of production, with no hint of the careful preparation which had gone beforehand. He was a modest man, with great charm of manner and a lively sense of humour, always cool and calm and courteous.'





#### Restructuration de l'Organisation

En avril 1967, la structure et l'organisation de la CPS firent l'objet d'une étude. Il fut recommandé de mettre en place un Conseil de recherche et d'évaluation des programmes, composé des trois directeurs exécutifs et du Secrétaire général. Cet organe serait chargé d'identifier les projets potentiels et d'évaluer leur intérêt pour les États et Territoires membres, d'établir un programme de travail, bien coordonné en fonction des actions prioritaires, d'évaluer la nécessité de poursuivre les projets, de gérer le personnel et de proposer la formation de commissions de recherche *ad hoc*.

La septième Conférence approuva cette refonte structurelle en octobre 1967. De nouvelles dispositions furent également prises pour que la Conférence soit habilitée à déterminer le programme de travail annuel de la CPS; ces modalités furent officiellement approuvées par la huitième Conférence, tenue en 1968. En tant qu'ancien Secrétaire général, Tom Smith observa, dans son ouvrage sur l'histoire de la CPS, que "sans avoir à apporter un quelconque amendement à la Convention de Canberra, les Océaniens s'émancipaient et avaient désormais le droit de décider du travail que la Commission devait accomplir." "En impliquant davantage les Territoires insulaires, " ajoutait Ratu Mara, "ces nouvelles dispositions rendaient les activités de la Commission plus acceptables aux yeux des Océaniens."

#### SIR GAWAIN BELL, KCMG, CBE, MBE (ROYAUME-UNI) Secrétaire général de la CPS du 1er janvier 1967 au 11 décembre 1969

Gawain Westray Bell, sixième Secrétaire général, naît au Cap (Afrique du Sud) le 21 janvier 1909. Il suit des études au Collège de Winchester et à l'Université d'Oxford, où il termine ses études consacrées au service colonial en 1931. Il obtient également un diplôme d'arabe. Il débute dans la carrière diplomatique en 1932 au Soudan, où il travaille plus de vingt ans, et devient Secrétaire civil britannique, le dernier titulaire de ce poste avant l'accession du pays à l'indépendance, en 1955. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il sert dans l'armée de terre britannique, et il est fait Membre de l'Empire britannique à titre militaire en 1942, puis Membre de l'Ordre de l'indépendance de la Jordanie en 1944. Il est anobli en 1957. De 1956 à 1958, il est agent politique au Koweit pendant la crise de Suez. Il est ensuite désigné Gouverneur du Nigéria du Nord, poste qu'il occupe jusqu'en 1962. Une fois de plus, il est le dernier titulaire britannique de ce poste, le Nigéria accédant à l'indépendance en 1960. Il consacre les années suivantes à diverses missions temporaires au Moyen-Orient pour le compte du gouvernement britannique. En 1966, il se rend aux îles Gilbert et Ellice (futurs Kiribati et Tuvalu) en tant que Conseiller constitutionnel, nommé par le Secrétaire d'État aux colonies.

Sir Gawain arrive à Nouméa au début de janvier 1967, en compagnie de son épouse Silvia et de ses deux filles. Il assume ses fonctions de Secrétaire général pendant une période marquée par des changements pour le Pacifique. Pendant son mandat, plusieurs pays accèdent à l'indépendance ou tendent vers ce but. Comme dans le cas de ses affectations en Afrique, il est le dernier Britannique à détenir le poste de Secrétaire général.

Après s'être retiré dans le Gloucestershire avec son épouse, il continue de mener une vie active. Chevalier de l'Ordre de Saint-Jean, il se rend dans plusieurs pays arabes pour récolter des fonds en faveur de l'hôpital d'ophtalmologie de l'Ordre, à Jérusalem. Il préside des comités de sélection pour la fonction publique britannique, et il est membre du conseil de direction de la Faculté d'études orientales et africaines. Il écrit ses mémoires en deux volumes, Shadows on the Sand (publié en 1983) et An Imperial Twilight (1989).

Sir Gawain Bell décède le 26 juillet 1995. La nécrologie parue dans *The Independent* rappelle ceci : 'Que ce soit en Afrique, au Moyen-Orient ou en Océanie, la carrière professionnelle de Gawain Bell a été consacrée en grande partie au difficile transfert du pouvoir, tâche pour laquelle il était éminemment qualifié. Intelligent, cultivé, il écrivait et parlait clairement et succinctement. Il donnait l'impression d'accomplir sa mission avec facilité, sans laisser transparaître la préparation rigoureuse. C'était un homme modeste, doué d'un grand charme et d'un vif sens de l'humour, toujours décontracté, calme et courtois."

### AFIOGA AFOAFOUVALE MISIMOA (WESTERN SAMOA) SPC Secretary-General from 1 January 1970 to 18 February 1971

Afioga Afoafouvale Misimoa, SPC's seventh Secretary-General and the first Pacific Islander to hold the post, was born in Western Samoa on 25 September 1900. Educated in New Zealand and the United States of America (at Belmont Military Academy and Stanford University), he served with the US Army in France and Germany during World War I. Between the wars he worked in the Department of Samoan Affairs and Treasury, and as Deputy Public Trustee. In World War II he commanded the first contingent of Western Samoan troops, which joined New Zealand's Maori battalion. Later he reorganised the Samoan Defence Force and was seconded to the US Marine Corps as Instructor Officer in jungle warfare and bush tactics. He became active in politics when Western Samoa started moving towards independence and was elected a Member of Parliament. He was Minister of Works and a member of the Executive Council as well as serving on various other parliamentary boards and committees.

Mr Misimoa's business interests were established early in his professional life. He was director of a trading firm in Western Samoa, founded a cattle and dairy company and was a foundation member of the Apia Chamber of Commerce. He was a keen sportsman who founded and organised the Samoa Rugby Football Union, the Apia Golf Club and the Apia Boxing Commission, built Samoa's first golf course and extended Apia's football fields. His other community work included serving as Head of the Red Cross Society of Western Samoa for 11 years and founding the Western Samoa Anti-TB Society.

Arriving in Noumea with his wife and three children, Mr Misimoa was a popular Secretary-General. He suffered a stroke while on an official mission to Tarawa in the Gilbert Islands (Kiribati) and died on 18 February 1971. The high regard in which he was held was evident from the tributes received by SPC from all over the world. At the memorial service held at Noumea headquarters, Mr John deYoung, the Programme Director (Social), said in his eulogy: 'I was privileged only to know him for a relatively short period of his life, but for years in my work elsewhere in the Pacific and in Washington I had heard of the legendary "Uncle Harry" of the South Pacific, as he was affectionately known ... Those of us who worked with him and for him as Secretary-General shall miss him greatly. His courtesy, his tact, his cheerfulness, his patience, his ever-ready willingness to lend an ear to our woes, perhaps more often imagined than real, endeared him to all the staff ... [He was] a most colourful personality who was loved and respected far beyond the confines of the South Pacific region.'

#### New men at the top

Prominent evidence of the increasing role of Pacific Islanders in the work of the Commission came with the appointment in 1969 of Afioga Afoafouvale Misimoa as SPC's seventh Secretary-General. Born in Western Samoa, Mr Misimoa took up his duties on 1 January 1970 and was the first Pacific Islander to hold the post. Coming from a long and varied career in Samoan politics and trade, he was a popular choice as head of the Commission but unfortunately was destined to hold office for only 13 months. While on an official mission with his wife to Tarawa in Kiribati (then the Gilbert Islands), he died suddenly on 18 February 1971. Word reached

SPC by telegram later that day, and Mr John E. deYoung, Programme Director (Social), stepped in to organise the urgent and logistically difficult actions that were required, including flights from Noumea to Tarawa for Mr Misimoa's children.

To keep the organisation running during this testing time, Mr deYoung, who was from the USA and had been on the point of retirement, voluntarily extended his term of employment at SPC to take up the position of Acting Secretary-

People in Sulufoloa, Malaita, Solomon Islands, listen to a health radio programme in 1969.

Diffusion d'une émission de radio sur la santé à Sulufoloa, île de Malaita, aux Îles Salomon (1969).





#### AFIOGA AFOAFOUVALE MISIMOA (SAMOA-OCCIDENTAL) Secrétaire général de la CPS du 1er janvier 1970 au 18 février 1971

Afioga Afoafouvale Misimoa, septième Secrétaire général de la CPS et premier Océanien appelé à occuper ce poste, est né au Samoa-Occidental le 25 septembre 1900. Après des études en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis d'Amérique (à l'Académie militaire de Belmont et à l'Université de Stanford), il sert dans l'armée américaine en France et en Allemagne au cours de la Première Guerre mondiale. Entre les deux guerres, il travaille au Département des affaires samoanes et au Trésor en qualité de Curateur public adjoint. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, il commande le premier contingent de troupes du Samoa-Occidental qui rejoignent le bataillon Maori de Nouvelle-Zélande. Par la suite, il réorganise la Défense samoane et il est envoyé en mission auprès du Corps des marines américains en tant qu'officier instructeur en opérations militaires dans la jungle et tactiques de brousse. Il entre en politique au moment où le Samoa-Occidental se fixe l'indépendance comme objectif, et il est élu au Parlement. Il est Ministre des Travaux publics et membre du Conseil exécutif, ainsi que de diverses autres commissions parlementaires et comités.

Tôt dans sa carrière, M. Misimoa s'intéresse aux affaires commerciales. Directeur d'une entreprise de négoce au Samoa-Occidental, il crée une entreprise d'élevage et de produits laitiers, et il est membre fondateur de la Chambre de commerce d'Apia. Fervent sportif, il fonde et organise l'Union samoane de rugby et de football, le Club de golf d'Apia et la Commission

de boxe d'Apia, aménage le premier terrain de golf du Samoa, et élargit les terrains de football d'Apia. Au service de la collectivité, il conduit d'autres activités en tant que Directeur de la Croix-Rouge du Samoa-Occidental pendant onze ans, et fonde la Société de lutte contre la tuberculose du Samoa occidental.

Arrivée à Nouméa avec son épouse et trois enfants, M. Misimoa est un Secrétaire général populaire. Au cours d'une mission à Tarawa, aux Îles Gilbert (Kiribati), il est frappé d'une crise cardiaque et décède le 18 février 1971. La considération dont il jouissait se reflète dans les hommages que la CPS reçoit du monde entier. Lors du service funèbre, tenu au siège de l'Organisation, à Nouméa, M. John de Young, Directeur des programmes (affaires sociales) dit dans son éloge : "Je n'ai eu le privilège de le connaître que pendant une période relativement courte de sa vie, mais pendant les années où j'ai travaillé ailleurs dans le Pacifique et à Washington, j'ai entendu parler du légendaire "Oncle Harry" du Pacifique Sud, comme on le surnommait affectueusement... À ceux d'entre nous qui avons travaillé avec et pour lui, ce Secrétaire général va beaucoup nous manquer. Sa courtoisie, son tact, sa gaieté, sa patience, sa gentillesse, son oreille toujours prête à écouter nos malheurs, plus souvent imaginaires que réels, le rendaient cher à l'ensemble du personnel... C'est une personnalité haute en couleur, aimée et respectée bien au-delà des frontières de la région du Pacifique Sud.



Le rôle croissant des Océaniens dans les travaux de la Commission fut mis en lumière en 1969, lors de l'élection d'M. Afioga Afoafouvale Misimoa au poste de septième Secrétaire général de la CPS. Né au Samoa-Occidental, M. Misimoa fut le premier Océanien à assumer ces fonctions, à partir du 1er janvier 1970. Après avoir mené une longue carrière au Samoa, tant en politique que dans les affaires, il se distingua par sa popularité à la tête de la Commission, mais il ne devait malheureusement assurer son service que pendant treize mois. Au cours d'une mission officielle à Tarawa, à Kiribati (alors dénommé

Îles Gilbert), en compagnie de son épouse, il mourut subitement le 18 février 1971. C'est par un télégramme, envoyé le même jour, que la CPS apprit la nouvelle, et M. John E. deYoung, Directeur des programmes (Ressources sociales) assuma l'intérim pour prendre les décisions urgentes, difficiles sur le plan logistique, qui s'imposaient, notamment l'organisation des voyages des enfants de M. Misimoa de Nouméa à Tarawa.

Pour assurer les affaires courantes de l'Organisation pendant cette épreuve, M. deYoung,

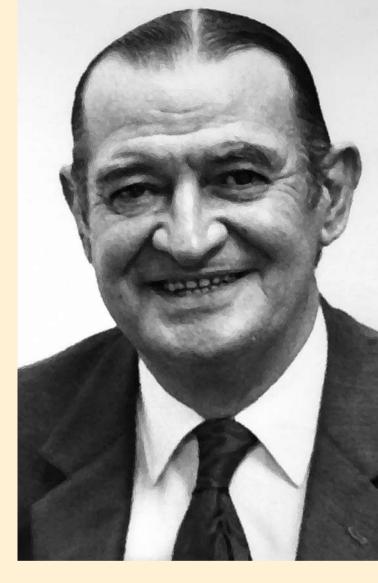
#### HON. GUSTAV F.D. BETHAM, OBE (WESTERN SAMOA) SPC Secretary-General from 1 November 1971 to 30 November 1975

Gustav Frederick Dertag (Fred) Betham, SPC's eighth Secretary-General, was born in Apia, Western Samoa, on 11 April 1915. He was educated in New Zealand at Auckland's Newton West School and Seddon Memorial Technical College. After working in the public service in Western Samoa for eight years, he entered private enterprise. During World War II he served in the Western Samoa Defence Force. Mr Betham was elected to Western Samoa's Legislative Assembly in 1948; he later became 'Father of the House' and was the only elected member to serve throughout the transitional era when Western Samoa attained independence. He was awarded an Order of the British Empire in 1962.

Mr Betham was a member of the working committee on Western Samoan self-government that subsequently drafted the new nation's Constitution, and a member of the working and steering committees for the Constitutional Convention. He represented Western Samoa in 1960 at the 9th Course of the Commonwealth Parliamentary Association on Parliamentary Procedure and Practice in Westminster, and in 1968 at the 23rd Session of the Economic Commission for Asia and the Far East (ECAFE) in Canberra, for which he was elected Vice-Chairman. He served as Western Samoa's Minister of Finance from 1961 to 1970, and was Minister of Economic Development, Inland Revenue and Customs for the country's first independent government.

Mr Betham was Western Samoa's top tennis player in 1939 and later served as president of the Western Samoa Lawn Tennis Association for 20 years. He was a keen golfer and was Vice-President of Royal Samoa Country Club. In the community, he was a member of the Lions Club, the Chamber of Commerce and the Returned Services Association, and Vice-President of the Western Samoa Red Cross.

Mr Betham retired from parliament to become Secretary-General of SPC. During his term, SPC went through major changes that resulted in its island members taking real control of the organisation. In an address given to the 15th Conference (his last), he spoke of 'the exhilarating task he had faced during his term of office – a period which had seen great changes in the Commission'. The Conference accorded him a standing ovation for 'his devoted services' to SPC. Mr Betham went on to become High Commissioner to New Zealand for Western Samoa. He died on 31 March 1984.



General. He held the post until 31 October 1971, when the Hon. Gustav (Fred) Betham took over as the Commission's eighth Secretary-General. Mr Betham came to SPC after a distinguished parliamentary career in Western Samoa and served the Commission for a little over four years. During his term there were major changes in the way SPC was run, with Pacific Islanders assuming a far greater role than hitherto (see below). In

addition, a significantly greater number of Pacific Islanders were employed to work at SPC while Mr Betham was Secretary-General.

The man who followed Fred Betham in the post was another Pacific Islander, Dr Macu Salato from Fiji. He began his term as ninth Secretary-General on 9 December 1975. (For more about Dr Salato, see the next chapter.)



#### GUSTAV F.D. BETHAM, OBE (SAMOA-OCCIDENTAL) Secrétaire général de la CPS du 1er novembre 1971 au 30 novembre 1975

Gustav Frederick Dertag (Fred) Betham, huitième Secrétaire général de la CPS, est né à Apia (Samoa-Occidental) le 11 avril 1915. Il suit des études au Newton West School d'Auckland (Nouvelle-Zélande) et au Seddon Memorial Technical College. Après avoir travaillé pendant huit ans dans la fonction publique au Samoa-Occidental, il intègre le secteur privé. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, il s'engage dans la Défense du Samoa-Occidental. En 1948, M. Betham est élu à l'Assemblée législative du Samoa-Occidental, avant de devenir "Père du Parlement", le seul membre élu en activité pendant toute la période de transition allant jusqu'à l'indépendance du pays. Il devient Membre de l'Ordre de l'Empire britannique en 1962.

M. Betham a fait partie du comité de travail du gouvernement autonome du Samoa-Occidental qui a élaboré la Constitution de la nouvelle nation, ainsi que de comités de travail et de pilotage chargés de rédiger la Convention constitutionnelle. En 1960, il représente le Samoa-Occidental au neuvième Cours de l'Association parlementaire du Commonwealth sur les procédures et pratiques parlementaires, tenu à Westminster, et, en 1968, à la vingt-troisième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CEAEO) tenue à Canberra, et dont il est élu vice-président. Il est Ministre des finances du Samoa-Occidental de 1961 à 1970, puis Ministre du développement économique, du fisc et des douanes au sein du premier gouvernement indépendant du pays.

En 1939, M. Betham est classé premier joueur de tennis de son pays, puis exerce la présidence de l'Association de tennis sur gazon du Samoa-Occidental pendant vingt ans. Féru de golf, il est vice-président du Royal Samoa Country Club. Il est membre du Lions Club, de la Chambre de commerce et de la Returned and Services Association (Association d'anciens combattants) et vice-président de la Croix-Rouge du Samoa-Occidental.

M. Betham s'est retiré de la vie parlementaire pour devenir Secrétaire général de la CPS. Pendant son mandat, la CPS traverse plusieurs vagues de changements importants, à la suite desquels les membres insulaires s'approprient véritablement l'Organisation. Dans un discours prononcé devant la 15e Conférence (la dernière à laquelle il participe), il parle de la "tâche passionnante qu'il a eu à remplir pendant son mandat, période qui a vu d'énormes changements au sein de la Commission". La Conférence lui fait une ovation debout pour "ses services éminents" rendus à la CPS. M. Betham devient ensuite Haut-Commissaire du Samoa-Occidental en Nouvelle-Zélande. Il décède le 31 mars 1984.

Food production and distribution, nutrition and diet have been part of SPC's work programme since the beginning. Today, the work also covers crop production, plant health and the important issue of food security.

La production et la distribution des produits alimentaires, la nutrition et les habitudes alimentaires ont toujours fait partie du programme de travail de la CPS. Aujourd'hui, les activités de l'organisation se sont élargies pour inclure la production végétale et la protection des végétaux, sans oublier la sécurité alimentaire.

citoyen des États-Unis d'Amérique et sur le point de prendre sa retraite, accepta de prolonger son mandat à la CPS en qualité de Secrétaire général par intérim. Il occupa ces fonctions jusqu'au 31 octobre 1971, date à laquelle M. Gustav (Fred) Betham fut élu huitième Secrétaire général de la Commission. M. Betham avait derrière lui une brillante carrière parlementaire au Samoa-Occidental. Il resta au service de la Commission un peu plus de quatre ans, pendant lesquels de grands changements marquèrent la vie de l'Organisation, les Océaniens jouant un rôle beaucoup plus grand qu'auparavant (voir ci-dessous). En outre, durant le mandat de M. Betham, les effectifs océaniens de la CPS augmentèrent considérablement.

C'est un autre Océanien qui succéda à Fred Betham: le docteur Macu Salato, des Îles Fidji, qui prit ses fonctions de neuvième Secrétaire général le 9 décembre 1975 (la biographie de M. Salato figure à la fin du chapitre suivant).

### La naissance du Forum du Pacifique Sud

Dans son histoire de la CPS, publiée en 1972, T.R. Smith note que "sans en avoir délibérément l'intention, la Commission instaura les conditions propices au développement politique. Lorsqu'ils se réunissaient, les dirigeants des communautés insulaires évoquaient des problèmes communs et prenaient conscience de l'étendue de leurs intérêts communs, et ils trouvèrent un moyen d'exprimer publiquement leurs besoins".

La CPS n'ayant pas de vocation politique, le Forum du Pacifique Sud (rebaptisé Forum des îles du Pacifique en 2000) fut créé pour répondre au souhait des Océaniens : trouver une enceinte où les responsables politiques pourraient se réunir

#### Birth of the Pacific Forum

In his history of SPC, published in 1972, T.R. Smith noted that, 'Without any direct intention of doing so, the Commission promoted conditions which favoured political development. When they met, leaders of the different island communities talked about common problems, realised the extent of their common interests and found a means for the public expression of their needs.' As SPC had no mandate to cover political debate, the South

Pacific Forum (renamed the Pacific Islands Forum in 2000) grew out of the desire of Pacific Islanders for a place where political leaders could meet to discuss relevant regional issues such as nuclear testing and trade agreements. The Forum was founded in August 1971 with seven members: Australia, Cook Islands, Fiji, Nauru, New Zealand, Tonga and Western Samoa. It established the South Pacific Bureau for Economic Co-operation (SPEC) in 1973, absorbing the Pacific Island Producers' Association in the process.

#### The historic 13th Conference, Guam, 1973

In an article in the *South Pacific Bulletin*, Caroline Nalo, SPC Publications Officer, described the 13th Conference, held in Guam from 11 to 20 September 1973, as 'one of the most exciting events in Commission history'.

The Australian delegation put forward a proposal for changes to the Commission's structure, the most dramatic of which was that the annual Conference and Commission Session should merge. Up until that time, the Conference had consisted of delegates from all territories, with representatives from the member governments as observers. The Conference considered the work programme and budget for following year but had no right to make decisions; it could only make recommendations to the Session (which comprised representatives from the eight member governments). The proposed change would allow all territory representatives an equal voice. It was unanimously supported. A 'Future Status Committee' drew up detailed guidelines for the implementation of this resolution, and also suggested that in future the detailed work programme should be considered by a meeting of

officials before each Conference/Session, 'which would then be free to discuss subjects of general interest and relevance to the region as a whole'.

Nalo said in her article: 'If the 13th Conference goes down in history as a Pacific "occasion", as many feel it will, it will be because this was the turning-point for the Commission itself'. With this resolution the Conference 'laid new foundations which should make it an organisation of real worth, which islanders throughout the region, whatever their political status, whatever their language, can now regard as truly theirs'.

At the 14th Conference, Cook Islands, in 1974, a Memorandum of Understanding was signed that abolished the holding of a separate Session from the Conference to decide on the work programme and approve the budget, and to allow each country or territory one vote regardless of whether it was an independent state or not. Sir Albert Henry, Premier of Cook Islands, declared this great step forward 'an occasion of decolonization and a fine example to the rest of the world of regional cooperation in the Pacific Way'.





et débattre les questions intéressant la région, par exemple les essais nucléaires et les accords commerciaux. Le Forum fut fondé en août 1971 par sept pays – l'Australie, les Îles Cook, les Îles Fidji, Nauru, la Nouvelle-Zélande, les Tonga et le Samoa-Occidental – et le Bureau de coopération économique du Pacifique Sud en 1973, en même temps que celui-ci absorbait l'Association des producteurs océaniens.

### Un tournant historique : la treizième Conférence de Guam (1973)

Dans un article paru dans le *Bulletin du Pacifique Sud*, Caroline Nalo, Chargée des publications de la CPS, voit dans la treizième Conférence, tenue à Guam du 11 au 20 septembre 1973, "l'un des événements les plus passionnants de l'histoire de la Commission".

La délégation australienne suggéra de remanier la structure de la Commission, en particulier, en fusionnant la Conférence annuelle et les sessions de la Commission. Jusqu'à cette date, la Conférence avait réuni des délégués de tous les Territoires, des représentants des pays membres avant le statut d'observateurs. La Conférence examinait le programme de travail et le budget pour l'année suivante, mais n'était pas habilitée à prendre des décisions; elle ne pouvait que formuler des recommandations à l'endroit de la session de la Commission (qui comprenait des représentants des huit pays membres). Le changement proposé permettrait à tous les Territoires d'avoir le droit de vote, sur un pied d'égalité avec les autres membres. Cette motion fut approuvée à l'unanimité. Un "Comité chargé

Delegates to the 13th South Pacific Conference were welcomed by the Governor of Guam, Mr Carlos G. Camacho. The Hon. Kurt S. Moylan, Lieutenant-Governor of Guam (above centre), chaired the Conference; Mr Gustav Betham, SPC Secretary-General, is seated at right. Decisions made at the Guam Conference affected the future governance and direction of SPC.

Les délégués à la 13e Conférence du Pacifique Sud furent accueillis par le Gouverneur de Guam, Carlos G. Camacho. Kurt S. Moylan, Lieutenant-gouverneur de Guam (au centre), présida la session ; à sa droite, Gustav Betham, Secrétaire général de la CPS. Les décisions prises lors de la Conférence de Guam eurent des répercussions sur la gouvernance et les orientations de l'organisation.

des statuts futurs" établit des directives détaillées en vue de l'application de cette résolution, et il fut suggéré que le programme de travail détaillé serait examiné à l'avenir par les représentants officiels, réunis avant chaque Conférence ou session, qui serait ensuite libre de débattre de sujets d'intérêt général, pertinents pour l'ensemble de la région."

Dans son article, Mme Nalo observe: "Si la 13e Conférence reste gravée dans l'histoire comme un événement pour le Pacifique, ainsi que d'aucuns le prévoient, ce sera parce qu'elle a marquée un tournant crucial dans l'histoire de la Commission." Par cette résolution, la Conférence "jetait de nouvelles fondations qui feraient de l'Organisation une entité présentant un réel intérêt et que les Océaniens de toute la région, quels que soient leur statut politique et leur langue, pourraient désormais considérer comme représentative."

À la 14e Conférence, tenue aux Îles Cook en 1974, fut signé un protocole d'accord, disposant qu'il ne serait plus tenu une session de la Commission distincte de la Conférence, pour l'adoption du programme de travail et du budget. Chaque État ou Territoire, qu'il soit indépendant ou non, disposerait ainsi d'une voix. Sir Albert Henry, Premier Ministre des Îles Cook, déclara que cette décision ouvrait la voie de la décolonisation, et qu'elle donnait au reste du monde un exemple de coopération régionale à l'Océanienne.

#### Important developments in fisheries

At the 8th Conference, held in Noumea in 1968, many delegates considered the most important item in the work programme to be a proposal to set up a body to deal with all aspects of reef and lagoon fishing. The South Pacific Islands Fisheries Development Agency (SPIFDA) was established at SPC headquarters in Noumea in 1969 and its plan of operations was signed in May 1970 by the participating governments, UNDP, FAO and SPC. However, by the time of the 12th Conference in 1972, there were arguments over the agency's usefulness. It was terminated in 1973 but SPC's activities in fisheries development continued.

The Commission convened six technical meetings between 1968 and 1975 to discuss fisheries

#### Language and media

The successful Tate Oral English Syllabus, which had originated in the early 1960s at SPC, continued into the 1970s. Thousands of copies of the *SPC Readers* series were used throughout the region; by the end of the 1960s the series comprised 90 per cent of the Publications Bureau's output. The 1971 Conference expressed satisfaction with the language teaching programme and supported a proposal to augment the Tate course with language tapes, teacher handbooks and children's workbooks for broadcast and classroom use.

However, by the mid-1970s the SPC materials were being strongly criticised and a sub-regional workshop was held in Suva to evaluate the English Language Programme and identify needs for further development. It was agreed that SPC's recently established Regional English Teaching Centre in Fiji should investigate appropriate methods, and plans were made to significantly expand the SPC course's reading materials.

issues, especially the region's growing concerns regarding the overexploitation of lagoon and reef resources in many locations. Two fisheries projects were established through SPC as a result of these meetings: the Skipjack Survey and Assessment Programme, and the Outer Reef Artisanal Fisheries Project (ORAFP).

ORAFP provided the foundations for the current Coastal Fisheries Programme. From 1974 to 1978, it assessed local deep-water snapper resources in selected territories, and determined and demonstrated suitable fishing techniques. These activities aimed to encourage local fishers to fish outside the reef, on stocks that were not overexploited.

Right: A researcher from the skipjack tuna survey programme holds two boxes of tags.

À dr. : Dans les mains d'un chercheur participant au Programme d'étude et d'évaluation du stock de bonites, deux boîtes de marques.







## Importantes avancées dans le secteur halieutique

Lors de la 8e Conférence, tenue à Nouméa en 1968, de nombreux délégués estimèrent que le point le plus important de l'ordre du jour était la proposition de créer un organisme chargé d'étudier tous les aspects de la pêche récifale et lagonaire. C'est ainsi que l'Agence océanienne de développement des pêches (SPIFDA) fut créée au siège de la CPS, à Nouméa, en 1969, et son plan d'action signé en mai 1970, par les pays membres, le PNUD, la FAO et la CPS. Cependant, avant même que ne se tienne la 12e Conférence, en 1972, l'utilité de cette agence fut remise en cause, et la SPIFDA fut dissoute en 1973, alors que la CPS poursuivit ses activités dans le domaine du développement de la pêche.

La Commission organisa six conférences techniques entre 1968 et 1975 pour débattre de questions ayant trait à la pêche, notamment la préoccupation croissante de la région devant la surexploitation des ressources lagonaires et récifales à de nombreux endroits. À l'issue de ces réunions, deux projets furent mis sur pied avec l'aide de la CPS : le Programme d'étude et d'évaluation du stock de bonites et le Projet de petite pêche à l'extérieur du récif.

Ce dernier projet constituait les prémices du Programme Pêche côtière actuel. De 1974 à 1978, il permit d'évaluer les ressources locales en vivaneaux dans certains Territoires, de cerner

The SPC series of readers was used by thousands of people throughout the Pacific region to learn English.

Les manuels de lecture édités par la CPS, furent utilisés par des milliers d'Océaniens apprenant à parler et à lire l'anglais. les techniques de pêche appropriées et d'en faire la démonstration. Ces activités avaient pour but d'encourager les pêcheurs locaux à aller pêcher des stocks non surexploités, à l'extérieur du récif.

### Langue et médias

Le *Tate Oral English Syllabus*, cours d'anglais mis en place au début des années 60 à la CPS, continua de remporter des succès jusque dans les années 70. La série de manuels de lecture *SPC Readers* fut utilisée dans toute la région. À la fin des années 60, la série représentait 90 pour cent de la production du Bureau des Publications. La Conférence de 1971 exprima sa satisfaction à l'endroit de ce programme d'apprentissage de la langue anglaise, et se montra très intéressée par une proposition visant à compléter le cours par des bandes magnétiques, des manuels de l'enseignant et des livres d'exercices pour les enfants, à utiliser parallèlement aux émissions radiodiffusées et aux cours en classe.

Au milieu des années 70, les supports pédagogiques de la CPS firent toutefois l'objet de vives critiques, et un atelier sous-régional fut organisé à Suva, pour évaluer le programme d'enseignement de l'anglais et répertorier les possibilités de l'améliorer. Il fut convenu que le Centre régional d'enseignement de l'anglais, récemment créé à Fidji, examinerait les méthodes appropriées, et il fut envisagé d'étoffer les manuels de lecture du cours publiés par la CPS.

La communication électronique entre les îles éloignées d'Océanie en était encore à ses balbutiements au début de la troisième décennie d'existence de la CPS. Il n'y avait que quarante stations de radio dans toute la région, et la télévision était le plus souvent réservée aux principaux centres urbains. Lors de la Conférence de 1973, les participants estimèrent qu'il fallait



Electronic communication between the far-flung islands of the Pacific was still in its infancy at the beginning of SPC's third decade. There were only 40 radio stations in the whole region, and television was mostly available only in the main population centres. At the 1973 Conference it was felt that there was a need for development of the region's media sector. In response, SPC established the Regional Media Centre (RMC) in 1974 in collaboration with the four-year-old University of the South Pacific. The new centre would assist Pacific Islanders in designing visual

aids, produce educational radio programmes for the region and provide training in audiovisual techniques and broadcasting. SPC already had an Audio-Visual Aids (Educational Broadcasts) Officer, and he continued his work at RMC. Using the small SPC studio in Suva, he ran training in basic radio production and presentation skills and shorter courses in specific skills such as writing and interviewing. A Broadcast Tape Exchange Service was set up that recorded and distributed school programmes, music, and regional news and general interest items.

Trainee Ellowy Fong at the SPC radio bureau in the 1970s.

Ellowy Fong, stagiaire, dans le studio radiophonique de la CPS (années 70).



Staff from the SPC Regional Media Centre filming at the Melanesian Arts Festival in 2006.

Une équipe du Centre régional des médias en plein tournage lors du Festival des arts mélanésiens en 2006. impérativement développer le secteur des médias dans la région. C'est pourquoi, en 1974, la CPS fonda le Centre régional des médias, en collaboration avec l'Université du Pacifique Sud, qui avait vu le jour quatre ans auparavant. Ce nouveau Centre était chargé d'aider les Océaniens à concevoir des supports graphiques et à produire des émissions pédagogiques radiodiffusées dans la région, et de dispenser des formations aux techniques audiovisuelles ainsi qu'à la radio et télédiffusion. Le Chargé des supports audiovisuels (émissions pédagogiques)

attaché à la CPS poursuivit son travail dans le cadre du Centre. En utilisant le petit studio de la CPS à Suva, il dispensa des cours d'initiation à la production radiophonique et à l'art de la présentation, ainsi que des cours de brève durée dans des disciplines particulières, telles que la rédaction et la conduite d'entretiens. Un service d'échange de bandes radiophoniques fut mis en place pour enregistrer et diffuser des émissions scolaires, de la musique, des informations d'actualité régionale et d'intérêt général.

## Social development, and plant and animal work

The decade saw increasing concern with social welfare and the problems of youth. In response to a request from the 6th Conference to investigate the provision of a system of social welfare insurance and 'the introduction of a systematic attempt to overcome social evils such as alcoholism, prostitution, and juvenile delinquency', the first Regional Conference on Social Welfare Problems was held in 1967 at CETC. A Youth Work Officer and a Social Welfare Adviser (the latter on secondment from UNDP) began work at SPC, resulting in youth work seminars, training courses for youth leaders and welfare workers, and regional meetings on social welfare needs and planning.

Work continued on the UN/SPC Rhinoceros Beetle Project. A virus that killed the beetle had been discovered in Malaysia in 1964 and was released in Western Samoa in 1967 and in Wallis and Tonga in 1970. The results were promising, with a marked fall in beetle damage to coconut palms. Work on the virus continued in Fiji in the 1970s.

SPC produced the first leaflet in new series of plant protection advisories in 1976, with a plan to publish several new ones each year. Six leaflets had been published by October 1977.

Another important area of SPC work during the third decade was rat control. Work was done on possible control programmes and a handbook was published. The 1970 Conference agreed to a plan for a regional rat control project and funding was sought from UNDP.

#### 25th anniversary celebrations

SPC marked its 25th anniversary, 6 February 1972, with an Open Day, a commemorative ceremony and a reception. Anniversary postage stamps were issued by Cook Islands, Fiji, French Polynesia, Gilbert and Ellice Islands, Nauru, New Caledonia, Norfolk Island, Papua New Guinea, Pitcairn Islands, Wallis and Futuna, and Western Samoa.

The Commission received messages of goodwill from around the world. William Forsyth, SPC's first Secretary-General, wrote: 'The Conference has certainly "arrived" and has become a meeting place for all who have the prosperity, advancement, and mutual support of the South Pacific peoples at heart. Its role of examining regularly and clarifying for joint action the development needs common to all or many of the island groups is now widely recognized; its potential for the future is evident ... Long may the beautiful flag of the SPC float above the island setting, with its message of friendly co-operation in constructive work for the betterment of the conditions of life for the South Pacific peoples.'

The third Secretary-General, Dr Ralph Bedell, said: 'After twenty-five years, an organization, like an individual, can be both old and young at the same time. It is old in the sense that it is over its teething problems, has gathered experience, and proved its staying power; young while it remains perceptive of needs, flexible in outlook, and forward-looking in policy. The South Pacific Commission has reached just that point.'

In the book about SPC's history that was commissioned to mark the occasion, its author, Tom Smith, stated: '... without any question the South Pacific Commission has justified the hopes



### SPC flag

In 1969 SPC held a competition to design a new flag for the Commission. The entries were examined by delegates at the 9th Conference late that year and first prize was awarded to Mr Rick Welland of Rarotonga. His design was incorporated into a composite design based on an idea presented by M. Andre Henry of Noumea. The new SPC flag was hoisted at a ceremony on the Commission's 23rd birthday, 6 February 1970, by the newest member of staff, Miss Alisi Moala of Tonga, assisted by the longest-serving member of staff, Mlle Simone Exbroyat of New Caledonia.



#### Le drapeau de la CPS

En 1969, la CPS organisa un concours pour trouver un nouveau drapeau à la Commission. Les délégués à la 9e Conférence, à la fin de l'année, examinèrent les propositions, et le premier prix fut décerné à Rick Welland, de Rarotonga. Son dessin fut incorporé dans un emblème inspiré d'une idée de André Henry, de Nouméa. Le nouveau drapeau de la CPS fut hissé, lors d'une cérémonie marquant le vingt-troisième anniversaire de la naissance de la Commission, le 6 février 1970, par la dernière recrue en date, Alisi Moala, des Tonga, assistée du plus ancien membre du personnel, Simone Exbroyat, de Nouvelle-Calédonie.

### Développement social, protection des végétaux et santé animale

Cette décennie fut marquée par les préoccupations croissantes suscitées par les questions de protection sociale et les problèmes rencontrés par la jeunesse. En réponse à une demande formulée lors de la sixième Conférence, visant à étudier la mise en place d'un système d'assurance sociale afin de "remédier à ces fléaux que sont l'alcoolisme, la prostitution et la délinquance juvénile", la première Conférence régionale sur les problèmes afférents à la protection sociale se déroula en 1967 au Centre de formation à l'éducation communautaire. Un agent chargé des questions relatives à la jeunesse et un conseiller en protection sociale (en détachement du PNUD) commencèrent à travailler à la CPS, organisèrent des séminaires sur le thème de la jeunesse, des cours de formation à l'intention des responsables de jeunes et de travailleurs sociaux, ainsi que des conférences régionales sur les besoins et la planification en matière de protection sociale.

La CPS poursuivit le projet de lutte contre le rhinocéros du cocotier. En 1964, on découvrit en Malaisie un virus qui tuait ce ravageur et qui fut lâché aux Samoa américaines en 1967, puis à Wallis et aux Tonga en 1970. Les premiers résultats furent prometteurs, et l'on observa une diminution sensible des dommages causés aux palmes de cocotiers. L'étude du virus se poursuivit à Fidji jusque dans les années 70.

En 1976, la SPC produisit la première fiche technique d'une nouvelle série consacrée à la protection des végétaux, en envisageant d'en publier plusieurs par an. En date d'octobre 1977, six fiches avaient été publiées.

Autre domaine de travail important pour l'Organisation durant la troisième décennie, la dératisation. La CPS examina les programmes de lutte réalisables et publia un manuel. La Conférence de 1970 convia de mettre au point un projet régional de dératisation et une demande de financement fut présentée au PNUD.

## Les festivités du 25e anniversaire

La CPS célébra son 25e anniversaire, le 6 février 1972, par une journée Portes ouvertes, une cérémonie officielle de commémoration et une réception. Des timbres furent émis par les Îles Cook, les Îles Fidji, la Polynésie française, les Îles Gilbert et Ellice, Nauru, la Nouvelle-Calédonie, Norfolk, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Wallis et Futuna et les Samoa américaines.

La Commission reçut des messages de félicitation du monde entier. William Forsyth, le premier Secrétaire général de la CPS, écrivit:"La Conférence avait atteint son but. C'était un lieu vers lequel convergeaient tous ceux qui avaient à cœur la prospérité et le progrès des peuples du Pacifique Sud, et qui s'en montraient solidaires. Tout le monde reconnaît maintenant son rôle : cerner et examiner régulièrement les besoins communs à tous les archipels (ou à nombre d'entre eux) en matière de développement et agir concrètement ensemble. Son potentiel est évident. (...) Puisse le beau drapeau de la CPS flotter longtemps sur le lagon et porter son message de coopération amicale au travail constructif qu'accomplit l'Organisation en vue d'améliorer les conditions de vie des peuples du Pacifique Sud."

Le troisième Secrétaire général, Ralph Bedell remarqua ceci : "À l'âge de vingt-cinq ans, une organisation, comme un être humain, peut être

of its founders that its operations would improve the social and economic welfare, and the health, of the inhabitants of its region. The best proof of that is the enthusiasm with which the leaders of the island communities are making the organisation their own and are insisting that it should continue, and develop, its work in the future.'

#### Promoting Pacific arts

At a time when the region's leaders were becoming increasingly concerned about the erosion of traditional customary practices, the 8th Conference in Noumea in 1968 considered a proposal to convene a Pacific arts festival. It declared itself 'favourably disposed' towards the idea and a committee was set up to examine the proposal in detail.

The first South Pacific Arts Festival began to be planned for Suva in May 1972. An Australian, Victor Carell, was appointed Executive Director. The 11th Conference in 1971 expressed support for the Festival, with delegates emphasising 'the importance of making it a Festival of Pacific culture without the intrusion of Western culture'. They wanted the peoples of the region to share their cultures and establish a deeper understanding and friendship between countries.

More than 1000 participants from 14 Pacific countries and territories made the first Festival a resounding success. To ensure it became a permanent event, the Council of Pacific Arts was formed at a meeting organised by SPC in 1975. Its mandate was to provide the SPC Conference with specific information about the Festival and, more generally, advise the Conference on cultural affairs. The second Festival of Pacific Arts was held in Rotorua, New Zealand, in 1976. The festival is now firmly anchored as a regional event.







tout à la fois vieille et jeune. Elle est vieille en ce sens qu'elle a résolu les problèmes liés à l'âge ingrat, qu'elle a acquis de l'expérience et montré sa capacité de persévérance ; jeune dans la mesure où elle reste à l'écoute des besoins, fait preuve de souplesse d'adaptation, et agit, le regard tourné vers l'avenir. La Commission du Pacifique Sud vient d'atteindre cet âge de raison."

Dans son ouvrage sur l'histoire de la CPS, qu'on lui avait demandé d'écrire pour marquer cet événement, Tom Smith, ancien Secrétaire général de la CPS, affirme : "... Il est indéniable que la Commission du Pacifique Sud a comblé les attentes de ses fondateurs : par son action, améliorer le bien-être social et économique et la santé des habitants de la région. La meilleure

preuve en est l'enthousiasme avec lequel les dirigeants des communautés insulaires s'approprient l'Organisation, et tiennent à ce qu'elle poursuive sur sa lancée et étende son rayon d'action à l'avenir."

#### Promotion des arts océaniens

À une époque où les dirigeants de la région étaient de plus en plus préoccupés par l'érosion des pratiques coutumières traditionnelles, la 8e Conférence, tenue à Nouméa en 1968, examina une proposition visant à organiser un festival des arts du Pacifique. Elle se déclara "favorable" à cette idée, et un comité fut formé pour examiner cette suggestion en détail.

Les préparatifs du premier Festival des arts du Pacifique Sud, qu'il était prévu d'organiser à Suva, commencèrent en mai 1972. Un Australien, Victor Carell, fut nommé directeur exécutif. La 11e Conférence (1971) donna son appui au festival, et les délégués soulignèrent combien il était "important d'en faire un festival de la culture océanienne, sans ingérence de la culture occidentale". Ils souhaitaient que les peuples de la région partagent leur culture, se connaissent mieux et resserrent les liens d'amitié entre les pays.

Plus d'un millier de participants venus de 14 États et Territoires océaniens firent de ce premier festival un succès retentissant. En 1975, le Conseil des arts du Pacifique fut créé lors d'une conférence organisée par la CPS, afin d'assurer la permanence de cette manifestation. Sa mission consistait à donner à la Conférence des informations précises sur le festival et, plus généralement, à la conseiller en matière de culture. Le deuxième Festival des arts du Pacifique s'est déroulé à Rotorua (Nouvelle-Zélande) en 1976. Le Festival est maintenant devenu un des événement majeurs du pacifique.

#### Coming of age

As noted earlier in this chapter, the appointment of Afioga Afoafouvale Misimoa as the seventh Secretary-General symbolised the events of SPC's third decade, when SPC truly became an organisation for Pacific Islanders. Ratu Sir Kamisese Mara noted that: 'While in the past the chief executives of the Commission have been efficient officers, their history was rooted in a colonial past, indeed some of them were former colonial officers, and even governors. They were to some extent prisoners of tradition and protocol. But from the first island appointment, the genial Misimoa of Western Samoa, a more relaxed and less formal atmosphere prevailed.'

Further structural changes were recommended at the 16th Conference, held in Noumea in 1976. The preceding Conference had recommended the establishment of a Review Committee to conduct an exhaustive re-evaluation of the Commission. In its report to the 16th Conference, the Committee recommended that the three Programme Director posts be replaced by the posts of Director of Administration and Director of Programmes.

It also recommended that the current voting procedure of the Committee of Representatives of Participating Governments, which entitled each government to one vote for itself and one vote for each territory administered by it, be abolished and that each member of the Committee have one vote. During the 16th Conference a Memorandum of Understanding was signed to this effect, thereby placing the four Island participating governments (Fiji, Nauru, Papua New Guinea and Western Samoa) on an equal footing in the Committee with their metropolitan counterparts.



Thus the Commission became fully representative of the region and its peoples. Australian academic Richard Herr, in an article in the *South Pacific Bulletin* in 1976, remarked on the strong phenomenon that the SPC Conference now was: 'Observers attend the Conference to discover the mind of the Pacific in a way that their more traditional, bilateral contacts cannot discern ... the Conference represents not only the mind of the region but its conscience as well.'

Above: The signing of the Memorandum of Understanding at the 16th South Pacific Conference, in Noumea in 1976, changing the voting procedures of the Conference to allow each member of the Committee of Representatives of Participating Governments to have one vote.



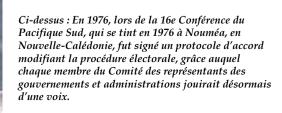
#### L'émancipation

Comme nous l'avons remarqué plus haut, la désignation d'Afioga Afoafouvale Misimoa au poste de septième Secrétaire général symbolisa à elle seule les événements qui marquèrent la troisième décennie de la CPS, période durant laquelle celle-ci devint véritablement une organisation au service des Océaniens. Ratu Sir Kamisese Mara observa ceci: "Si, dans le passé, les dirigeants de la Commission avaient été des agents professionnels efficaces, leur histoire était enracinée dans un passé colonial. Certains d'entre eux étaient d'anciens agents coloniaux, et même d'anciens gouverneurs. Ils étaient en quelque sorte prisonniers de la tradition et du protocole. Mais à partir de la nomination du premier Océanien, le sympathique Afioga Afoafouvale Misimoa du Samoa-Occidental, une atmosphère plus détendue et moins formaliste prévalut."

La 16e Conférence, qui se déroula à Nouméa en 1976, recommanda d'autres changements structurels. La Conférence précédente avait recommandélacréationd'unComitéd'évaluation, qui devait conduire une réévaluation approfondie de la Commission. Dans son rapport à la 16e Conférence, ce comité préconisa le remplacement des trois postes de Directeurs des programmes par

ceux de Directeur administratif et de Directeur des programmes. Il recommanda aussi d'abolir la procédure de vote du Comité des représentants des pays membres, qui donnait à chaque pays une voix propre et une voix pour chaque Territoire sous son administration, et de donner une voix à chaque membre du Comité. Au cours de cette 16e Conférence, un protocole d'accord fut signé à cet effet, ce qui plaçait par la même occasion les pays membres insulaires (à savoir, à l'époque : Îles Fidji, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Samoa-Occidental) sur un pied d'égalité avec leurs homologues métropolitains au sein du Comité.

Durant la décennie allant de 1967 à 1977, la Commission devint ainsi plus représentative de la région et de ses peuples. Dans un article paru dans le *Bulletin du Pacifique Sud* en 1976, Richard Herr, un universitaire australien, interpréta en ces termes le pouvoir qu'avait acquis la Conférence : "Des observateurs assistent à la Conférence pour découvrir l'âme du Pacifique d'une manière que leurs correspondants bilatéraux, plus traditionnels, ne sont pas en mesure de percevoir. La Conférence représente non seulement l'âme de la région, mais aussi sa conscience."



## KEY EVENTS 1967-1977 1968: Nauru attains independence 1968: University of the South Pacific (USP) opens for preliminary classes in Suva 1970: Afioga Afoafouvale Misimoa appointed as Secretary-General, the first Pacific Islander to hold the office 1975: Fiji attains independence 1970: Creation of CCOP-SOPAC, forerunner of the South Pacific Applied Geoscience Commission (SOPAC) 1970: Queen Elizabeth II presents USP with its Royal Charter 1970: Creation of South Pacific Islands Fisheries Development Agency (SPIFDA) 1971: Fiji joins SPC as the 8th participating government 1971: Afioga Afoafouvale Misimoa dies suddenly in Gilbert Islands (Kiribati) while on an official SPC mission; Mr John de Young (USA) assumes post of Acting Secretary-General 1971: Creation of South Pacific Forum 1971: Hon. Gustav F.D. Betham appointed as Secretary-General 1972: SPC celebrates its 25th anniversary 1972: First Festival of Pacific Arts held in Fiji 1973: South Pacific Conference and South Pacific Commission merge 1974: Niue becomes self-governing 'in association' with New Zealand 1974: Regional Media Centre established in Suva 1975: Papua New Guinea gains independence 1975: Tuvalu (formerly Ellice Islands) comes into existence 1975: Dr E. Macu Salato appointed as Secretary-General 1976: First UN Conference on the Law of the Sea 1976: Second Festival of Pacific Arts held in New Zealand















### Unity in diversity – taking a regional approach

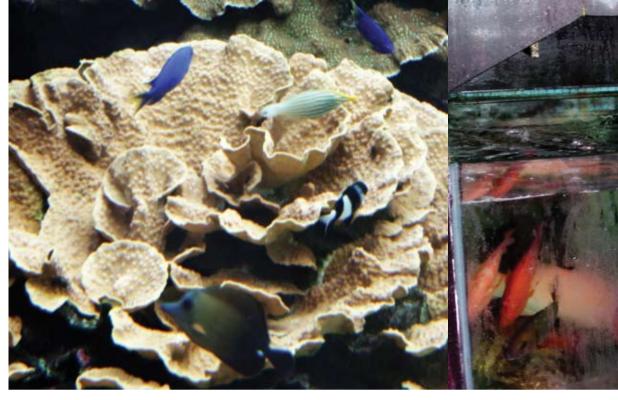
'Emerging from Paradise – our Pacific Island neighbours' was the title of a seminar held at the University of Sydney, Australia, in 1978. The principal speaker, Dr E. Macu Salato, Secretary-General of SPC from 1975 to 1979, described the increasing urbanisation of Pacific societies, saying 'The time-worn picture of the islands as paradise on earth was probably never accurate; certainly it is not so today. Like people everywhere, Pacific Island people need food and shelter, an outlet for their produce, a relevant education system for their children and an opportunity to lead full, contented and useful lives'.

#### L'unité dans la diversité : une approche régionale

"Nos voisins du Pacifique et leur paradis perdu", tel était le thème d'un colloque organisé à l'Université de Sydney (Australie) en 1978. L'orateur principal, le docteur Esika Macu Salato, Secrétaire général de la CPS de 1975 à 1979, décrivit l'urbanisation croissante des sociétés océaniennes et déclara alors : "L'image révolue des îles, érigées en paradis terrestres, n'a sans doute jamais été fidèle à la réalité et ne l'est certainement pas aujourd'hui. Comme tous les peuples, les Océaniens ont besoin de se nourrir et de se loger, de trouver des débouchés pour leurs produits, de se doter d'un bon système éducatif pour leurs enfants et d'évoluer dans les meilleures conditions pour mener une vie pleine, heureuse et utile."

In Dr Salato's view, helping Pacific Islanders meet these needs was the ultimate goal of regional organisations such as SPC. He said SPC had been created by outsiders for Pacific Island people, but now island governments had taken their place beside metropolitan governments and there was growing awareness of the value of regional collaboration in meeting common needs. Regionalism was difficult to define but he considered the best description was 'unity in diversity'. Although the region was geographically, linguistically and culturally diverse, there were common traditions, interests and points of view, and recognition of the Pacific Ocean as the predominant resource shared by all Pacific Islands. They also shared the same problems, notably of transport and communication.

While Dr Salato was Secretary-General, growing appreciation of the benefits of a regional approach to development led to the Pacific Islands Forum establishing a regional shipping line, the Pacific Forum Line, in 1977, and the Forum Fisheries Agency (FFA) in 1979. Both developments were discussed at and supported by the South Pacific Conference. Another proposal for regional collaboration, the Regional Development Fund, was less successful. At the time, smaller island countries and territories had difficulty obtaining capital for development and at the direction of the 17th South Pacific Conference, SPC organised a 1978 meeting to consider establishing a regional fund to help these countries. The meeting decided against the fund, but instead asked SPC to look at ways of helping countries get Asian Development Bank loans and urged governments to ensure that there were effective mechanisms for 'comprehensive regional collaboration in approaches to aid donors' and for providing the technical assistance that smaller Pacific countries needed to make the best use of existing aid.



Yet another proposal for regional collaboration did meet with approval. Both the South Pacific Conference and South Pacific Forum had expressed interest in seeing work on the environment done on a regional basis. The 18th Conference in 1978 studied detailed proposals for the first phase of a South Pacific Regional Environment Programme (SPREP) and in 1980 the programme was launched as a joint venture by SPC and the South Pacific Bureau for Economic Cooperation, with the support of the United Nations Environment Programme and the Economic and Social Commission for Asia and the Pacific. A meeting of government and technical experts was held in June 1981 to prepare an action plan for the programme, which quickly expanded to include major projects on coastal and inland water quality, coastal ecosystems, pesticide safety, and negotiation of the Convention for the Protection of the Natural Resources and Environment of the South Pacific Region. The convention was

adopted in Noumea in 1986. Six years later, an

In 1978, a workshop on environmental planning and assessment was held in Papua New Guinea. The intensive sevenweek-long workshop was designed to provide middle-level officers from island governments with exposure to as many aspects of environmental planning and assessment, such as the health of coral reefs, as time permitted. In recent years, SPC's work has raised awareness of the dangers of using cyanide fishing to service the aquarium and restaurant sectors.



En 1978, un cours sur la planification et l'évaluation écologique s'est tenu en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Très chargé, il a duré sept semaines. Le cours avait pour objet de faire connaître dans les délais impartis, de nombreux aspects de la planification et de l'évaluation écologiques, telle la bonne santé des récifs coralliers, aux fonctionnaires des gouvernements insulaires. Ces dernières années, les travaux de la CPS ont permis de sensibiliser les services des pêches aux dangers de la pêche au cyanure pour l'aquariophilie et la restauration.

Pour Esika Macu Salato, le but premier de toute organisation régionale, telle que la CPS, consistait à aider les Océaniens à subvenir à ces besoins. Il déclara que la CPS avait été créée par de grands pays situés en dehors de la région au profit des peuples océaniens, mais que les pays insulaires avaient désormais leur place à côté des pays fondateurs, de plus en plus conscients de l'importance de la collaboration régionale en vue de répondre à des besoins communs. Le régionalisme restait certes une notion difficile à cerner, mais Salato considéra que "l'unité dans la diversité" en était sans doute la définition la plus heureuse. En dépit de ses disparités géographiques, linguistiques et culturelles, la région partageait des traditions, des intérêts et des points de vue communs, et considérait l'océan Pacifique comme la principale ressource de tous les Océaniens. Par ailleurs, elle connaissait les mêmes problèmes, notamment de transport et de communication.

Durant le mandat d'Esika Macu Salato à la tête de la CPS, les avantages de plus en plus évidents d'une approche régionale du développement conduisirent à la création du Forum des Îles du Pacifique, qui déboucha sur la mise en place d'une ligne maritime régionale (Pacific Forum Line) en 1977 et sur la création de l'Agence des pêches du Forum en 1979. Ces deux projets furent débattus et soutenus par les participants à la Conférence du Pacifique Sud, tandis qu'un troisième, axé sur la coopération régionale - le Fonds régional de développement -, se révéla être moins concluant. À l'époque, les petits États et Territoires insulaires éprouvaient des difficultés à obtenir des aides financières au développement et, selon les instructions de la 17e Conférence du Pacifique Sud, en 1978, la CPS organisa une réunion en vue d'envisager la mise en place d'un fonds régional pour aider ces petits pays. Les participants à

cette réunion remirent un avis défavorable, mais demandèrent à la CPS d'examiner les possibilités d'obtenir des subventions de la Banque asiatique de développement (BAsD) en faveur de ces pays, et prièrent instamment les pouvoirs publics de veiller à la mise en place de mécanismes efficaces, d'une part, pour établir une "étroite collaboration régionale en vue d'adopter des approches communes vis-à-vis des bailleurs de fonds" et, d'autre part, pour fournir l'assistance technique dont les petits pays océaniens avaient besoin pour utiliser l'aide de manière optimale.

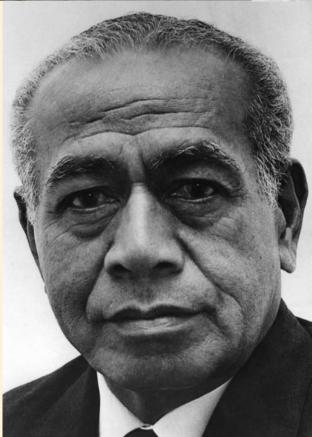
Cependant, une autre proposition de collaboration régionale fut cette fois retenue. Tant la Conférence du Pacifique Sud que le Forum du Pacifique Sud voyaient avec intérêt la réalisation de travaux sur l'environnement à l'échelon régional. Les participants à la 18e Conférence, tenue en 1978, analysèrent des propositions détaillées relatives à la première phase du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), qui fut finalement lancé en 1980 en tant que projet conjoint de la CPS et du Bureau de coopération économique du Pacifique Sud, avec le concours du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Une réunion d'experts techniques et de représentants des autorités nationales eut lieu en juin 1981 en vue d'élaborer un plan d'action pour le PROE qui, très rapidement, engloba, d'une part, de grands projets sur la qualité des eaux intérieures et côtières, les écosystèmes côtiers, l'innocuité des pesticides et, d'autre part, la négociation de la Convention sur la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud. Cette convention fut adoptée à Nouméa en 1986. Six années plus tard, il fut décidé, à l'occasion d'une réunion intergouvernementale, intergovernmental meeting decided that meeting the environmental needs of island countries and territories required an independent body and in 1991 SPREP became an autonomous regional organisation based in Apia, Samoa.

Between 1978 and 1983, regional collaboration was further boosted with changes to the criteria for SPC membership that – to quote Dr Salato – made SPC an organisation that 'embraced independent and dependent islands, and brought islanders from English and French speaking territories on to common ground'.



## DR E. MACU SALATO (FIJI) SPC Secretary-General from December 1975 to June 1979

Dr Esika Macu Salato was born on the Fiji island of Matuku, Lau Province, in 1915. He graduated from the Fiji School of Medicine (FSMed) in 1935, and after serving with the Fiji Royal Naval Volunteer Reserve during World War II was awarded a scholarship to study tuberculosis in England. He returned to Fiji to begin a long and dedicated career in medicine, initially with Fiji's TB Unit, and in local government. His career was marked by several firsts. He was the first graduate of FSMed to be appointed Senior Medical Officer (1968), and the first to reach the level of director when he became Assistant Director of Medical Services (Health) in 1969 and later Director of Curative Medical Services in 1971. From 1960 to 1972 he was an elected member of the Suva City Council and when he was elected Mayor of Suva in 1970, he was the first Fijian to hold the office. During the same period he was a member of Fiji's Great Council of Chiefs, chairman of a school board and a member of the Standing Committee of the Anglican Diocese of Polynesia. After 36 years, he retired from the Government Service in Fiji in December 1972 and spent the next six months as Fiji's Acting High Commissioner in London and Ambassador to the EEC in Brussels. From 1973 to 1975 he was first a member then the leader of the Fiji delegation to the South Pacific Conference before accepting the post of Secretary-General of SPC in October 1975. His three-year appointment was extended by six months before he retired from SPC in June 1979. Dr Salato was made a Commander of the Order of the British Empire (CBE) in 1973. He died in Auckland in 1990.



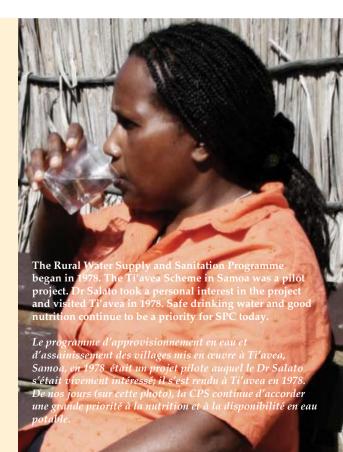


qu'un organisme indépendant devait être mis en place pour répondre aux besoins des États et Territoires insulaires océaniens dans le domaine de l'environnement et, en 1991, le PROE devint une organisation régionale autonome qui a aujourd'hui son siège à Apia (Samoa).

Entre 1978 et 1983, la collaboration régionale prit un nouveau départ grâce à la modification des critères d'adhésion à la CPS qui – pour reprendre les termes utilisés par Esika Macu Salato – faisaient de la CPS une organisation qui "regroupait des îles dépendantes et indépendantes, et plaçait sur un socle commun les Territoires de langue française et de langue anglaise".

#### ESIKA MACU SALATO (ÎLES FIDJI) Secrétaire général de la CPS de décembre 1975 à juin 1979

Esika Macu Salato est né en 1915 à Makutu (Îles Fidji) dans la province de Lau. Il obtient son diplôme de l'École de médecine de Fidji en 1935 et, après avoir servi dans les forces navales de son pays au cours de la Deuxième Guerre mondiale, il obtient une bourse d'étude qui lui permet de rejoindre l'Angleterre pour se spécialiser dans le domaine de la tuberculose. Il rentre ensuite aux Îles Fidji pour se consacrer exclusivement, pendant de longues années, à la médecine, dans un premier temps, au sein du service national de lutte contre la tuberculose, puis dans un service local. Tout au long de son parcours, il est souvent "le premier". Ainsi, il est le premier diplômé de l'École de médecine de Fidji à être nommé Médecin chef (Senior Medical Officer) en 1968, et le premier à assumer un poste de direction en devenant Directeur adjoint des Services médicaux (Santé) en 1969 et, par la suite, Directeur des Services de médecine curative en 1971. Entre 1960 et 1972, il est membre élu du Conseil municipal de Suva et, lorsqu'il devient maire de la ville en 1970, il est le premier Fidjien à occuper ce poste. Pendant cette même période, il est membre du Grand conseil des Chefs, président d'un conseil d'école et membre du Comité permanent du diocèse anglican de la Polynésie. En décembre 1972, après 36 ans de service, il quitte ses fonctions au service de l'État fidjien et séjourne pendant six mois à Londres en tant que Haut-Commissaire par intérim du gouvernement fidjien avant de devenir ambassadeur de son pays auprès de la Communauté économique européenne (CEE) à Bruxelles. Entre 1973 et 1975, il est d'abord membre puis chef de la délégation fidjienne à la Conférence du Pacifique Sud avant d'accepter le poste de Secrétaire général de la CPS en octobre 1975. Esika Macu Salato dirige l'Organisation pendant trois ans et demi avant de prendre sa retraite en juin 1979. Il est fait Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique en 1973. Il s'éteint à Auckland en 1990.



# Equal status for all members – Saipan Conference 1983

At the 18th South Pacific Conference in October 1978, delegates agreed to amend Article XXI of SPC's founding document, the Canberra Agreement. The amendment allowed any government within the territorial scope of SPC and either fully independent or in free association with a fully independent government to accede to the Canberra Agreement and thus become a full member of SPC if invited to do so by all participating governments. Previously, only independent countries could become full members.

That decision was an important step towards the resolution of the 23rd South Pacific Conference in Saipan in October 1983 that gave all 27 governments and administrations that attended the conference full and equal membership in SPC, thus admitting American Samoa, Federated States of Micronesia, French Polynesia, Guam, Kiribati, Marshall Islands, New Caledonia, Northern Mariana Islands, Palau, Pitcairn Islands, Tokelau, Tonga, Vanuatu, and Wallis and Futuna. The resolution was foreshadowed in the Secretary-General's Review of the South Pacific Commission published in April 1983. In his review, then Secretary-General Francis Bugotu wrote that 'the present functioning of the organisation has in large measure outrun its constitutional structure ... and change is necessary'. In August, the recommendations of the review were discussed at a special meeting in Canberra of the Committee of Representatives of Participating Governments (CRPG) at which delegations from non-members of the committee expressed their keenness to play a greater role in SPC decision-making and willingness to pay higher contributions to the budget. Mr Bugotu considered this to be a sign of



faith in the Commission's work and an expression of 'our desire in the region to belong together, with a solidarity of purpose, in our endeavours to help ourselves'.

# A non-political Pacific organisation

The 1983 Saipan resolution was a milestone for SPC, marking its evolution from its origins as an externally administered organisation to one that was truly representative of all Pacific Island people with all members sharing equally in decision-making. By ignoring the political standing of members, the decision affirmed SPC's status as a non-political body. The resolution also saw all member governments and administrations take on financial responsibility for SPC, with contributions based on an agreed formula.





### Tous les membres sur un pied d'égalité à la Conférence de Saipan (1983)

Lors de la 18e Conférence du Pacifique Sud, tenue en 1978, les délégués approuvèrent l'amendement de l'article XXI de la Convention de Canberra, l'acte fondateur de la CPS. Aux termes de cet amendement, toute entité étatique ou Territoriale dont le territoire est situé dans le ressort territorial de la Commission et qui est, soit pleinement indépendant, soit librement associé avec un État indépendant [...], pourra, s'il y est invité par tous les États membres, devenir partie à la Convention. Auparavant, seuls des États indépendants pouvaient devenir membres de plein droit de la CPS.

Cette décision constitua un jalon important avant l'adoption par la 23e Conférence du Pacifique Sud, tenue en octobre 1983 à Saipan, d'une résolution permettant aux 27 États et Territoires qui participaient à la Conférence de jouir du statut de membres égaux et de plein droit de la CPS; les Samoa américaines, les États fédérés de Micronésie, la Polynésie française, Guam, Kiribati, les Îles Marshall, la Nouvelle-Calédonie, les Îles Mariannes du Nord, Palau, Pitcairn, Tokelau, les Tonga, Vanuatu et Wallis et Futuna devenaient ainsi membres à part entière de la CPS. Cette résolution apparaissait déjà en filigrane dans l'Examen de la Commission du Pacifique Sud effectué par le Secrétaire général et publié en avril 1983. Dans ce document, Francis Bugotu, Secrétaire général de l'époque, notait : "Le fonctionnement actuel de l'Organisation déborde largement sa structure constitutionnelle... des modifications s'imposent". En août, les recommandations formulées par la mission d'évaluation furent examinées à Canberra, lors d'une session extraordinaire du Comité des délégués des gouvernements membres, au cours de laquelle les délégations des pays non membres du Comité firent part de leur volonté de jouer un rôle accru dans la prise de décisions de la CPS et de contribuer plus largement au budget. Francis Bugotu considéra qu'il s'agissait là d'une marque de confiance à l'égard des travaux de la Commission ainsi que de l'expression du "désir de cohésion de la région, soucieuse d'être solidaire dans ses objectifs et dans ses efforts d'autonomisation".

## Une organisation océanienne apolitique

La résolution de Saipan de 1983 marqua un tournant dans l'histoire de la CPS, scellant la dernière phase d'une évolution qui lui permit de passer d'une organisation gérée de l'extérieur à une institution véritablement représentative de tous les peuples insulaires du Pacifique, tous ses membres participant à la prise de décisions sur un pied d'égalité. En faisant abstraction du contexte politique de ses membres, cette décision consolidait le statut apolitique de la CPS. Par ailleurs, elle engageait tous les États et Territoires à assumer des responsabilités financières à l'égard de la CPS en versant des contributions calculées sur la base d'une formule préalablement approuvée.

Toutefois, pour reprendre l'expression d'un commentateur, cette "réflexion progressiste", à l'origine de la résolution de Saipan, eut aussi ses détracteurs qui déclarèrent que, en réalité, l'adhésion des Territoires dépendants donnait respectivement à la France et aux États-Unis d'Amérique trois et six voix supplémentaires lors des conférences.

According to one commentator, however, the 'burst of enlightened thinking' that led to the Saipan resolution had its detractors, who claimed that admitting dependent territories effectively gave France three more votes at conferences and the USA six more.

The changes to the governance of SPC in 1983 also included combining the roles of the CRPG and Planning and Evaluation Committee into a new body, CRGA (Committee of Representatives of Governments and Administrations), and clearly established the South Pacific Conference as the highest decision-making body. The effect of these changes was to re-emphasise that SPC, unlike other regional organisations, was the only body that regularly brought together representatives of all countries and territories in the region, and that its activities were controlled by its members. According to Secretary-General Bugotu, the continued exclusion of political discussion from the conference gave SPC the freedom to be an effective technical assistance organisation that could provide the tools of self-reliance that members needed to be truly independent.

# SPC's ambitious work programme

A look back at the work that SPC was doing in its fourth decade shows that its programmes had an increasingly practical focus, in keeping with what was termed its 'island-directed approach', and that they also covered a very wide scope. Alongside long-standing activities such as management of marine resources and community education, programmes included appropriate technology for rural areas, which took in solar generation of electricity and water supply and sanitation systems; rural employment; atoll self-sufficiency; mobile training for youth and community

development; family-level production of food crops; food hygiene; dental health; prevention of respiratory diseases; detection of illegal drug activities; and research on Pacific migration and population.

In overseeing this active organisation, the Secretary-General was supported by a Director of Programmes and a Director of Administration. In 1977, William Brown and Donald Stewart were respectively appointed to these positions, with the 17th South Pacific Conference adopting a resolution that SPC's work programme should be implemented 'by officers who understand the needs of and are acceptable to island states and territories'.

Annual reports from the period contain detailed descriptions of the work and training carried out in many areas, as the following examples show:

- The rural water supply programme gave training in windmill maintenance and water tank construction to council workers on Nikanau Atoll, Kiribati, and developed plans for water reticulation in villages in several other countries.
- The deep sea fisheries development project assessed the deep-bottom resources of the outer reef slopes of several islands and demonstrated techniques for exploiting the resource to government staff and local people. The project was considered an 'immense success' and the 1980 Regional Fisheries Meeting recommended its expansion to include the 'evaluation and demonstration of other fishing techniques that would enable artisanal fishermen to further diversify'.
- The Socio-Economics Unit, which was staffed by a statistician, a demographer and an economist among others, gave sixweek training courses in collecting and analysing statistical data in several countries,





La gouvernance de la CPS connut également une évolution, notamment en 1983 lorsque le Comité des délégués des gouvernements membres et le Comité d'évaluation et de planification fusionnèrent pour donner naissance au Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA), confortant la Conférence du Pacifique Sud dans son rôle d'organe de décision suprême. Ces changements eurent pour effet de renforcer le rôle fédérateur de la CPS qui, contrairement aux autres organisations régionales, était la seule à réunir régulièrement les représentants de tous les États et Territoires de la région, lesquels, de surcroît, avaient un droit de regard sur ses activités. Selon le Secrétaire général Francis Bugotu, l'exclusion systématique de tout débat politique donnait à la CPS toute la "liberté requise pour être une organisation d'assistance technique efficace... capable de fournir à ses membres les outils d'autodéveloppement leur permettant d'être réellement indépendants".

## Un programme de travail ambitieux

L'analyse rétrospective de l'action menée par la CPS au cours de sa quatrième décennie d'existence révèle que ses départements et sections firent preuve d'un pragmatisme croissant pour rester en phase avec ce qu'il était coutume d'appeler "l'approche insulaire de l'Organisation", mais qu'ils couvraient un éventail de domaines particulièrement large. Outre les activités traditionnelles telles que la gestion des ressources marines et l'éducation communautaire, les départements et sections s'occupaient de la mise en place de techniques adéquates en milieu rural comme, par exemple, l'utilisation de l'énergie solaire pour produire de l'électricité, la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'installations sanitaires ; l'emploi en milieu rural; l'autosuffisance sur les atolls; la formation itinérante au profit du développement de la jeunesse et des collectivités; la production vivrière à l'échelon domestique; l'hygiène alimentaire et dentaire; la prévention des maladies respiratoires; la lutte contre le trafic de drogue; et les recherches sur la démographie et la migration dans la région océanienne.

Pour superviser l'Organisation, active sur tous les fronts, le Secrétaire général était épaulé par un Directeur des programmes et un Directeur des services. En 1977, William Brown et Donald Stewart furent respectivement nommés à ces postes, et la 17e Conférence du Pacifique Sud adopta une résolution préconisant de confier la mise en œuvre du programme de travail de l'Organisation à "des agents qui aient une parfaite connaissance des besoins et recueillent l'assentiment des États et Territoires insulaires océaniens."

Les rapports annuels de cette période contiennent des informations détaillées sur les travaux réalisés et la formation dispensée dans ces domaines, comme le montrent les exemples suivants :

- Le Programme d'approvisionnement en eau en milieu rural permit à la CPS de former les agents du Conseil de l'atoll de Nikanau (Kiribati) à l'entretien de moulins à vent et de pompes manuelles, ainsi qu'au montage de citernes d'eau, et d'élaborer des plans d'extension des réseaux d'alimentation en eau dans les villages dans plusieurs autres pays.
- Le Projet de développement de la pêche au demi-large permit d'évaluer les ressources halieutiques des tombants externes profonds ainsi que de former la population locale et les agents du secteur public à l'utilisation des techniques d'exploitation de ces ressources.
   Le projet eut un succès jugé "retentissant"

organised special training on collecting data for employment planning, and assisted in census planning and processing of population data for use in policy-making. Dr Feleti Sevele, appointed as economist in mid-1978, published a paper entitled 'How successful is small-holding farming in the South Pacific Islands?' (South Pacific Bulletin, 1st quarter 1980), which examined the realities of developing commercial agriculture in the region. Using the rise and fall in banana exports from the 1960s to mid-1970s and the Fiji sugar industry as examples, he concluded that the prevailing small-holder system needed organisational and structural changes if more farmers were to make the difficult transition to commercial cropping. (Dr Sevele became Prime Minister of Tonga in 2006.)

The SPC Plant Protection Officer visited Cook Islands and Samoa in 1978, where he gave farmers field training sessions on controlling problems in banana. The main emphasis was on training spray teams and explaining calibration methods. Participants said it was the first time that spraying techniques had been practically and effectively explained to them.

## **Budget realities**

At the 1980 South Pacific Conference in Port Moresby, Young Vivian, Secretary-General from 1979 to 1982, noted that SPC had attracted USD 2 million from external sources for specific projects, such as skipjack assessment and rural water supplies, and he expected this trend to continue. However, the scope of SPC's programmes was ambitious given the resources available, and the 1981 Planning and Evaluation Committee meeting recommended cutting back on several activities. At the 1981 South Pacific Conference, Young Vivian apologised to members for not being able to respond to a number of requests made during the year because of a shortage of money. The core budget had not increased since 1978, and inflation and the decline in the purchasing power of the Central Pacific Franc had curtailed SPC's ability to respond to requests. This shortfall in funding continued to be a problem and at the end of the decade, in his address to the 27th South Pacific Conference in 1987, Secretary-General Palauni Tuiasosopo spoke of the 'serious and growing imbalance between our programme objectives on the one hand and our logistical ability to carry them out effectively on the other'.





- et les participants à la Conférence technique régionale sur les pêches de 1980 recommandèrent d'étendre le projet en vue d'inclure "l'évaluation et la démonstration d'autres techniques de pêche qui permettent aux artisans pêcheurs de diversifier davantage leur production".
- Le Département des affaires socioéconomiques qui comptait, entre autres, un statisticien, un démographe et un économiste, dispensa des cours de formation de six semaines à la collecte et à l'analyse de données statistiques dans plusieurs pays, organisa une formation spéciale à la collecte de données en vue de planifier l'emploi, et participa à l'organisation d'un recensement et au traitement des données démographiques devant par la suite servir de base à la prise de décisions. Feleti Sevele, recruté à un poste d'économiste dans le courant de l'année 1978, publia un document intitulé L'avenir de la petite exploitation agricole en Océanie (Bulletin du Pacifique Sud, premier trimestre 1980) dans lequel il analysait les réalités du développement de l'agriculture commerciale dans la région. Prenant comme exemple l'essor des exportations de bananes dans les années 60 jusqu'à leur déclin au milieu des années 70, ainsi que l'industrie fidjienne du sucre, il conclut que le système de la petite exploitation individuelle devait faire l'objet d'une réorganisation et de réformes structurelles pour permettre à un nombre croissant d'agriculteurs d'opérer la difficile transition vers une agriculture commerciale. Feleti Sevele devint Premier Ministre des Tonga en 2006.

### Réalité budgétaire

Lors de la Conférence du Pacifique Sud tenue à Port-Moresby en 1980, Young Vivian, Secrétaire général de 1979 à 1982, souligna que la CPS avait recueilli 2 millions de dollars É.-U. auprès de sources externes afin de mener à bien des projets particuliers, comme l'évaluation des stocks de bonites et la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau potable en milieu rural, et il indiqua que cette tendance allait se poursuivre. Cependant, le champ d'activité de la CPS était ambitieux, compte tenu des ressources disponibles ; aussi le Comité d'évaluation et de planification, réuni en 1981, recommanda-t-il de réduire certains projets. Lors de la Conférence du Pacifique Sud de 1981, Young Vivian, Secrétaire général en exercice, présenta ses excuses aux représentants des États et Territoires insulaires océaniens, car la CPS n'avait pas pu, cette annéelà, honorer un certain nombre de demandes en raison de contraintes budgétaires. En effet, non seulement le budget ordinaire n'avait pas augmenté depuis 1978, mais l'inflation et la dépréciation du franc Pacifique empêchèrent la CPS de donner une suite favorable aux demandes qui lui avaient été faites. Ces problèmes de trésorerie persistèrent et, à la fin de la décennie, dans le discours qu'il prononça devant les participants à la 27e Conférence du Pacifique Sud, tenue en 1987, le Secrétaire général Palauni Tuiasosopo évoqua les "graves déséquilibres, de plus en plus fréquents, entre, d'une part, les objectifs de nos projets et, d'autre part, notre capacité logistique de les atteindre".

Le spécialiste de la protection des végétaux de la CPS s'est rendu aux Iles Cook et au Samoa en 1978 pour donner des cours de formation sur le terrain dans le domaine de la lutte contre les maladies des bananiers. Il s'est essentiellement occupé de former des équipes de pulvérisation, et d'expliquer les méthodes de calibrage. Les participants ont déclaré que pour la première fois, les techniques de pulvérisation leur avaient été expliquées de façon pratique et efficace.

#### HON. M. YOUNG VIVIAN (NIUE) SPC Secretary-General from July 1979 to June 1982

Mititaiagimene Young Vivian was born in Niue in 1935. He graduated from Ardmore Teachers College, Victoria University, in Wellington, New Zealand, and began a 10-year teaching career, first in New Zealand secondary schools and then in Niue. After being elected to the Niue Assembly in 1969, he became Minister of Education, Agriculture, Economic Development, Cultural Activities, Women, Youth and Sport. He was also chairman of the Niue Development Board. From 1970 to 1973, Mr Vivian was a member of Niue's constitutional negotiation team and in 1973 and 1974 he attended sessions of the UN Fourth Committee as a member of the New Zealand mission to the UN to discuss Niue's constitutional status. He was appointed Secretary-General of SPC in July 1979. During his term, Cook Islands and Niue became participating governments of SPC and despite budget constraints, there were notable advances in the work programme, including the establishment of the Pacific Women's Bureau and the Tuna and Billfish Assessment Programme. He was an advocate of the 'Pacific way' and while at SPC, he emphasised the benefits of regional cooperation. In June 1982, he completed his term in office as Secretary-General and returned to Niue, where he once again became a member of the Niue Assembly. Mr Vivian became Premier of Niue in 2002, an office that he still held in 2007.

Some long-term programmes, such as the dental care and English language programmes, ended - the latter being transferred to the University of the South Pacific in 1988. The focus of others, such as the nutrition programme, continued to alter with changes in Pacific societies. In the late 1970s and early 1980s, concern was already being expressed about growing reliance on imported food and the increased incidence of diabetes. An article in SPC's quarterly bulletin in 1978 stressed that instances of malnutrition in the Pacific Islands were a follow-on from the rapid move from subsistence economies towards wage-based economies and migration to urban centres. Along with SPC's nutrition programme, parts of several health, youth and agriculture projects were aimed at remedying the situation by encouraging growing, marketing and eating more traditional food.

Relatively large programmes were carried out by small numbers of staff, who often relied on shortterm consultants, and sometimes volunteers, to fill the gaps. The agriculture programme, for example, was staffed by only two professional officers - a tropical agriculturist and a plant protection officer. The programme's work plan for 1983 stated that the programme would take a multi-disciplinary approach and would rely on inputs from all SPC staff, particularly in the areas of health, energy and community development. Activities in agriculture during this period included the production of traditional crops; home economics; coconut intercropping and coconut by-products; and training in animal husbandry, pesticide use and quarantine services. Another important programme, Environmental Health, had only one professional officer, who used the services of US Peace Corps volunteers to implement projects in villages.





SPC's public health activities extended to dental health. The work of the Dental Public Health Officer included research into the prevention of dental diseases, training in preventive dentistry and advisory visits to countries and territories. The officer also acted as consultant to the International Dental Federation.

#### MITITAIAGIMENE YOUNG VIVIAN (NIUE) Secrétaire général de la CPS de juillet 1979 à juin 1982

Mititaiagimene Young Vivian est né à Niue en 1935. Il obtient son diplôme du *Ardmore Teachers College*, Université Victoria, à Wellington (Nouvelle-Zélande) et enseigne pendant dix ans dans différents établissements d'enseignement secondaire en Nouvelle-Zélande et à Niue. Après son élection à l'Assemblée de Niue en 1969, il devient Ministre de l'éducation, de l'agriculture, du développement économique, de la culture, de la promotion de la condition féminine, de la jeunesse et des sports. Il est également président du Conseil de Niue pour le développement. De 1970 à 1973, Mititaiagimene Young Vivian est membre d'une équipe chargée des négociations sur la Constitution de Niue et, en 1973 et 1974, il participe aux sessions de la Quatrième Commission des Nations Unies en tant que membre de la mission néo-zélandaise auprès des Nations Unies en vue de débattre le

statut constitutionnel de Niue. Il est nommé Secrétaire général de la CPS en juillet 1979. Pendant son mandat à la tête de l'Organisation, les Îles Cook et Niue rejoignent la CPS et, en dépit de contraintes budgétaires, des progrès considérables sont accomplis, notamment la mise en place du Bureau technique des femmes du Pacifique et du Programme d'évaluation des thonidés et marlins. Mititaiagimene Young Vivian est un fervent défenseur de "l'esprit océanien" et, tout au long de son mandat, il met en avant les avantages de la coopération régionale. En juin 1982, il quitte son poste de Secrétaire général et rentre à Niue où il réintègre l'Assemblée. Il devient Premier Ministre de Niue en 2002, poste qu'il occupait toujours en 2007.



Les activités de la CPS en matière de santé publique se sont étendues aussi au domaine de la santé dentaire. Le travail du spécialiste de la santé dentaire a porté sur la recherche en matière de prévention des affections dentaires, la formation en dentisterie préventive et des missions de conseils aux pays et territoires océaniens. Il faisait également office de consultant auprès de la Fédération dentaire internationale.

Certains programmes de longue haleine, tels que la campagne en faveur de l'hygiène dentaire et l'enseignement de l'anglais prirent fin, ce second ayant été transféré à l'Université du Pacifique Sud en 1988. D'autres départements de la CPS, tels que la Section nutrition, continuèrent d'adapter leurs priorités à l'évolution des sociétés océaniennes. À la fin des années 70 et au début des années 80, la dépendance croissante vis-àvis des aliments importés et l'augmentation du diabète étaient déjà sources d'inquiétude. Un article publié en 1978 dans le bulletin trimestriel de la CPS révélait que les cas de malnutrition dans les États et Territoires insulaires océaniens résultaient de la transition rapide d'une économie de subsistance à une économie de marché et d'un exode rural important. Outre les activités de la Section nutrition de la CPS, plusieurs projets des domaines de la santé, de la jeunesse et de l'agriculture prévoyaient entre autres de remédier à cette situation en encourageant la culture, la commercialisation et la consommation de produits traditionnels.

Des projets relativement importants furent menés à bien par des agents qui étaient peu nombreux et dépendaient souvent de consultants intervenant de manière très ponctuelle ainsi que, parfois, de volontaires appelés en renfort. Par exemple, le Département de l'agriculture comptait uniquement deux cadres professionnels: un expert en agriculture tropicale et un agent spécialisé dans la protection des végétaux, alors que le programme de travail de 1983 stipulait que le Département devait adopter une approche pluridisciplinaire et qu'il comptait sur la contribution de l'ensemble du personnel de la CPS, en particulier les agents de la santé, de l'énergie et du développement communautaire. Le Département était notamment chargé de mener les activités suivantes dans le domaine agricole : produits traditionnels, économie domestique, culture intercalaire du cocotier et produits dérivés de la noix de coco, formation à l'élevage, utilisation de pesticides, et services de contrôle zoo et phytosanitaire. La Section salubrité de l'environnement, particulièrement importante, disposait d'un seul agent professionnel qui avait recours aux services du Corps des volontaires de la paix des États-Unis d'Amérique pour mener à bien les projets dans les villages.

# New directions for development

Two significant programmes established during the decade, both when Young Vivian was Secretary-General, were the Pacific Women's Resource Bureau and the Tuna and Billfish Assessment Programme.

In 1981, halfway through the UN Decade for Women (1976-1985), the Seminar of South Pacific Women in Papeete, Tahiti, asked SPC to set up a Women's Resource Bureau. Their request was endorsed by the 21st South Pacific Conference in the same year, although a Papua New Guinea delegate pointed out that while one of the conference's themes was 'Women in development', few countries had included women in their delegations. In his address to the conference, Young Vivian called for strong support for the bureau, saying that without it there would be 'continual difficulties in establishing meaningful women's projects'. A plan of action was adopted by the meeting despite some countries reserving agreement on all clauses of the strongly worded preamble, which referred to colonial and economic imperialism and the dumping of nuclear waste.

The new bureau began functioning in 1982 after the appointment of Vanuatu journalist and activist Hilda Lini as the Women's Programme Officer, a post she held from 1982 to 1987. Six months after joining SPC, she spoke of the difficulties of deciding which priorities to tackle, noting the importance of projects on women's and children's health and nutrition, pre-school development and a socio-economic survey of women, but lamenting the lack of funding to ensure their continuation. Addressing a regional meeting on rural development in 1983, she



The bait net being hauled during day baiting on board the Hatsuori Maru No. 5, the Japanese fishing boat used in the final year of SPC's three-year skipjack survey.

Le halage du filet à appâts au cours d'un appâtage de jour à bord du Hatsutori Maru 5, le bateau de pêche japonais utilisé pendant la dernière année du programme d'étude de trois ans sur la bonite, mené par la CPS.



#### Nouveaux axes de développement

Deux outils importants furent mis en place pendant cette décennie, lors que Young Vivian était à la tête de l'Organisation : le Bureau technique des femmes du Pacifique et le Programme d'évaluation des thonidés et marlins.

En 1981, au milieu de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985), les participants au Séminaire des femmes du Pacifique Sud, tenu à Papeete (Tahiti), demandèrent à la CPS de mettre en place un Bureau technique des femmes du Pacifique, requête approuvée par la 21e Conférence du Pacifique Sud tenue cette même année. Certes, un délégué de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pouvait faire observer en cette occasion que, si l'un des thèmes de la Conférence portait bien sur "les femmes dans le développement", peu de pays comptaient des représentantes au sein de leur délégation. Dans le discours qu'il prononça alors, Young Vivian appela les participants à appuyer sans réserve la mise en place du Bureau, arguant que cet outil était indispensable pour surmonter les "difficultés persistantes d'établir des projets réellement porteurs en faveur des femmes". Un plan d'action fut adopté à cette réunion, malgré le refus de certains pays d'entériner toutes les clauses du préambule, dont certains termes, particulièrement forts, faisaient référence à l'impérialisme colonial et économique ainsi qu'au déversement de déchets nucléaires.

Le Bureau technique des femmes du Pacifique fut opérationnel en 1982 après la nomination d'une journaliste et militante ni-Vanuatu, Hilda Lini, au poste de Chargée du Bureau des femmes, fonction qu'elle occupa de 1982 à 1987. Six mois après avoir rejoint la CPS, elle évoqua les difficultés de sélectionner les domaines prioritaires, notant l'importance des projets menés en faveur de la

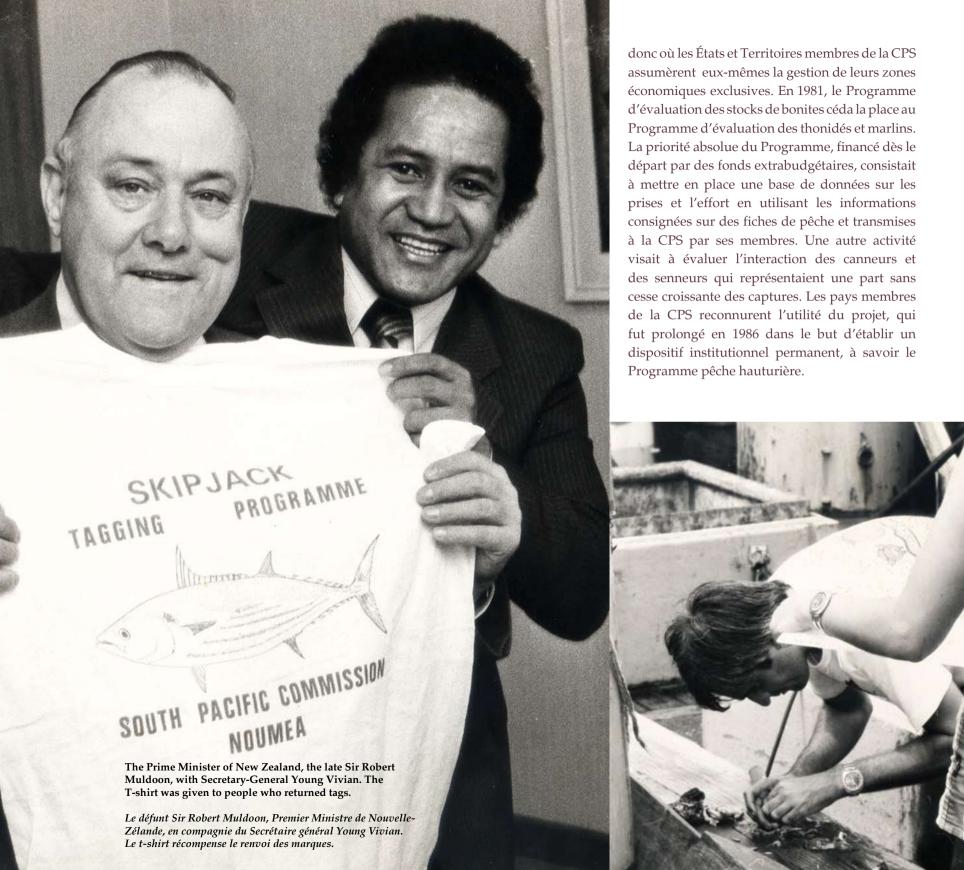
santé et de la nutrition des femmes et des enfants, du développement préscolaire et d'une enquête sur la situation socioéconomique des femmes, et regrettant par la même occasion le manque de ressources financières pour poursuivre lesdits projets. Lors d'une Conférence régionale sur le développement rural, en 1983, elle attira l'attention des participants sur ce qu'elle appela la "moitié oubliée de la population rurale", insistant sur le fait que le développement était synonyme de changement et que, pour permettre cette évolution, toute planification devait reposer sur une conception moderne de la femme. Parmi les obstacles à la participation des femmes vivant en milieu rural au processus de développement elle évoqua le manque d'éducation, et le Bureau recommanda et dispensa une formation aux femmes pour leur permettre de comprendre l'action des pouvoirs publics et de participer à la prise de décisions. En 1987, Hilda Lini rentra à Vanuatu pour participer, avec succès, aux élections nationales. Elle détint différents portefeuilles ministériels jusqu'à sa démission en 1996, puis fut nommée directrice d'une organisation non gouvernementale régionale (Pacific Concerns Resource Centre).

Le Programme d'évaluation des stocks de bonites, mené de 1977 à 1980, fut considéré, lors d'une réunion de l'Agence des pêches du Forum, comme l'une des activités les plus concluantes de la Commission. Le marquage était utilisé pour évaluer les stocks, les flux migratoires ainsi que les taux de croissance de cette précieuse ressource. Les prises totales de bonite dans la région dépassaient les 200 000 tonnes en 1977 pour une valeur (poisson frais) de 100 millions de dollars australiens. La pêche de thonidés à l'échelle commerciale commença à se développer rapidement au début des années 80, à l'époque

drew attention to the 'forgotten 50 per cent of the rural community', stressing that development meant change and for change to occur, planning must consider women in modern terms. One of the perceived barriers to rural women participating in development was lack of education, and the bureau advocated and provided training to help women understand how government worked and how to participate in decision-making. In 1987, Hilda Lini returned to Vanuatu and successfully contested the parliamentary elections. She held several ministerial portfolios until her resignation in 1996, later becoming director of a regional non-government organisation, Pacific Concerns Resource Centre.

SPC's Skipjack Assessment Programme, which ran from 1977 to 1980, was acknowledged at an FFA meeting as one of the Commission's most successful programmes. Tagging was used to assess stock numbers, migration and growth rates of this valuable resource. Total catches of skipjack in the region exceeded 200,000 tons in 1977 and had a fresh fish value of around AUD 100 million. Commercial tuna fishing was expanding rapidly during this period. At the same time, SPC countries were taking control of their exclusive economic zones and in 1981, the skipjack programme was succeeded by the Tuna and Billfish Assessment Programme. The main priority of the programme was to set up a regional catch and effort database. Other work included assessing the interaction between pole-and-line and purse-seine fisheries, which were taking an increasing share of the catch. The value of the programme to members was acknowledged when it was extended in 1986 with the aim of establishing a permanent arrangement, the Oceanic Fisheries Programme.





### Ending the decade on an equal footing

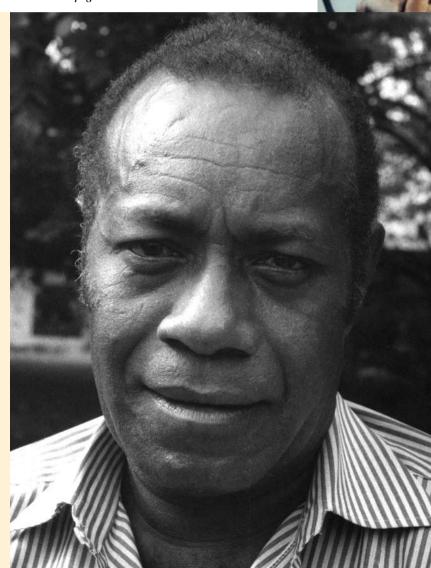
As SPC looked forward to its 40th anniversary in 1987, outgoing Secretary-General Francis Bugotu told the 26th South Pacific Conference in Papeete of his determination to ensure that development projects responded to the needs expressed by island people themselves. He was also emphatic that projects should lead to self-sufficiency, noting that governments throughout the region were evaluating their own resources and opportunities and setting their own goals. Mr Bugotu ended his address with the compliment paid to SPC by the French Prime Minister, Jacques Chirac, during his visit to New Caledonia in 1986: 'The successes of the South Pacific Commission in fostering regional development give us an idea of what can be achieved through trustful cooperation between states and territories working together on an equal footing for their common prosperity.'

Fisheries workers deploy FADs (fish aggregating devices) in Cook Islands with former Prime Minister Tom Davies.

Des techniciens des pêches déploient des dispositifs de concentration du poisson (DCP) aux Îles Cook, en compagnie de l'ancien Premier ministre Tom Davies.

## MR FRANCIS BUGOTU (SOLOMON ISLANDS) SPC Secretary-General from July 1982 to November 1986

Francis Bogutu was born in Guadalcanal, Solomon Islands, in 1937. By the time he joined SPC in 1982 he had served his country as a teacher, civil servant, diplomat and writer. His long interest in education began with his graduation from Ardmore Teachers College, Auckland, in 1956. After returning to Solomon Islands, he spent several years teaching in the mission schools of the Church of Melanesia, eventually being appointed an inspector. He joined the Government Service in 1962 as an Education Officer and lectured at the Solomon Islands Teachers College and in 1968 became Chief Education Officer and Permanent Secretary in the Ministry of Education. After completing a masters degree in linguistics at Lancaster University, UK, in 1972-73 he led a review of the Solomon Islands education system, which resulted in the setting-up of provincial secondary schools designed to give a 'practical' rather than an 'academic' education. He was appointed Permanent Secretary to the Chief Minister and Council of Ministers of the Solomon Islands government in 1976, and held the position till 1978 when Solomon Islands became independent. Independence saw the beginning of his diplomatic career when he became Secretary for Foreign Affairs and a roving ambassador. He was accredited as Solomon Islands Ambassador to the USA, UN, EEC, West Germany and Sweden, and High Commissioner to Australia, Canada, New Zealand and the UK. A memoir of the time by a US aid official noted that 'this one-man diplomatic corps' had only two clerical assistants to help him and was complaining of 'being besieged by donor agencies' wanting to finance more projects than his government could absorb. He was greatly interested in the culture of his country and wrote a play called 'This Man' and several essays, including 'The Impact of Western Culture on Solomon Islands Society'. He brought to SPC first-hand knowledge of both international relations and of grassroots issues in the Pacific. Mr Bogutu was awarded the CBE in 1979. He died in 1992.





### Une fin de décennie sur un pied d'égalité

Alors que la CPS s'apprêtait à fêter son 40e anniversaire en 1987, le Secrétaire général sortant Francis Bugotu, dans un discours prononcé lors de la 26e Conférence du Pacifique Sud à Papeete, réaffirma qu'il s'engageait à ce que les projets de développement répondent aux besoins particuliers des Océaniens et leur permettent d'être autosuffisants. Il souligna avec force que les projets devaient viser l'autosuffisance, notant que les États et Territoires de la région évaluaient leurs propres ressources ainsi que les possibilités qui s'offraient à eux, et définissaient leurs propres objectifs. Il clôtura son discours en reprenant l'hommage rendu à la CPS par Jacques Chirac, alors Premier Ministre, lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie en 1986 : "les succès de la Commission du Pacifique Sud dans la promotion du développement régional nous donnent une idée des résultats que nous pouvons obtenir par le biais d'une coopération étroite entre les États et Territoires dès lors qu'ils travaillent de concert, sur un pied d'égalité, à une prospérité commune."

#### FRANCIS BUGOTU (ÎLES SALOMON) Secrétaire général de la CPS de juillet 1982 à novembre 1986

Francis Bugotu est né à Guadalcanal (Îles Salomon) en 1937. Avant d'entrer au service de la CPS en 1982, il exerce différentes activités dans les domaines de l'enseignement, de la fonction publique, de la diplomatie et de la littérature. Son intérêt pour l'éducation remonte à 1956, date à laquelle il obtient son diplôme du Ardmore Teachers College d'Auckland (Nouvelle-Zélande). À son retour aux Îles Salomon, il se consacre pendant plusieurs années à l'enseignement dans les écoles des missionnaires de l'Église de Mélanésie et finit par être nommé inspecteur. Il rejoint la fonction publique en 1962 en tant que Chargé d'éducation et enseigne au Solomon Island Teachers College avant de devenir, en 1968, le Directeur des services de l'éducation et Secrétaire permanent au ministère de l'éducation. Après avoir obtenu une maîtrise de linguistique de l'Université de Lancaster (Royaume-Uni), il est chargé, en 1972-1973, de diriger une mission d'évaluation du système éducatif salomonais qui aboutit à la mise en place d'écoles secondaires provinciales où l'enseignement est "pragmatique" plutôt qu'"académique". Il est nommé Secrétaire permanent auprès du Premier Ministre et du Conseil des ministres du gouvernement salomonais en 1976, et il occupe ce poste jusqu'en 1978 lorsque les Îles Salomon accèdent à l'indépendance. Cette accession à l'indépendance marque le début de sa carrière diplomatique lorsqu'il devient Ministre des affaires étrangères et ambassadeur itinérant. Il est nommé ambassadeur des Îles Salomon auprès des États-Unis d'Amérique, de l'Organisation des Nations Unies, de la Communauté économique européenne, de la République fédérale d'Allemagne et de la Suède, ainsi que Haut-Commissaire auprès de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni. Une note de l'époque, rédigée par un agent de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USaid), révèle que ce "corps diplomatique à lui tout seul" n'a que deux assistants et se plaint d'être "harcelé par les organismes bailleurs de fonds" désireux de financer davantage de projets que les autorités de son pays ne sont en mesure de gérer. Il porte un vif intérêt à la culture de son pays et il est l'auteur d'une pièce intitulée "This Man" ainsi que de plusieurs essais dont "The Impact of Western Culture on Solomon Island Society". La CPS bénéficie durant son mandat des compétences très pointues d'un homme rompu aux relations internationales et aux questions qui se posent au quotidien à tous les Océaniens. Il est fait Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique en 1979. Il décède en 1992.







#### KEY EVENTS 1977-1987

1977: Pacific Forum Line established

1979: Forum Fisheries Agency (FFA) established

1980: Tuna and Billfish Assessment Programme, which subsequently became the Oceanic Fisheries Programme, established by South Pacific Conference in Papua New Guinea

1981: Pacific Women's Bureau established by 21st South Pacific Conference in Vanuatu

1983: 23rd South Pacific Conference held in Saipan; the conference passed a resolution to admit all 27 governments and administrations attending the conference to full and equal membership in SPC

1984: First meeting of Committee of Representatives of Governments and Administrations (CRGA) in Noumea, 21–25 May

## LES FAITS MARQUANTS DE 1977 À 1987

1977 : Mise en place de la Pacific Forum Line

1979 : Création de l'Agence des pêches du Forum

1980 : Création, lors de la Conférence du Pacifique Sud tenue en Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Programme d'évaluation des thonidés et marlins, qui deviendra par la suite le Programme pêche hauturière

1981: Création du Bureau technique des femmes du Pacifique lors de la 21e Conférence du Pacifique Sud tenue à Vanuatu

1983 : 23e Conférence du Pacifique Sud à Saipan. Elle adopte une résolution permettant aux 27 États et Territoires insulaires océaniens qui participent à la Conférence de jouir du statut de membres égaux et de plein droit de la CPS

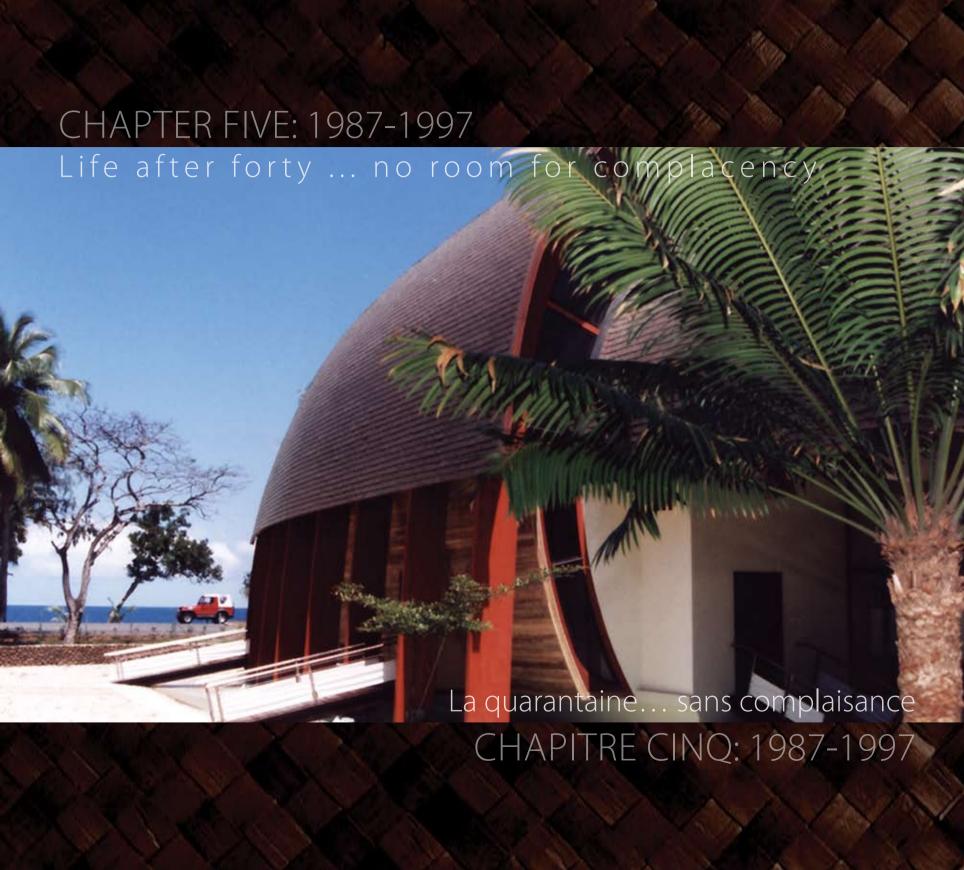
1984 : Première session du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA) à Nouméa, du 21 au 24 mai













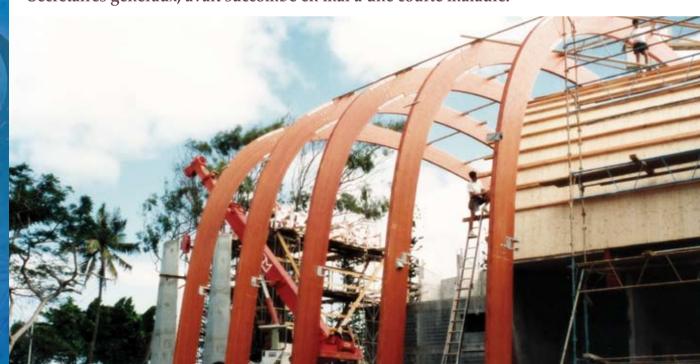


## Life after forty ... no room for complacency

SPC celebrated its 40th anniversary in 1987 in the context of rapid change. All of the Conference's 27 governments and administrations were now full members and shared equally in the decision-making process, irrespective of their political status. Within the organisation, a completely new management team was in place, consisting of the new Secretary-General, the Hon. Palauni Tuiasosopo of American Samoa, the Director of Programmes, Jon Jonassen (Cook Islands) and the Deputy Director of Programmes, Hélène Courte (New Caledonia). A new Finance Manager also replaced Ivan Boyd, who died in May of that year after a short illness. He had worked as Finance Manager with 11 Secretaries-General over 32 years.

#### La quarantaine... sans complaisance

L'année 1987 marqua le quarantième anniversaire de l'Organisation dans un contexte nouveau caractérisé par de rapides changements. La CPS avait atteint un tournant de son histoire lorsque les vingt-sept États et Territoires représentés à la Conférence étaient tous devenus des membres égaux et de plein droit, participant sur un pied d'égalité à la prise de décision, indépendamment de leur statut politique. À la tête de l'Organisation, la Direction venait d'être entièrement renouvelée avec l'arrivée du nouveau Secrétaire général, M. Palauni Tuiasosopo des Samoa américaines, du Directeur des programmes, M. Jon Jonassen des Îles Cook, et de la Directrice adjointe des programmes, Mme Hélène Courte de la Nouvelle-Calédonie. Un nouveau Directeur des finances avait également succédé à M. Ivan Boyd qui, après plus de trente-deux ans de services auprès de onze Secrétaires généraux, avait succombé en mai à une courte maladie.



# Dynamic new partnership between the Secretariat and its members

The organisation was charting new territory with respect to its budget, as extra-budgetary sources almost equalled the core budget contributions made by member governments.

At the May 1987 CRGA meeting, the new Secretary-General emphasised the need to first tap non-traditional sources of funding for developmental activities, and called on members 'to view our requirements with a practical loosening of the budget belt'; he vowed to derive maximum benefit from the resources at SPC's disposal. Looking towards the future of SPC after its first 40 years, he said, 'We can take courage from past achievements but there is no room for complacency about the future when we know that there is an enormous amount of work to be done before even the basic needs of all the peoples of the region are met.'

In October the same year, SPC promoted the 27th Conference, which marked its 40th anniversary, 'as the conference of a new partnership with governments and administrations'. SPC was determined to show that there was life after 40 for what had become the oldest and most inclusive regional organisation. The Secretariat's vision of a 'purposeful future' was fully endorsed by the conference in a resolution that resolved and reaffirmed 'its commitment to the South Pacific Commission and its work'.

## SPC joins the South Pacific Organisations Coordinating Committee (SPOCC)

By 1987, SPC had to adjust positively to the fact that other organisations were also active in the region. CCOPP-SOPAC (forerunner of the South Pacific Applied Geoscience Commission, or SOPAC) and USP were founded in 1970. The South Pacific Forum and its secretariat, the South Pacific Bureau for Economic Cooperation (SPEC, later the South Pacific Forum Secretariat), had been created in 1971. (The Forum later became the Pacific Islands Forum and its secretariat, the Pacific Islands Forum Secretariat or PIFS.) FFA was set up in 1979, and the East-West Center in 1980. The Forum, in particular, was established because SPC's non-political mandate prohibited discussion of political issues at the conference.

In 1991, Ratu Sir Kamisese Mara, then Prime Minister of Fiji, alluded to the creation of SPC and the Forum in his address to the 31st South Pacific Conference, saying, 'One thing that was banned from discussions [at SPC] was politics and that was why the Forum started... it occurs to me that if only the South Pacific Commission had allowed some discussion of politics, perhaps there would have been a single regional organisation.'

During the late 1970s and 1980s, the concept of a single regional organisation (SRO) returned to the forefront and was the subject of 'prolonged debate and concern over unnecessary duplication and overlap of activities, focusing the debate mainly on SPC and its sister organisation SPEC', as SPC Secretary-General Francis Bugotu pointed out in his 1983 internal review of the organisation. The emphasis during that period was on identifying areas in which these two organisations could cooperate to achieve greater cost-efficiency and





## Un nouveau partenariat dynamique entre le Secrétariat général et ses États et Territoires membres

Le budget de l'Organisation présentait une ventilation sans précédent, à savoir que les fonds non statutaires étaient pratiquement équivalents au budget ordinaire alimenté par les contributions des États et Territoires membres.

À la session du CRGA de mai 1987, le nouveau Secrétaire général insista sur la nécessité d'exploiter les sources non traditionnelles de financement pour financer les activités de développement, de demander aux membres de "répondre à nos besoins en déliant concrètement les cordons de la bourse", et de tirer le meilleur parti des ressources à la disposition de la CPS. Évoquant l'avenir de la CPS, quarante ans après sa création, il déclara: "Nous pouvons puiser du courage dans nos réussites passées, mais la complaisance n'est pas de mise lorsque l'on aborde l'avenir et que l'on sait que nous avons encore énormément de chemin à parcourir avant même que les besoins fondamentaux de tous les peuples de la région puissent être satisfaits."

Working for the region: 'There is an enormous amount of work to be done before even the basic needs of all the peoples of the region are met'. (Secretary-General Palauni Tuiasosopo)

Au service de la région : "Nous avons encore énormément de chemin à parcourir avant même que les besoins fondamentaux de tous les peuples de la région puissent être satisfaits ." (Palauni Tuiasosopo, Secrétaire général) En octobre de la même année, lors de la 27e Conférence qui commémora le quarantième anniversaire de l'Organisation, la CPS salua l'instauration "d'un nouveau partenariat avec les États et Territoires". La CPS était résolue à prouver que la quarantaine ne marquait pas le déclin de celle qui était devenue la "grande dame" des organisations régionales et la plus représentative d'entre elles. "Donner un sens à l'avenir": cette vision du Secrétariat général fut pleinement entérinée par les participants dans une résolution qui réaffirmait vigoureusement l'attachement des membres à la Commission du Pacifique Sud et son travail.

## La CPS, membre du Comité de coordination des organisations du Pacifique Sud (CCOPS)

Dès 1987, la CPS, constatant que d'autres organisations travaillaient activement dans la région, dut s'adapter de façon positive à cette nouvelle situation. Le CCOPPS-SOPAC (prédécesseur de la SOPAC) et l'Université du Pacifique Sud avaient été fondés en 1970, suivis une année plus tard du Forum du Pacifique Sud et de son Secrétariat général, le Bureau de coopération économique du Pacifique Sud (qui devinrent respectivement le Forum des îles du Pacifique et son Secrétariat général). L'année 1979 vit la création de l'Agence des pêches du Forum et 1980, la naissance du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et du Centre Orient-Occident. Le Forum, en particulier, doit son existence au fait que le mandat apolitique de la CPS proscrivait tout débat d'ordre politique à la Conférence. En 1991, dans son discours devant les délégués à la 31e Conférence du Pacifique Sud,

rationalisation of activities, though as Bugotu also noted, 'SPC, as the longest established regional organisation, is sometimes accused of duplicating activities that it in fact initiated.'

In 1988, following increasing calls for greater cooperation between the region's intergovernmental organisations, a coordinating mechanism, the South Pacific Organisations Coordinating Committee (SPOCC), was created by the Forum Committee on Regional Institutional Arrangements. In 1989, the 29th South Pacific Conference, satisfied that the Forum and SPOCC recognised and accepted the principle of fundamental equality between

SPOCC organisations, endorsed SPC's full participation in SPOCC.

The creation of SPOCC put an end to the SRO concept for the time being. As Ratu Sir Kamisese Mara later said to the 31st South Pacific Conference in 1991, '...the SRO is no longer a burning question'. Little did members expect that SPOCC would become the Council of Regional Organisations in the Pacific (CROP) in 1999, and that the SRO concept would be revived many years later, from 2005, in the form of discussion of a new regional institutional framework.



#### MR PALAUNI M. TUIASOSOPO (AMERICAN SAMOA) SPC Secretary-General from December 1986 to December 1988

When he was inaugurated as Secretary-General in 1986, Palauni Tuiasosopo had the distinction of being the most senior member of the South Pacific Conference, having represented his country at the conference for 17 years.

A political scientist, he was a graduate of the University of Oregon, where he specialised in government administration and international relations. Palauni Tuiasosopo served as assistant to eight governors of American Samoa over a 24-year span that was followed by his appointment as researcher/institutional planner for the American Samoa Community College. During this period he served as the Governor's official representative to SPC.

On his appointment as Secretary-General, he said that he aimed to make a strategic contribution to further development of regional cooperation, while reflecting the 'cultural specificity and identity of each country'. A French Polynesian newspaper described him as '...a quiet and soft spoken but purposeful and determined Pacific Islander...deeply involved in the cultures of the Pacific region from which he draws the strength of character and powerful sense of identity that supports a sharp and inquisitive mind'.

At the 28th South Pacific Conference in October 1988, Palauni Tuiasosopo resigned after only two years as Secretary-General, citing personal reasons including the responsibilities associated with his new title – he had assumed the traditional title of *Pulefa'asisina* in August 1988. Director of Programmes Jon Jonassen, from the Cook Islands, acted in the interim period (1 January–15 June 1989) that followed Palauni Tuiasosopo's resignation, under the oversight and direction of a four-member ministerial committee appointed by the Conference and chaired by the Honourable Norman George of the Cook Islands.





Ratu Sir Kamisese Mara, alors Premier Ministre des Îles Fidji, évoqua la naissance de la CPS et du Forum en ces termes : "S'il y a bien un sujet qui est banni des débats de la CPS, c'est la politique, et c'est pourquoi le Forum a vu le jour... je me dis que si seulement la Commission du Pacifique Sud avait fait un peu de place au débat politique, peut-être aurions-nous aujourd'hui une seule grande organisation régionale."

À la fin des années 70 et durant les années 80, l'idée d'une organisation régionale unique revint à nouveau au premier plan et fit l'objet de "délibérations assez longues faisant état des inquiétudes relatives aux doublons et aux chevauchements inutiles, axées principalement sur la CPS et son organisation sœur, le Bureau

#### MR PALAUNI M. TUIASOSOPO (SAMOA AMÉRICAINES) Secrétaire général de la CPS de décembre 1986 à décembre 1988

Lorsque les rênes de l'Organisation lui sont remises en 1986, le nouveau Secrétaire général Palauni Tuiasosopo a la particularité d'être le vétéran de la Conférence du Pacifique, après y avoir représenté son pays 17 ans durant.

Diplômé en sciences politiques, il fait ses études à l'Université d'Oregon où il se spécialise dans l'administration publique et les relations internationales. M. Tuiasosopo sera l'adjoint de huit gouverneurs des Samoa américaines qui se succéderont pendant 24 ans avant d'être nommé chargé de recherches et de la planification institutionnelle au *Community College* des Samoa américaines. Il sera pendant cette période le représentant officiel du Gouverneur auprès de la CPS.

À sa nomination au poste de Secrétaire général, il déclare qu'il entend apporter une contribution stratégique au renforcement de la coopération régionale tout en préservant la "spécificité et l'identité culturelles de chaque pays". Un quotidien de Polynésie française le dépeint alors comme un Océanien tranquille à la voix douce, mais tenace et déterminé, profondément enraciné dans les cultures océaniennes dont il puise cette force de caractère et ce profond sentiment identitaire qui caractérisent son esprit vif et curieux.

Lors de la 28e Conférence du Pacifique Sud, en octobre 1988, Palauni Tuiasosopo remet sa démission après seulement deux ans à la tête de l'Organisation, invoquant des raisons personnelles et notamment les responsabilités traditionnelles attachées à son nouveau titre ; il est en effet *Pulefa'asisina* depuis août 1988. Après le départ de M. Tuiasosopo, le Directeur des programmes, Jon Jonassen, des Îles Cook, assure l'intérim du 1er janvier au 15 juin 1989, sous la supervision et les orientations d'un comité ministériel composé de quatre membres, créé par la Conférence et présidé par Norman George des Îles Cook.

de coopération économique du Pacifique Sud", comme le soulignait le Secrétaire général de la CPS, Francis Bugotu, dans son évaluation interne de l'Organisation en 1983. Cette période fut consacrée à la rentabilisation et à la rationalisation des activités dans le droit fil du principe d'une organisation régionale unique afin d'éviter les doubles emplois entre les deux organisations précitées. Francis Bugotu soulignait cependant que: "Lorsque la CPS est accusée de mener des activités qui font double emploi avec celles d'autres organisations, c'est le plus souvent la CPS elle-même, plus ancienne que toute autre dans la région, qui a en fait lancé les activités qu'on l'accuse d'imiter". En 1988, le nombre croissant d'appels à une meilleure coopération entre les organisations intergouvernementales de la région trouva un écho dans la création d'un mécanisme de coordination, le Comité de coordination des organisations du Pacifique Sud (CCOPS), par le comité du Forum chargé des dispositifs institutionnels régionaux. En 1989, les participants à la 29e Conférence du Pacifique Sud, satisfaits du fait que le Forum et le CCOPS reconnaissaient et acceptaient le principe fondamental d'égalité de toutes les organisations du CCOPS, appuyèrent la pleine participation de la CPS au Comité.

La creation du CCOPS mit un terme au concept d'organisation régionale unique, au moins pour un temps. Pour reprendre les propos de Ratu Sir Kamisese Mara devant la 31e Conférence du Pacifique en 1991, l'idée d'une organisation régionale unique n'était désormais plus une question brûlante. Les membres étaient loin de s'imaginer que le CCOPS laisserait la place en 1999 au Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) et que le concept d'organisation unique trouverait un second souffle bien des années plus tard, en 2007, dans le cadre des débats consacrés à l'architecture institutionnelle régionale.

## Extraordinary conference as Secretary-General Tuiasosopo resigns

In October 1988, at the 28th South Pacific Conference, Secretary-General Palauni Tuiasosopo officially tendered his resignation to the conference chairman, effective from December. Early the previous day, he had informed a closed session of the conference that he intended to resign, citing the traditional responsibilities related to his new title of *Afioga Pulefa'asina* as the reason he needed to consider returning to American Samoa earlier than planned.

The conference agreed on extraordinary arrangements and established a four-member ministerial committee, chaired by the Hon. Norman George of the Cook Islands, to arrange for the appointment of a new Secretary-General and to provide direction to the Secretariat in the interim period.

# Ongoing modernisation with new Secretary-General Baiteke

An extraordinary meeting of the South Pacific Conference, convened in Noumea on 27 May 1989, appointed Atanraoi Baiteke, OBE, from the Republic of Kiribati, as the new Secretary-General. He would hold the post until January 1993.

At the 29th South Pacific Conference in October 1989 in Guam, Mr Baiteke reported on the healthy growth of the organisation in response to the expressed needs of members and to a modernisation programme, citing increases

in the number and size of programmes, staff, computers, publications, fax communication and financial resources. Drawing comparisons with the inward-looking 1988 Conference, members hailed the 29th Conference as one of renewed confidence in addressing issues of real concern to the region, such as agriculture, through the Yarrow review of the Food and Materials Programme.

During the 1989 conference, Hélène Courte accepted the post of Director of Programmes and Vaasatia Poloma Komiti of Western Samoa was chosen to replace her as Deputy Director of Programmes.



#### MR ATANRAOI BAITEKE (KIRIBATI) SPC Secretary-General from June 1989 to January 1993

When an extraordinary meeting of the South Pacific Conference, convened in Noumea on 27 May 1989, decided to appoint Atanraoi Baiteke, OBE, from the Republic of Kiribati, as the new Secretary-General, the position had been vacant since 31 December 1988 on the resignation of Palauni Tuiasosopo, the previous incumbent.

Prior to his appointment, Atanraoi Baiteke, who had retired from the civil service in 1987, held the position of Chairman of the Public Service Commission in Kiribati. Between 1979 and 1987, he was the First Secretary for Foreign Affairs in the newly independent Republic of Kiribati and Kiribati's roving High Commissioner accredited to the United Kingdom, Australia, New Zealand, Tuvalu and Nauru. He was also the Kiribati Ambassador-atlarge accredited to the United States, Japan and China. He had earlier been Secretary for Education, Training and Culture and after his transfer to the Office of the Chief Minister, became Deputy Secretary to the Chief Minister.

Atanraoi Baiteke's familiarity with SPC's activities and his experience as a senior public servant and diplomat enhanced the effective operation of the Commission and contributed to furthering its objectives. This opinion is borne out by correspondence from Gaston Flosse, President of the Government of French Polynesia, who in November 1992, towards the end of Atanraoi Baiteke's term at SPC, expressed appreciation for the 'diplomatic skills you have so often displayed during your tenure at the helm of the South Pacific Commission... We will long remember your stated and firm desire to spare SPC of internal conflict and turbulence, in the real tradition of facilitating the emergence of consensus in the Pacific way'.

In official correspondence dated October 1991, Peter Tali Coleman, Governor of American Samoa, encouraged Atanraoi Baiteke to remain active in Pacific matters on his retirement from SPC, stressing that 'the people of our region will benefit from the continued involvement of such a wise and compassionate leader'.

As SPC coped with new challenges, the necessary ongoing modernisation of the organisation went hand in hand with increasing reliance on scientific research and applied techniques.

Face à des enjeux toujours renouvelés, l'Organisation a relevé le double défi de la modernisation et du renforcement de la recherche scientifique et appliquée.

## La démission du Secrétaire général Tuiasosopo oblige la Conférence à prendre des dispositions extraordinaires

En octobre 1988, durant la 28e Conférence du Pacifique Sud, Palauni Tuiasosopo remit officiellement sa démission au président de la Conférence, avec effet en décembre. La veille de sa démission, le Secrétaire général avait informé la Conférence, en séance à huis clos, de son intention de se retirer; compte tenu de ses responsabilités coutumières en tant que nouveau Afioga Pulefa'asina, justifia-t-il, il était important qu'il envisage de rentrer aux Samoa américaines

plus tôt que prévu. La Conférence adopta alors des dispositions extraordinaires et instaura un comité ministériel composé de quatre membres et présidé par M. Norman George des Îles Cook. Ce comité devait organiser la désignation d'un nouveau Secrétaire général par la Conférence ainsi que superviser et orienter les travaux du Secrétariat général durant la période intérimaire.

## Modernisation en marche avec le nouveau Secrétaire général Baiteke

M. Atanraoi Baiteke, Officier de l'Empire britannique, originaire de Kiribati, fut nommé Secrétaire général de la CPS lors d'une session extraordinaire de la Conférence du Pacifique



#### M. ATANRAOI BAITEKE (KIRIBATI) Secrétaire général de la CPS de juin 1989 à janvier 1993

Lorsque le 27 mai 1989, à Nouméa, les participants à la session extraordinaire de la Conférence du Pacifique Sud décident de nommer au poste de Secrétaire général de la CPS M. Atanraoi Baiteke, de Kiribati, Officier de l'Empire britannique, l'Organisation est orpheline depuis le 31 décembre 1988, date de la prise d'effet de la démission de son prédécesseur, M. Tuiasosopo.

Avant sa désignation, A. Baiteke s'est retiré de la fonction publique en 1987 avant d'occuper les fonctions de président de la Commission de la fonction publique à Kiribati. Entre 1979 et 1987, A. Baiteke devient le premier secrétaire aux affaires étrangères de la toute nouvelle République indépendante de Kiribati et le Haut-commissaire itinérant de Kiribati auprès du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Tuvalu et de Nauru. Il fait également office d'ambassadeur extraordinaire de Kiribati auprès des États-Unis, du Japon et de la Chine. Auparavant, A. Baiteke occupe les fonctions de secrétaire à l'enseignement, à la formation et à la culture, et après son transfert au cabinet du ministre en chef, il devient son vice-secrétaire.

Familiarisé avec les activités de la Commission et fort d'une riche expérience en tant que fonctionnaire haut placé et diplomate, A. Baiteke contribue au renforcement concret du fonctionnement de la Commission et au rehaussement de ses objectifs. Gaston Flosse, alors Président de la Polynésie française, en apportera la confirmation dans une correspondance datée de novembre 1992, vers la fin du mandat d'A. Baiteke, où il saluera "les talents diplomatiques dont vous avez si souvent fait montre pendant votre mandat à la tête de la Commission du Pacifique Sud... Nous nous souviendrons longtemps encore de votre désir annoncé et ferme d'épargner à la CPS tout conflit et turbulence interne, dans la véritable tradition du consensus à l'océanienne".

Dans un courrier officiel d'octobre 1991, Peter Tali Coleman, Gouverneur des Samoa américaines, l'encourage à poursuivre son travail en Océanie après son départ de la CPS, soulignant que "les peuples de notre région tireront parti de l'engagement continu d'un tel dirigeant, exemple de sagesse et d'empathie."

# Turmoil as Secretary-General Designate passes away

As the Baiteke term came to an end, the 31st South Pacific Conference in Tonga in 1991 unanimously endorsed the appointment of the highly regarded Jacques Iékawé of New Caledonia as Secretary-General. However, before he could take up the appointment, he died on 10 March 1992 after a short illness. A special session of the Conference, originally convened in late March to discuss the reconstruction of SPC headquarters, had to make a decision on interim arrangements for filling the position. It agreed to extend the term of office of Atanraoi Baiteke to allow time for the position to be advertised and a new Secretary-General to be appointed by the 32nd South Pacific Conference in October of that year. The conference appointed Ati George Sokomanu, former President of the Republic of Vanuatu, to the position of Secretary-General. Deputy Director of Programmes Vaasatia Poloma Komiti of Western Samoa became the new Director of Programmes, with Fusi Caginavanua of Fiji as Deputy.

Their three years in office would be constrained by increasing requests for assistance from island members, a lack of programme funds, a shortage of programme and support staff, over-commitment in some areas, and increasing calls by donor countries to streamline the work programme and budget. These concerns underpinned the call by CRGA 21 in May 1994, during discussion on work programme priorities, for the Secretariat to present to CRGA 'a realistic work programme reflecting secured funding'. In his opening remarks to CRGA 22 in May 1995, during the last year of his term, Secretary-General Sokomanu stated that 'the extent to which the same constraints recur

#### MR JACQUES IÉKAWÉ (NEW CALEDONIA) Secretary-General Designate, passed away on 12 March 1992 before assuming office

As New Caledonia residents and SPC's Noumea-based staff suffered the onslaught of Cyclone Fran on 12 March 1992, they heard the news of the sad and untimely death of Jacques Iékawé, Prefect in charge of regional cooperation and the economic development of New Caledonia. The news created shockwaves not only in New Caledonia, where he was appreciated and respected by all political parties for his personal and professional skills, but also in SPC and the region, where he was well known as a bright, young and promising regional figure.

Jacques Iékawé was in New Zealand attending intensive English classes when he died after a short illness at the age of 46. These English classes were to make him fully bilingual in preparation for his new regional role at the helm of SPC. The 31st South Pacific Conference in 1991 had unanimously nominated him to take up the post of Secretary-General following the departure of Atanraoi Baiteke.

New Caledonia, France and the whole region were united in their tributes to an outstanding son of the Pacific. Jacques Iékawé was the first Kanak to reach the rank of Prefect, one of the highest ranks in the French State Administration. Before then, he had been Secretary-General of New Caledonia and, as such, responsible for the work of all local and state administrations (6800 local civil servants and 900 state civil servants), and Secretary-General of the Government Council of New Caledonia between 1982 and 1985, whose Vice-President was the late Jean-Marie Tjibaou. He was also experienced in the private sector, having held the position of Head of the Administration Department of the SLN nickel company in Noumea in 1987. The company had 1967 employees at the time. A graduate of the French Institute of Political Studies with a degree in public law, he had also been a member of the Administration Council of the Cultural Office in 1983 (later to become the Agency for the Development of Kanak Culture, or ADCK) and Director of the Festival of Pacific Arts in 1981. With Jean-Marie Tjibaou, he co-organised the first Melanesian Festival, Melanesia 2000.

Jacques Iékawé's early passing was not only New Caledonia's loss, it also dashed the hopes of SPC and the Pacific region, who had looked to him as a leader who could bridge the gap between anglophone and francophone countries in the Pacific.



The family of the late Jacques Iékawé at the unveiling of the commemorative plaque in the Jacques Iékawé Conference Room at SPC's new headquarters.

La famille de feu Jacques Iékawé lors de l'inauguration de la plaque commémorative dans la salle de conférence Jacques Iékawé, au nouveau siège de la CPS.





#### M. JACQUES IÉKAWÉ (NOUVELLE-CALÉDONIE) Secrétaire général désigné, décède le 12 mars 1992 avant sa prise de fonctions

Alors que les habitants de la Nouvelle-Calédonie et le personnel de la CPS à Nouméa sont frappés par le cyclone Fran, le 12 mars 1992, ils apprennent dans la presse avec tristesse le décès prématuré de M. Jacques Iékawé, alors âgé de quarante-six ans et préfet de la Nouvelle-Calédonie chargé de la coopération régionale et du développement économique. La nouvelle crée des ondes de choc non seulement en Nouvelle-Calédonie où ses qualités personnelles et professionnelles faisaient de lui un homme apprécié et respecté de tous les partis politiques, mais aussi à la CPS et dans la région où il était bien connu comme une jeune personnalité régionale brillante, à l'avenir prometteur.

J. Iékawé prend des cours intensifs d'anglais en Nouvelle-Zélande lorsqu'il décède des suites d'une courte maladie; ces cours d'anglais devaient en faire un parfait bilingue prêt à assumer son nouveau rôle à la barre de la CPS. En 1991, les membres de la 31e Conférence du Pacifique Sud l'avaient élu à l'unanimité Secrétaire général désigné, à la suite du départ d'Atanraoi Baiteke.

La Nouvelle-Calédonie, la France et l'ensemble de la région rendent tous hommage à ce remarquable fils du Pacifique. Jacques Iékawé est le premier Préfet kanak de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie, l'un des plus hauts postes de l'administration française. Auparavant, il occupe le poste de Secrétaire général de la Nouvelle-Calédonie, et supervise, à ce titre, le travail de toutes les administrations locales et de celles relevant de l'État (6 800 fonctionnaires locaux et 900 fonctionnaires de l'État français). De 1982 à 1985, il est Secrétaire général du Conseil exécutif de la Nouvelle-Calédonie, dont le Vice-Président est feu Jean-Marie Tjibaou. Il jouit également d'une solide expérience dans le secteur privé puisqu'en 1987, il est directeur de l'administration de la société d'extraction de nickel SLN, qui compte alors 1 967 employés. Diplômé de droit public de l'Institut des études politiques de Paris, il a également été membre, en 1983, du conseil d'administration de l'Office culturel, scientifique et technique kanak, qui sera remplacé par l'Agence de développement de la culture Kanak (ADCK). Il a dirigé en 1981 le Festival des arts du Pacifique et co-organisé aux côtés de Jean-Marie Tjibaou le premier Festival mélanésien (Mélanésia 2000).

Sa disparition est pleurée en Nouvelle-Calédonie, mais brise également les espoirs de la CPS et de la région océanienne qui voyaient en Jacques Iékawé un futur dirigeant qui pouvait combler le fossé entre les pays anglophones et francophones du Pacifique.

Sud, tenue à Nouméa le 27 mai 1989, et resta en poste jusqu'en janvier 1993. À l'occasion de la 29e Conférence du Pacifique Sud qui eut lieu en 1989 à Guam, il souligna que la vigoureuse croissance de l'Organisation permettrait de répondre aux besoins exprimés par les membres et de mettre en œuvre un programme de modernisation. Il cita à l'appui l'augmentation du nombre et de la taille des programmes, du nombre d'agents, d'ordinateurs, de publications, de communications par télécopieur ainsi que des ressources financières.

Après une Conférence particulièrement portée sur l'égotisme en 1988, les États et Territoires membres se félicitèrent de la teneur de la Conférence, où ils retrouvèrent confiance en la capacité de l'Organisation d'œuvrer dans des domaines chers à la région tels que l'agriculture, comme en témoignait à l'époque le rapport Yarrow sur le programme Productions alimentaires et matériaux. Au cours de cette même Conférence de 1989, Hélène Courte accepta le poste de Directrice des programmes et Vaasatia Poloma Komiti, du Samoa-Occidental, lui succéda au poste de Directeur adjoint des programmes.

## Période de flottement après le décès du Secrétaire général désigné

En 1991, à l'expiration du mandat d'Atanraoi Baiteke, les participants à la 31e Conférence du Pacifique Sud, tenue aux Tonga, entérinèrent à l'unanimité la nomination du très respecté Jacques Iékawé, de Nouvelle-Calédonie, au plus haut poste de l'Organisation. Toutefois, avant sa prise de fonctions, le Secrétaire général Jacques Iékawé fut emporté le 10 mars 1992, par une maladie.

Lors d'une session extraordinaire de la Conférence, prévue initialement fin mars pour débattre la reconstruction du siège de la CPS, les participants durent adopter des dispositions provisoires en attendant de pouvoir nommer un nouveau Secrétaire général. Ils décidèrent de prolonger le mandat du Secrétaire général sortant, Atanraoi Baiteke, jusqu'en octobre de la même année, afin de pouvoir publier un avis de vacance dans l'entretemps et désigner un nouveau Secrétaire général à la 32e Conférence du Pacifique. C'est ainsi que M. Ati George

every year shows that there is perhaps room for improvement in our work planning and policy making'. CRGA 22 established a short-lived Subcommittee on the Work Programme and Budget, originally funded by Australia, 'to assist both CRGA and the Secretariat to prepare the work programme and budget according to the priorities established by island countries and territories'. Donor concerns would eventually lead two of the founding metropolitan members and major donors, Australia and New Zealand, to submit candidates for the position of Secretary-General in 1995.

Secretary-General George Sokomanu (left) welcoming former Secretary-General Atanraoi Baiteke at the inauguration of the new headquarters in October 1995.

George Sokomanu, Secrétaire général, accueille l'ancien Secrétaire général Atanraoi Baiteke lors de la cérémonie d'inauguration du nouveau siège, en octobre 1995.



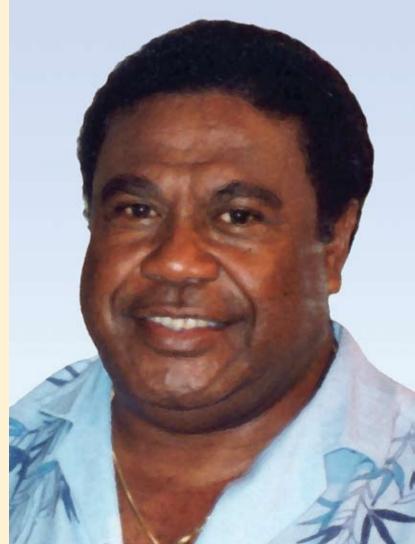
## ATI GEORGE SOKOMANU (VANUATU) SPC Secretary-General from January 1993 to January 1996

George Kalkoa, as he was formerly known, was born in 1937 in Mele Village on Efate in Vanuatu (or the New Hebrides as it was then called), from a chiefly line. He was educated at the Methodist Lelean Memorial School in Fiji and later at Nasinu Teachers Training College. He first worked in Vanuatu as a teacher before joining the British National Service. He served in Solomon Islands on attachment and worked for the British administration on his return to the New Hebrides.

Mr Sokomanu was Secretary for Social Affairs in 1970 and in 1976 went into politics, becoming Minister for Home Affairs in the Government of National Unity. On 4 July 1980, an electoral college elected him as the first President of the future Republic of Vanuatu, which came into being that month. After his election, he was given a new chiefly name, Sokomanu, and was President for two terms – first till February 1984 and then from March 1984 to January 1989.

The 32nd South Pacific Conference appointed Mr Sokomanu to the position of Secretary-General in 1992. As Secretary-General of SPC, his major challenge was the headquarters reconstruction project, which began under the previous Secretary-General. The successful completion of the project culminated in SPC's move to its current headquarters in 1995.

Following his departure from SPC, Ati George Sokomanu continued to be active in Vanuatu and Pacific affairs. He was, in particular, Deputy Prime Minister and Home Affairs Minister in the government of Maxime Carlot Korman, leader of the Francophone Union of Moderate Parties (UMP), 1994–1995. Among other roles, he served as the Chairman of Ambassadors for Peace Vanuatu and President of the Vanuatu Red Cross Society. Mr Sokomanu is a Member of the Order of the British Empire (MBE).





Sokomanu, ancien Président de la République de Vanuatu, devint Secrétaire général de la CPS. Le Directeur adjoint des programmes, M. Vaasatia Poloma Komiti du Samoa-Occidental, fut promu Directeur des programmes, et Mme Fusi Caginavanua des Îles Fidji devint Directrice adjointe des programmes.

Trois années de service contraignantes suivirent, marquées par l'accroissement des demandes d'assistance des membres insulaires, le manque de ressources humaines et financières des programmes et des services de soutien, les engagements excessifs pris dans certains domaines, et la multiplication des appels des pays bailleurs de fonds visant à rationaliser le programme de travail et le budget de l'organisation.

C'est sur cette toile de fond que, en mai 1994, les participants à la vingt et unième session du CRGA prièrent le Secrétariat général, au cours de leurs délibérations sur les priorités de la CPS, de présenter à l'organe directeur un "programme de travail réaliste reposant sur des financements garantis". Dans son discours liminaire à la vingt-deuxième session du CRGA, en mai 1995, durant la dernière année de son mandat, le Secrétaire général Ati George Sokomanu déclara: "Dans une certaine mesure, les mêmes contraintes se répètent d'année en année, ce qui montre que nous avons peut-être de la marge pour améliorer la planification de notre travail et l'élaboration de nos politiques." Cette vingt-deuxième session donna lieu à la création, pour une durée limitée, d'un sous-comité sur le programme de travail et le budget de l'Organisation, financé au départ par l'Australie, dans le but "d'aider à la fois le CRGA et le Secrétariat général à élaborer un programme de travail et un budget conformes aux priorités définies par les États et Territoires insulaires".

Les inquiétudes des bailleurs de fonds finirent, en 1995, par pousser l'Australie et la Nouvelle-Zélande, deux des membres métropolitains fondateurs et pays bailleurs de fonds, à proposer des candidatures au poste de Secrétaire général.

#### M. ATI GEORGE SOKOMANU (VANUATU) Secrétaire général de la CPS de janvier 1993 à janvier 1996

Issu d'une lignée traditionnelle de chefs, George Kalkoa, de son ancien nom, est né en 1937 à Mele, un village de l'île d'Efate, à Vanuatu (ou Nouvelles-Hébrides comme on appelait le pays à l'époque). Il fait ses études à l'école méthodiste *Lelean Memorial School* aux Îles Fidji avant d'entrer à l'école normale de Nasinu. Il entamera sa carrière à Vanuatu comme enseignant avant de faire son service national britannique. Il est envoyé aux Îles Salomon et, à son retour aux Nouvelles-Hébrides, il rejoint l'administration britannique.

Il devient secrétaire aux affaires sociales en 1970 et fait ses premiers pas en politique en 1976 pour devenir plus tard Ministre de l'intérieur au sein du gouvernement d'unité nationale. Le 4 juillet 1980, il est élu par un collège électoral premier Président de la future République de Vanuatu, qui verra le jour le même mois. Après son élection, il reçoit un nouveau titre de chef, Sokomanu, et restera à la tête du pays durant deux mandats, le premier s'achevant en février 1984, et le second allant de mars 1984 à janvier 1989.

En 1992, les participants à la 32e Conférence du Pacifique Sud l'élisent à la tête de la CPS. Son mandat de Secrétaire général est marqué par le projet de reconstruction du siège de la CPS, lancé par son prédécesseur. La CPS s'installera finalement dans son siège actuel en 1995.

Après son départ de la CPS, George Sokomomanu restera actif sur la scène politique de Vanuatu et de l'Océanie. Il sera notamment vice-Premier Ministre et Ministre de l'intérieur au gouvernement de Maxime Carlot Korman, chef du parti francophone, Union des partis modérés, 1994–95. Entre autres fonctions, il dirigera également les travaux d'Ambassadeurs pour la paix Vanuatu et sera président de la Croix-Rouge de Vanuatu. Il est Membre de l'Ordre de l'Empire britannique.

#### Under full sail with a new headquarters

The project of building a new SPC headquarters was initiated under Atanraoi Baiteke and finalised by George Sokomanu and his team, who oversaw the actual construction and move to the new site and buildings in 1995.

When SPC moved into the 'Pentagon' in 1949, architects had indicated that, subject to careful restoration and regular maintenance, the buildings could last another 40 years. In the 1980s, despite ongoing maintenance, SPC became increasingly concerned about the state of the buildings. They were riddled with termites, maintenance costs were rising and there was a shortage of office space. Lack of funding meant that reconstruction was not a viable option. Housing for staff was also in short supply in Noumea.

In 1989, the Conference endorsed the principle of a then inevitable reconstruction. A subcommittee was established to explore the possibilities of rebuilding on the same site or on another site in Noumea, or in another Pacific Island country. New Caledonia was keen to recover the land SPC occupied, which it considered to be crucial for tourism development. As it wanted SPC to remain in Noumea, it offered a site further along the Anse Vata beachfront for the new headquarters and a second site in the nearby residential suburb of Receiving for staff housing. France, New Caledonia and Australia then all made a commitment to cover the full cost of construction.

A 'Headquarters Reconstruction Steering Committee' was set up under the chairmanship of the French representative to SPC to oversee the construction project, and an international architectural competition was held in 1992. It

was won by Architects Pacific from Fiji, with their breathtaking design based on the sea and the canoe.

Construction of the new headquarters began with preliminary site work and the laying of the foundation stone on 28 May 1993 during the 18th CRGA meeting. It was completed in July 1995 at a total cost of CFP 1,600,000,000. The French contribution (covering site preparation and the cost of the architectural competition) amounted to CFP 711,636,000. New Caledonia provided over 40 per cent of the total reconstruction budget (CFP 700,000,000). The Australian grant (not tied to any specific site) was AUD 2.5 million.

The project used vast amounts of cement, concrete blocks and other construction materials. The move from the old to the new headquarters took almost two weeks and required a huge effort to sort and move the materials accumulated over 40 years at the old site. During the move, more than seven tonnes of documents were discarded. The 35th South Pacific Conference, the inaugural event in the new building in October 1995, agreed to name the new conference room the Jacques Iékawé Conference Room as a tribute to the memory of the late Secretary-General Designate.

The foundation stone of the new headquarters was laid during CRGA 18 on 28 May 1993. The project, funded by France and New Caledonia, with a special grant from Australia, was completed in 1995.

La première pierre du nouveau siège fut posée lors du CRGA qui se tint du 18 au 28 mai 1993. Ce projet financé par la France et la Nouvelle-Calédonie, l'Australie versant une subvention spéciale, fut achevé en 1995.





### Nouveau siège, nouvel élan

Le projet de reconstruction du siège de la CPS fut lancé sous Atanraoi Baiteke, et s'acheva sous la direction de George Sokomanu et de son équipe, qui supervisèrent les travaux de construction et l'installation de la CPS dans ses nouveaux locaux en 1995.

Lorsque la CPS avait pris ses quartiers au "Pentagone" en 1949, l'édifice pouvait, d'après les architectes, tenir 40 ans de plus, sous réserve de rénovations soigneuses et d'un entretien régulier. Or, dans les années 80, en dépit d'un entretien constant, les inquiétudes du Secrétariat général se firent de plus en plus vives : les bâtiments étaient rongés par les termites, les frais d'entretien étaient en hausse et la superficie de bureaux ne suffirait bientôt plus à une organisation en pleine croissance. Faute de fonds, la reconstruction n'était pas une option viable. Les logements du personnel faisaient également défaut à Nouméa.

En 1989, les participants à la Conférence acceptèrent le principe d'une reconstruction devenue inévitable. Un sous-comité fut établi dans le but d'étudier les options de reconstruction sur le même site, sur un site distinct à Nouméa ou encore dans un autre pays du Pacifique. La Nouvelle-Calédonie était désireuse de récupérer les terres occupées par la CPS qu'elle jugeait essentielles pour l'essor de son tourisme. Souhaitant que la CPS demeure à Nouméa, elle proposa donc un nouveau site, le long de la baie de l'Anse Vata, pour la construction du nouveau siège, et un autre site dans le quartier résidentiel tout proche du Receiving pour celle de logements de fonction. Cette proposition, alliée aux engagements financiers de la France, de la Nouvelle-Calédonie et de l'Australie couvrant l'ensemble des frais de construction, permit de sortir de l'impasse.

Un comité directeur sur la reconstruction du siège fut mis sur pied pour superviser le projet de construction, sous la présidence du représentant de la France auprès de la CPS. En 1992, un concours international d'architecture fut lancé. Le projet lauréat du cabinet *Architects Pacific* des Îles Fidji représentait une conception architecturale éblouissante, inspirée de la mer et de la pirogue.

La construction du nouveau siège débuta par la préparation du chantier ; la première pierre fut posée le 28 mai 1993, à l'occasion de la 18e session du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA). Les travaux s'achevèrent en juillet 1995, pour un budget total d'un milliard six cents millions de francs CFP. La contribution de la France (couvrant la préparation du chantier et le coût du concours international d'architecture) s'éleva à 711 636 000 francs CFP, tandis que la Nouvelle-Calédonie versa 43,75 % du budget total de la reconstruction (700 000 000 francs CFP). L'Australie accorda une subvention de 2,5 millions de dollars australiens (qui n'était assignée à aucun site particulier).

Le projet requit de vastes quantités de ciment, de blocs de béton et autres materiaux de construction. Le déménagement de la CPS dans ses nouvelles installations dura près de deux semaines. Durant le déménagement, plus de sept tonnes de documents accumulés durant les quarante derniers années, durent être triés et jetés. La 35e Conférence du Pacifique inaugura le nouveau siège en octobre 1995, et il fut convenu que la nouvelle salle de conférence porterait le nom de Jacques Iékawé en hommage à la mémoire de feu le Secrétaire général désigné.



#### New direction for a new decade

Breaking with the longstanding tradition that the director of SPC should be a Pacific Islander, the 35th South Pacific Conference in 1995 appointed Dr Robert Dun of Australia to replace Ati George Sokomanu as Secretary-General.

The break with tradition and with the Pacific way of reaching decisions by consensus created much discussion among members at CRGA and the Conference. In recommending the appointment to the Conference, the 23rd CRGA said that Dr Dun was the candidate who had attracted the most votes. It noted, however, that there was no consensus and that he did not have a two-thirds majority over Tia Barrett of New

Zealand. The conference also appointed Dr Jimmie Rodgers of Solomon Islands as Director of Programmes and Lourdes Pangelinan of Guam as Director of Services (the new designation of the Deputy Director of Programmes).

These appointments would considerably influence the next decade of SPC and were the beginning of a new approach that strengthened and revitalised SPC as it moved into the new millennium.

The 1995 Conference also saw the phased withdrawal of the United Kingdom from SPC, although it retained some involvement through Pitcairn Islands.



Plant germplasm and genetic cultures (far left) and providing scientific advice on the status of tuna stocks (below) are some of the facets of SPC's scientific work.

Left: Dr Dun taking the oath of office as Secretary-General, in February 1996, paving the way for SPC's next decade.

Matériel phytogénétique, cultures génétiques (page de g.) et conseils scientifiques sur l'état des stocks de thonidés (ci-dessous), les facettes de la mission scientifique de la CPS sont nombreuses. À g.: février 1996, Robert Dun, nouveau Secrétaire

À g. : février 1996, Robert Dun, nouveau Secrétair général, prête serment. Une nouvelle décennie commence pour la CPS.



## Les fondations d'une nouvelle décennie

En rupture avec la vieille tradition d'élire un Océanien à la tête de l'organisation, les participants à la trente-cinquième Conférence du Pacifique Sud désignèrent, en 1995, l'Australien Robert Dun pour succéder à George Sokomanu comme secrétaire général.

Cette décision, contraire à la tradition et au consensus à l'océanienne, ne manqua pas de susciter des débats parmi les participants à la réunion du CRGA et à la Conférence. Les participants à la vingt-troisième session du CRGA recommandèrent à la trente-cinquième Conférence du Pacifique Sud de désigner Robert Dun, de l'Australie, arguant que c'était le candidat qui recueillait le plus de suffrages. Ils indiquèrent toutefois qu'aucun consensus ne s'était dégagé et que Robert Dun n'obtenait pas la majorité des deux tiers par rapport au candidat de la Nouvelle-Zélande, M. Tia Barrett. La Conférence nomma également M. Jimmie Rodgers, des Îles Salomon, Directeur des programmes, et Mme Lourdes Pangelinan, de Guam, Directrice générale des services administratifs (nouveau nom donné au poste de Directeur adjoint des programmes). Ces nouveaux venus allaient marquer la décennie suivante de leur empreinte et souffler les premières bouffées d'un vent nouveau qui permit à la pirogue de la CPS de faire route vers le 21e siècle.

La Conférence de 1995 vit également le retrait progressif du Royaume-Uni, qui maintiendrait toutefois sa présence à la CPS par le truchement de Pitcairn.

# Saipan Conference paves the way for the future

The 36th South Pacific Conference in Saipan in 1996 followed up on the issues covered by Dr Bob Dun in his paper to the May CRGA entitled 'SPC and Its Next 50 Years', in which he sought support for the substantial review of the organisation that he had commissioned and outlined his objectives and reforms for his first year.

The conference adopted many recommended reforms proposed in the organisational review, which was led by Savenaca Siwatibau of Fiji. The reforms were aimed at revitalising SPC as an effective technical assistance agency by changing elements of its governance and practice to put a sharper emphasis on technical efficiency provided by a modern, vibrant and strong organisation. In the words of Dr Dun to the Conference, 'There was pressure on time with the aim of saving a year in decision making ... I thank you for the faith you have shown in me and my team. The recommendations ... stem from a vision of SPC that is totally realistic and is based on a philosophy of service and doing and contributing."

As it looked to its sixth decade, SPC's first corporate plan, which was endorsed by the Conference, embodied this new philosophy of 'relevance of programmes; excellence of service; complementarity of approaches; efficiency, effectiveness and transparency of operations; and accountability to member governments, administrations and donor agencies'. The ground was set for the historic 50th Anniversary Conference that would take place in Canberra (Australia) the following year and would pave the way for the next decade of achievements of the modern 'Secretariat of the Pacific Community', effectively turning the page on the old 'South Pacific Commission'.





### Saipan pose les jalons de l'avenir

À l'occasion de la 36e Conférence du Pacifique Sud, tenue à Saipan en 1996, les membres revinrent sur les questions abordées par Bob Dun dans le document qu'il présenta au CRGA en mai sur "la CPS et les 50 prochaines années". Le Secrétaire général y sollicitait le soutien des membres pour une évaluation en profondeur de l'Organisation, conduite à sa demande, et il énonçait ses objectifs et ses projets de réformes pour la première année de son mandat.

Les participants à la Conférence adoptèrent nombre des réformes préconisées dans l'évaluation de l'Organisation réalisée par M. Savenaca Siwatibau. Ces réformes visaient à revitaliser au plus vite la CPS pour en faire une organisation d'assistance technique efficace. La gouvernance et les pratiques de l'Organisation devaient être modifiées afin de mettre davantage l'accent sur l'efficacité technique, et de faire de la CPS une organisation moderne, dynamique et solide. Pour reprendre les termes mêmes de Bob Dun à la Conférence : "Ce fut une course contre la montre dont le but était de gagner une

année de prise de décision. [...] Je vous remercie de la confiance que vous avez accordée à mon équipe et à moi-même. Les recommandations [...] découlent d'une vision très réaliste de la CPS [...] fondée sur la philosophie du service, de l'action et de la contribution." Le tout premier Plan directeur de la CPS, entériné par la Conférence, incarne cette nouvelle philosophie, axée sur l'adéquation et l'opportunité des activités, l'excellence des services, la complémentarité des approches, l'efficacité et l'efficience, la transparence du fonctionnement, et la reddition de comptes auprès des États et Territoires insulaires membres et des organisations bailleurs de fonds.

Le ton de la Conférence historique du cinquantième anniversaire était donné. Cette Conférence, qui allait se tenir à Canberra (Australie) l'année suivante, poserait les jalons d'une décennie de réussites de la toute moderne "Communauté du Pacifique", tournant définitivement la page sur la vieille "Commission du Pacifique Sud".

On the eve of the changeover to the new Secretariat of the Pacific Community, ambitious reforms and rapid modernisation of the old South Pacific Commission restored the confidence of both donor partners and island members in the future of the organisation and in it the ability of its work to benefit Pacific Islanders.

À la veille du passage au nouveau "Secrétariat général de la Communauté du Pacifique", les réformes ambitieuses et la modernisation rapide menées par l'ancienne Commission du Pacifique Sud permirent de faire renaître la confiance tant des bailleurs de fonds que des membres insulaires en l'avenir de l'Organisation, mais aussi en la capacité de cette dernière à améliorer les conditions d'existence des Océaniens.

#### KEY EVENTS 1987-1997 1986/1987: New management team headed by Secretary-General Palauni Tuiasosopo of American Samoa comes on board 1987: 40th Anniversary (27th) Conference, held in October, reaffirms 'its commitment to the South Pacific Commission and its work' in a Conference resolution 1988: Creation of the South Pacific Organisations Coordinating Committee (SPOCC) 1988: Resignation of Secretary-General Palauni Tuiasosopo in October 1989: Conference appoints a four-member ministerial committee chaired by the Honourable Norman George of the Cook Islands to oversee SPC during interim period following resignation of Secretary-General (January-June) 1989: CCOP-SOPAC becomes SOPAC 1989: Atanraoi Baiteke of Kiribati becomes Secretary-General in June, following an Extraordinary Meeting of the South Pacific Conference on 27 May 1989: 29th Conference endorses the principle of the SPC headquarters reconstruction in October and sets up a subcommittee to explore possibilities Early 1990s: Corporate planning processes introduced to SPC 1992: Secretary-General Designate Mr Jacques Iékawé of New Caledonia passes away on 12 March before assuming office 1992: Special Meeting of the Conference agrees in March to reconstruct headquarters on another piece of land provided by New Caledonia at Anse Vata (Noumea) 1993: Ati George Sokomanu of Vanuatu becomes Secretary-General in January 1993: Laying of the foundation stone of the new SPC headquarters on 28 May 1993 at Anse Vata, Noumea, during CRGA 18 1993: United Kingdom gives early warning of its probable intention to withdraw from membership at the 33rd South Pacific Conference 1990s: Regional cooperation structure rationalised with reduction in duplication and Forum Secretariat taking a lead role on regional policy issues; SPC sees its role confirmed as a non-political technical assistance, advisory and training body 1995: 35th South Pacific Conference inaugurates the new SPC Headquarters buildings in October. 1996: Dr Bob Dun of Australia becomes Secretary-General in February 1996: United Kingdom's contribution on behalf of Pitcairn starts as the UK'S own membership ends early in the year 1996: Saipan Conference (36th) in October/November adopts recommendations from the organisational review commissioned by the Secretary-General (the Siwatibau Review), paving the way for rationalisation and streamlining in SPC's programme structure and operating methods; the conference becomes a two-yearly event





### LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE 1987 À 1997

1986/1987 : Le Secrétaire général Palauni Tuiasosopo, des Samoa américaines, et sa nouvelle équipe de direction prennent la barre

1987 : En octobre, la 27e Conférence, qui marque le quarantième anniversaire de la Commission, réaffirme dans une résolution "son soutien à la Commission du Pacifique Sud et à ses activités".

1988 : Mise sur pied du Comité de coordination des organisations du Pacifique Sud (CCOPS)

1988 : Démission en octobre de Palauni Tuiasosopo, Secrétaire général

1989 : La Conférence désigne une comité ministériel, composé de quatre membres et travaillant sous la houlette de Norman George, des Îles Cook ; le comité sera chargé d'administrer la CPS à titre provisoire suite à la démission du Secrétaire général (janvier-juin)

1989 : Le CCPM/PACSU devient la SOPAC

1989 : Le 27 mai, Atanraoi Baiteke, de Kiribati, accède à la fonction de Secrétaire général à la suite d'une session extraordinaire de la Conférence du Pacifique Sud

1989 : En octobre, les participants à la 29e Conférence approuvent le principe de la construction du nouveau siège de la CPS ; un sous-comité sera chargé du dossier

Début des années 90 : La CPS se dote d'un processus de planification générale

1992 : Le 12 mars, le Secrétaire général désigné Jacques Iékawé, de Nouvelle-Calédonie, disparaît avant de prendre ses fonctions

1992 : Lors d'une session extraordinaire de la Conférence, les participants adoptent le projet de construction du nouveau siège sur un terrain mis à disposition par la Nouvelle-Calédonie, situé à l'Anse Vata, à Nouméa

1993 : En janvier, entrée en fonctions du Secrétaire général Ati George Sokomanu, de Vanuatu

1993 : Le 28 mai, pose de la première pierre du nouveau siège de la CPS à l'Anse Vata, Nouméa, lors du 18e CRGA

1993 : Le Royaume-Uni fait part de son intention de quitter la Commission lors de la 33e Conférence du Pacifique Sud

Années 90 : La rationalisation de la structure de coopération régionale débouche sur une réduction des chevauchements d'activité, et le Secrétariat général du Forum se voit confier un rôle moteur en matière de politique régionale. Quant à la CPS, elle se voit confortée dans sa mission apolitique d'assistance technique, de conseil et de formation

1995 : En octobre, le nouveau siège de la CPS est inauguré lors de la 34e Conférence du Pacifique Sud. Le projet a été achevé en juillet.

1996 : En février, accession au poste de Secrétaire général de l'Australien Bob Dun

1996 : Le Royaume-Uni, qui quitte l'Organisation au début de l'année, commence à verser une contribution au nom de Pitcairn

1996 : En octobre-novembre, les participants à la 36e Conférence, tenue à Saipan, adoptent les recommandations du comité d'évaluation des structures de la CPS, mandaté par le Secrétaire général. Le "Rapport Siwatibau" ouvre la voie à la rationalisation et à la restructuration de la CPS et de ses méthodes de travail ; la Conférence passe à une fréquence bisannuelle.







### CHAPTER SIX: 1997-2007

The Pacific Community - a new name for a new millennium



La Communauté du Pacifique – un nouveau nom pour un nouveau millénaire

CHAPITRE SIX: 1997-2007





#### The Pacific Community – a new name for a new millennium

SPC's sixth decade was one of its most dynamic. It gained a new identity but more importantly became more responsive, placing a premium on operating transparently and being accountable to members and development partners. Over the course of the decade, up to its 60th anniversary in February 2007, SPC's staff doubled in size and its budget all but tripled, enabling it to address the broadest range of issues it had ever tackled.

### La Communauté du Pacifique – un nouveau nom pour un nouveau millénaire

La sixième décennie d'existence de la CPS fut aussi l'une des plus dynamiques. L'Organisation se définit une nouvelle identité, mais devint surtout plus réactive, faisant de la transparence de ses opérations et de la reddition de comptes devant ses membres et ses partenaires dans le développement les premières de ses priorités. Au terme de cette décennie, à son 60e anniversaire, le personnel de la CPS avait été multiplié par deux, tandis que son budget avait presque triplé, lui permettant d'élargir plus que jamais son champ d'action.



### DR ROBERT B. DUN (AUSTRALIA) SPC Director-General January 1996 to January 2000

Robert B. Dun was born in Kempsey, New South Wales, Australia, on 16 February 1930. He studied veterinary science at the University of Sydney, gaining a PhD in development genetics in 1959. He is married with six children.

Dr Dun spent the early part of his career as a veterinarian, geneticist and animal breeding researcher. In 1953 he began working for the Department of Agriculture in New South Wales where he progressively shifted from science into management, becoming Deputy Director-General of the department in 1977. He joined the Australian International Development Assistance Bureau in Canberra in 1983 and was its Director-General for 10 years. In 1996, he took up the position of Secretary-General of the South Pacific Commission. During his term, the name of the organisation became the Secretariat of the Pacific Community and the position of Secretary-General became Director-General.

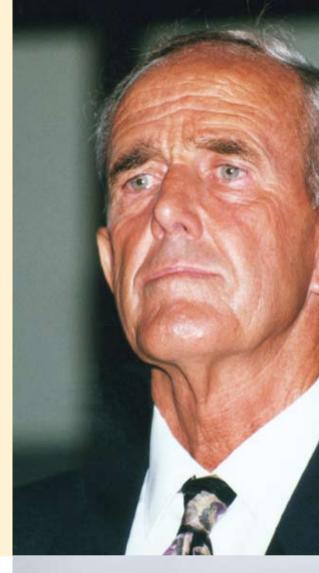
At SPC, Bob Dun is remembered as a hard worker, good listener, strategic thinker and pragmatic manager who lost no time in instigating administrative and financial reform of the organisation. One year after being appointed as Secretary-General, he and his two deputies were nominated People of the Year by *Islands Business* magazine in acknowledgement of their success in revitalising SPC. Under his direction, management skills, accountability and leadership were set as essential criteria for staff recruitment, and relationships with donors, members and host countries were strengthened. In his frank and open style, Dr Dun sent quarterly 'love letters' to SPC members, reporting on activities, achievements and challenges. Nor did he forget SPC staff, making regular rounds of offices to catch up with everyone. An accomplished athlete and keen promoter of physical activity, he launched the annual SPC triathlon as part of the 50th anniversary celebrations in 1997 and encouraged all staff to take part. An equally popular twin event in Suva is called the mini Olympics.

Bob Dun retired after he left SPC in 2000. Early in 2007, he was invited to be a member of the Regional Institutional Framework (RIF) Task Force, which is led by another former SPC Director-General, Lourdes Pangelinan.

When Dr Dun visited SPC shortly before its 60th anniversary, he spoke of his time at the helm of SPC, saying, 'I am still very proud to have been part of the Pacific way. It was a humbling experience to witness Pacific Island leaders working together and to listen to the wisdom that came from our governing body councils.'

When the decade began, however, SPC was at a low point and there were suggestions that the organisation had lost its way. The challenge facing the new management team, led by Dr Robert B. Dun, who took up the position of Secretary-General in January 1996, was to first ensure the seaworthiness of the organisation and then chart a new course. One year later, in March 1997, he described the revitalisation of the organisation in his letter to SPC members, saying, 'SPC's canoe is currently riding the crest of a wave – a dangerous position – but it would be nice to hold it there for a while, rushing and leaping.'

In the year since he had been appointed, Dr Dun had made a strong start on redefining the work and structure of the South Pacific Commission. He had implemented a change of executive style that he said was largely about 'enticing people to enjoy working in an environment of strong, involved leadership and continuing change'. He had also made progress in 'fixing many urgent administrative needs, building SPC's relationship with donors, members and host countries, and reconstructing collapsing programme areas.'







#### ROBERT B. DUN (AUSTRALIE) Directeur général de la CPS de janvier 1996 à janvier 2000

Robert B. Dun naît le 16 février 1930 à Kempsey, dans l'État de Nouvelle Galles du Sud, en Australie. En 1959, à l'issue de son cursus de science vétérinaire à l'Université de Sydney, il décroche un doctorat en génétique du développement. Il est marié et a six enfants.

Bob Dun consacre les premières années de sa carrière à la pratique de la science vétérinaire, à la génétique et à la recherche sur l'amélioration génétique des animaux. En 1953, il entre au Ministère de l'agriculture de l'État de Nouvelle Galles du Sud, où il gravit les échelons et accède à des postes de direction : il devient Directeur général adjoint du Ministère en 1977. Il rejoint le Bureau australien d'aide au développement international en 1983, et en assure la direction générale pendant 10 ans. En 1996, il accepte le poste de Directeur général de la Commission du Pacifique Sud. Au cours de son mandat, l'organisation change de nom et devient le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, placé désormais sous la direction d'un Directeur général.

Travailleur, sachant écouter, gestionnaire pragmatique que la réforme administrative et financière de la CPS n'effrayait pas, autant de qualités dont se souviennent les agents de la CPS à propos de Bob Dun. Un an après avoir pris ses fonctions de Secrétaire général, M. Dun se voit décerner, en même temps que ses deux adjoints, le titre de "Personnalité de l'année" par le magazine *Islands Business* pour avoir su donner un nouvel élan à la CPS. Sous sa direction, l'aptitude gestionnelle, la responsabilité et la transparence, et enfin le leadership, sont définis comme critères essentiels pour le recrutement de nouveaux agents ; en outre, les relations avec les bailleurs de fonds, les membres et les deux pays du siège sont renforcées. Fidèle à son style franc et ouvert, il envoie une "lettre d'amour" trimestrielle aux membres de la CPS, dans laquelle il dresse le bilan des activités, des réalisations et des difficultés de l'organisation. Il n'en oublie pas pour autant les agents de la CPS, qu'il vient voir jusque dans leur bureau pour prendre des nouvelles. Athlète accompli qui aimait à convaincre ses semblables de l'importance de l'activité physique, il lance le triathlon de la CPS dans le cadre des festivités marquant le 50e anniversaire de l'organisation, encourageant tout le personnel à y participer. Le siège de Suva peut également s'enorgueillir d'une manifestation jumelle appelée "mini-Olympiades".

Bob Dun prend sa retraite après son départ de la CPS. Au début de l'année 2007, Lourdes Pangelinan, elle aussi anciennement Directeur général, l'invite à faire partie de l'équipe spéciale chargée du Cadre Institutionnel Régional (Regional Institutional Framework ou RIF).

Lors d'une visite à la CPS quelque temps avant les festivités du 60e anniversaire de l'organisation, Bob Dun, se remémorant le temps où il en dirigeait la destinée, déclarait : "Je ressens encore une grande fierté d'avoir apporté ma pierre à l'édifice océanien. Ce fut une vraie leçon d'humilité que d'être un témoin direct de la coopération entre dirigeants océaniens et d'écouter les sages recommandations formulées par les membres de nos organes directeurs".

Swimmers await the starting gun for the 2007 SPC triathlon, an annual event started by Bob Dun.

Les nageurs au départ du triathlon de la CPS en 2007, un événement annuel lancé par Bob Dun.



Au début de cette décennie, la CPS connaissait néanmoins une période de flottement et avait même, d'après certains, perdu le cap qu'elle s'était fixé. Le défi lancé à la nouvelle équipe de direction menée par M. Robert Dun, qui prit ses fonctions en tant que Secrétaire général en janvier 1996, consistait à veiller à ce que l'Organisation tienne bien la mer, à la maintenir à flot, puis à définir une nouvelle feuille de route. Un an plus tard, en mars 1997, il décrivait l'effort de revitalisation de l'Organisation dans une lettre adressée à tous les membres du personnel de la CPS, en ces termes : "La pirogue de la CPS est actuellement sur le haut de la vague, dans une

position dangereuse, certes, mais je vous invite à épouser cette vague, à tenir bon encore quelque temps".

Pendant l'année suivant sa nomination, Bob Dun avait pris un départ prometteur, redéfinissant le travail et la structure de la Commission du Pacifique Sud. Il avait introduit un nouveau style de direction qui, selon lui, consistait en grande partie à "encourager tout un chacun à apprécier un climat de travail caractérisé par une gestion ferme et engagée et un changement continu". Il avait également avancé à grands pas vers "la résolution de nombreuses questions

At the 1996 South Pacific Conference in Saipan, Dr Dun's focus on transparency and accountability and on providing high-quality service to island members helped restore the confidence of both donors and island members in the future of the organisation. Looking back on the significance of that Conference, Dr Dun reflected, 'There was preparedness for change that was very impressive. The long-term future of SPC was in their hands. But whatever the psychology of the meeting, we got there. The Commission is now a completely open organisation. It is swimming in communication and change, but not happily yet. Change is uncomfortable – people have to accept that discomfort and loss of privilege are part of the game.'

The region responded rapidly and positively to his direct and pragmatic leadership style, which dispelled any notion that the position of Secretary-General was a figurehead role. The December 1996 issue of *Islands Business* magazine awarded SPC's management team the collective title of 'People of the Year'. The magazine termed Dr Dun and his two deputies, Dr Jimmie Rodgers and Lourdes Pangelinan, the 'dream team' and credited them with turning the fortunes of the organisation around, saying that although 'the transformation looks miraculous, it is actually the product of a great deal of hard work and imagination'.

#### A new name for a new millennium – 1997 Conference

Fifty years after its birth, the oldest Pacific regional organisation celebrated its anniversary in 1997 at the 37th South Pacific Conference held in Canberra, the city where it had been conceived. The most significant decision made by the Conference was to change the organisation's name from the 'South Pacific Commission' to the 'Pacific Community', thus fulfilling the long-held wish of SPC's North Pacific members to have a name that reflected SPC's pan-Pacific nature and clearly included all its members. Arriving at a consensus on the new name was not straightforward, however. The Conference, led by Fiji's Minister of Foreign Affairs and head of delegation, the Hon. Berenado Vunibobo, rejected the first name proposed, 'Pacific Islands Commission', remarking that the words 'Islands' and 'Commission' were not appropriate for an organisation about to enter the 21st century. As Mr Vunibobo noted, 'We need a name that portrays a unified community spirit, allencompassing yet modern, and takes into account other possible changes that might arise in the future.' Informal discussions between delegates

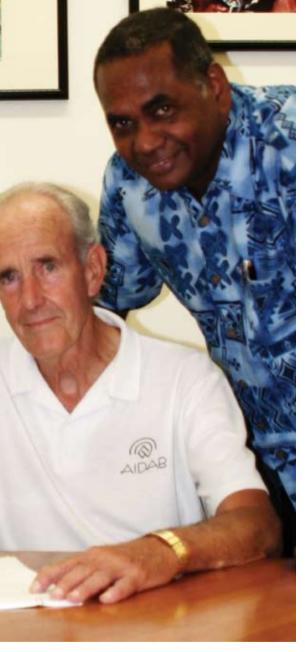
resulted in the head of Tonga's delegation, Prime Minister Baron Vaea, proposing the name that was finally approved – the 'Pacific Community'.

After further deliberation, the name Pacific Community was reserved for the broader organisation made up of 27 countries and territories, while the organisation that carried out the work was to be referred to as the Secretariat. The new Secretariat of the Pacific Community could thus retain the acronym of SPC by which it was known across the region. With the name change, and the decision taken at the 1996 Saipan Conference that the Conference would in future be held every second year, the 37th South Pacific Conference was the last held under the old name and the last of the annual conferences convened by the organisation.

A number of decisions taken at the 1996 Saipan Conference and the 50th Anniversary Conference in Canberra continue to guide SPC's work. The roles of the governing body and Director-General were clearly defined and differentiated,



Left to right: Former Directors-General Lourdes Pangelinan and Dr Bob Dun with current Director-General Dr Jimmie Rodgers in 2007.



De g. à dr.: Les deux directeurs généraux précédents, Lourdes Pangelinan et Bob Dun, avec le directeur général actuel Jimmie Rodgers en 2007.

administratives urgentes, la consolidation des relations entre la CPS, les bailleurs de fonds, les pays membres et hôtes, ainsi que la relance d'aspects entiers de programmes en plein délabrement".

En 1996, à la Conférence du Pacifique Sud de Saipan, Bob Dun avait mis l'accent sur la transparence et la responsabilité, ainsi que sur la nécessité de fournir des services de qualité aux membres insulaires, ce qui avait aidé à faire renaître la confiance tant des bailleurs de fonds que des membres insulaires en l'avenir de l'Organisation. Évoquant cette conférence, Bob Dun se rappela: "Il était frappant de voir à quel point les participants étaient prêts pour ce changement. L'avenir à long terme de la CPS était entre leurs mains. Mais peu importe l'atmosphère de cette conférence, nous y sommes parvenus. La Commission est aujourd'hui une Organisation entièrement ouverte, qui repose sur la communication et le changement. Mais cette transformation a un prix. Le changement n'est pas confortable, les uns et les autres doivent accepter l'idée que cet inconfort, tout comme la perte de certains privilèges, font partie du jeu".

La région répondit de façon rapide et positive à son style de direction direct et pragmatique, qui avait fait voler en éclats l'image d'un Secrétaire général dont le rôle se serait limité à celui d'un homme de paille. Le numéro de décembre 1996 d'Islands Business Magazine décerna à l'équipe de direction de la CPS le titre collectif de "Personnalités océaniennes de l'année". Ce magazine qualifiait ainsi Bob Dun et ses deux adjoints, M. Jimmie Rodgers et Mme Lourdes Pangelinan, de "Dream Team", car ils avaient su donner un nouvel élan la CPS, et ajoutait que même si "les transformations sont apparemment miraculeuses, elles sont en réalité le fruit d'un travail acharné et d'une vision hardie...".

### Un nouveau nom pour un nouveau millénaire – la Conférence de 1997

Cinquante ans après avoir vu le jour, la plus vieille Organisation régionale du Pacifique célébrait son anniversaire en 1997, à l'occasion de la 37e Conférence du Pacifique Sud, tenue à Canberra, où elle avait été fondée. La plus importante décision prise lors de la 50e conférence fut l'adoption d'un nouveau nom pour la "Commission du Pacifique Sud", qui serait désormais la "Communauté du Pacifique". Cette décision fut accueillie très favorablement par les États et Territoires du Pacifique Nord membres de la CPS qui, depuis bien longtemps, souhaitaient que fût retenue une dénomination reflétant la nature pan-pacifique de la CPS et désignant clairement l'ensemble de ses membres. Ces derniers ne parvinrent cependant pas d'emblée à un consensus quant au nouveau nom. La Conférence, présidée par le Ministre fidjien des affaires étrangères et chef de la délégation, M. Berenado Vunibobo, rejeta le premier nom proposé, "Commission des Îles du Pacifique", arguant que les termes "îles" et "commission" étaient mal choisis pour une Organisation qui s'apprêtait à entrer dans le 21e siècle. Comme Berenado Vunibobo le fit remarquer: "Nous avons besoin d'un nom qui évoque l'esprit d'une communauté unifiée, qui ait d'une large assise tout en étant moderne, capable de composer avec les changements pouvant surgir à l'avenir". À l'issue de discussions informelles, on retint enfin la proposition du chef de la délégation des Tonga, le Premier Ministre Baron Vaea, qui suggéra la "Communauté du Pacifique".

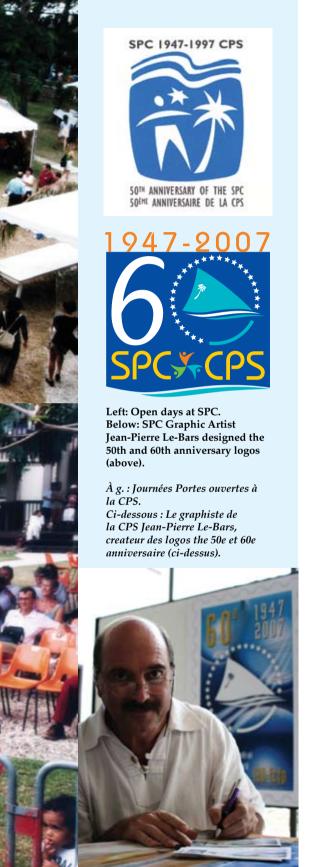
Les délibérations se poursuivirent, et il fut décidé que "Communauté du Pacifique" désignerait l'Organisation au sens large, avec ses 27 États et with the governing body to determine SPC's policy framework and the Director-General to manage the organisation. SPC's principal officers were designated as the Director-General and Deputy Directors-General (two) and its technical programmes were restructured into three divisions: Land Resources, Marine Resources and Social Resources.

#### SPC's 50th anniversary

The progress made by Dr Dun and his team in renewing the region's confidence in SPC is reflected by the remarks made by some of those attending the 50th Anniversary Conference in Canberra. The late Ratu Sir Kamisese Mara, former Prime Minister and President of the Republic of the Fiji Islands, had been closely associated with SPC for many years. In his opening speech at the historic conference he said, 'Like all organisations, the South Pacific Commission has had its ups and downs and I have sometimes been asked if it is worth sustaining, bearing in mind the existence of the Forum. I have always replied that it is, and I am still firmly of that view. For the South Pacific Commission has a feature that is not shared by the Forum. That is its universality. There is a place here for every country, large or small, and at whatever stage of political development.'

As Chairman of the 37th South Pacific Conference, the Hon. Alexander Downer, Australia's Minister for Foreign Affairs, congratulated SPC on 50 years of achievements since its founding under the Canberra Agreement in 1947, saying that the Commission was an outstanding example of regional cooperation. Australia's Prime Minister, the Hon. John Howard, also referred to the benefits of cooperation, stating that 'Australia is proud of its association with the founding of the Commission and with its achievements. The Commission's great success has been the close





Territoires membres, tandis que l'organisation chargée d'effectuer le travail serait appelée "Secrétariat général". L'appellation anglaise du nouveau Secrétariat général de la Communauté du Pacifique correspondait donc au sigle, SPC, sous lequel l'Organisation était déjà connue depuis longtemps dans la région. Par souci de parallélisme, on décida aussi de conserver l'ancien sigle (CPS) en français. Suite à ce changement de nom et conformément à la décision prise en 1996 par la Conférence de Saipan de convoquer désormais la Conférence tous les deux ans seulement, la 37e Conférence du Pacifique Sud fut donc la dernière organisée sous son ancien nom et la dernière des conférences annuelles convoquées par l'Organisation.

Un certain nombre de décisions prises à la Conférence de Saipan en 1996 et à la Conférence du cinquantième anniversaire qui s'est tenue à Canberra continuent de guider la CPS dans son travail. Les rôles respectifs de l'organe directeur et du Directeur général ont été clairement définis et différentiés : l'organe directeur détermine le cadre d'action alors que le Directeur général gère l'Organisation. L'intitulé des fonctionnaires principaux devient Directeur général et Directeurs généraux adjoints (2) et les programmes techniques sont restructurés en trois divisions des ressources terrestres, marines et sociales.

#### Le cinquantenaire de la CPS

Certaines remarques émanant de divers participants à la Conférence du cinquantenaire à Canberra illustrent les progrès obtenus par Bob Dun pour restaurer la confiance de la région en la CPS. Feu Ratu Sir Kamisese Mara, ancien premier ministre et président de la République des Îles Fidji, avait été étroitement lié à la CPS pendant de nombreuses années. Dans le discours qu'il prononça à l'ouverture de cette historique

conférence, il déclara: "Comme toutes les organisations, la Commission du Pacifique Sud a connu des hauts et des bas, et l'on m'a parfois demandé s'il était vraiment utile de la maintenir, étant donné l'existence du Forum. J'ai toujours répondu que cela en valait la peine, et je le pense toujours fermement. Car la Commission du Pacifique Sud présente un avantage que le Forum n'a pas. Il s'agit de l'universalité. Tous les pays, petits ou grands, ont leur place ici, quel que soit leur stade de développement politique".

En sa qualité de Président de la 37e Conférence du Pacifique Sud, M. Alexander Downer, Ministre australien des affaires étrangères, félicita la CPS pour ses 50 années de réussites depuis sa création par les Accords de Canberra en 1947, expliquant que la Commission était un exemple remarquable de coopération régionale. Le Premier Ministre australien John Howard mentionna également les bénéfices de la coopération, soulignant que "l'Australie est fière d'être associée à la fondation et aux succès de la Commission. La grande réussite de la Commission a été l'étroite et harmonieuse coopération entre tous les États et Territoires membres, dans le but d'atteindre nos objectifs communs pour la région. Ce partenariat entre différentes nations du Pacifique est fondamental pour le maintien de la paix et de la prospérité dans notre région et est le reflet de la pertinence, encore aujourd'hui, des principes directeurs de la Commission".

Événement notable lors de la 37e Conférence, le Royaume Uni décida de redevenir membre de la CPS. Les intentions du Royaume-Uni étaient alors encore entourées de quelque incertitude, vu sa décision de se retirer de l'Organisation deux ans plus tôt, mais l'initiative fut saluée de façon unanime. Ce retour allait cependant être bref. En 2003, le Royaume-Uni annonça, en effet, qu'il se retirerait de nouveau de la Communauté du

and harmonious cooperation of all the member states and territories to achieve our shared goals for the region. This partnership between nations of the Pacific is fundamental to the continued peace and prosperity of our region and reflects the enduring relevance of the guiding principles of the Commission.'

A notable event at the 37th Conference was the United Kingdom's decision to rejoin SPC. While there was still some uncertainty regarding its intentions, given its decision to withdraw from membership only two years earlier, it was unanimously welcomed back. The return would be short lived, however. In 2003, the United Kingdom announced that at the end of 2004 it would again withdraw from the Pacific Community, linking the move to a decision to end its bilateral programme of assistance to the Pacific in favour of focusing on low-income countries in other regions of the world.

Dr Dun informed the 37th Conference in Canberra of his decision to relocate one of his two deputies, Dr Jimmie Rodgers, to Suva to provide on-the-ground management of SPC's regional office in Fiji, which was then home to some 40 per cent of the organisation's staff and programme activities. Having a member of the executive in Suva would simplify SPC's interactions with bilateral and multilateral donors and promote closer working relationships with Suva-based CROP organisations.

### New logo and identity – 1st Conference of the Pacific Community

The 1st Conference of the (new) Pacific Community was hosted by French Polynesia in October 1999. This was to be Bob Dun's last conference as Director-General as he did not want to serve another term. He sought to complete his tenure by gaining approval for two outstanding matters that would signal the accomplishment of his agenda for change: launching SPC's new organisational identity by adopting a new logo – a canoe in full sail striking out into new waters – and modernising SPC's operational policies and procedures in what would become known as the 'Tahiti Nui Declaration'. The Conference approved both the logo and declaration.



#### SPC's logo and flag

The SPC logo and flag were approved at the 1st Conference of the Pacific Community in December 1999 in Tahiti, French Polynesia.

- The 26 stars represent the 26 members of the Pacific Community.
- The curved bar rounding out the circle of stars symbolises the Secretariat, which serves to link the Community.
- The sail and the two 'waves' representing the ocean are symbols of linkage and interchange.
   These three elements create an image of a racing canoe.
- The coconut palm near the centre of the design represents the Pacific region as dynamic and mobile rather than sidelined and stationary.
- The dark blue colour reminds us of the vastness and depth of Oceania.
- The turquoise colour of the sail brings the promise of youth.





Pacifique fin 2004, expliquant que le pays avait décidé de mettre fin à son programme bilatéral d'assistance en faveur du Pacifique afin de concentrer désormais l'aide britannique à des pays à faible revenu dans d'autres régions du monde.

Bob Dun annonça à l'occasion de la 37e Conférence à Canberra sa décision de transférer à Suva l'un de ses adjoints, M. Jimmie Rodgers, afin que ce dernier puisse y assurer sur le terrain la gestion du bureau régional de la CPS à Fidji, qui représentait alors environ 40 pour cent du personnel et des activités du programme de travail de l'Organisation. La présence d'un membre de la direction à Suva allait simplifier les interactions de la CPS avec les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et renforcer les relations de travail avec les organisations membres du CORP basées à Suva.

### Le logo et le drapeau de la CPS

Le logo et le drapeau de la CPS furent choisis lors de la première Conférence de la Communauté du Pacifique, qui se tint en décembre 1999 à Tahiti, en Polynésie française.

- Les 26 étoiles représentent les 26 membres de la Communauté du Pacifique.
- La barre incurvée terminant le cercle d'étoiles symbolise le Secrétariat général, qui fait le lien entre membres de la Communauté.
- La voile et les deux "vagues" représentant l'océan symbolisent l'idée de lien et d'échange. Ces trois éléments forment l'image d'une pirogue en pleine course.
- Le cocotier, situé près du centre du dessin, représente la région Pacifique, et souligne sa dimension dynamique et mobile, plutôt qu'immobile et en retrait.
- Le bleu foncé rappelle l'étendue et la profondeur de l'Océanie.
- La couleur turquoise de la voile évoque la jeunesse et tout ce qu'elle peut apporter.

### Nouveau logo et nouvelle identité – 1ère Conférence de la Communauté du Pacifique

La 1ère Conférence de la (nouvelle) Communauté du Pacifique se tint en Polynésie française, en octobre 1999 (ceci étant la première réunion de la Conférence suite au changement de nom). Elle devait être la dernière Conférence de Bob Dun, puisque ce dernier avait décidé de ne pas se représenter. Il termina son mandat en sollicitant l'aval des participants sur deux dossiers exceptionnels qui marqueraient l'accomplissement de sa mission de changement, à savoir, d'une part, le lancement de la nouvelle identité organisationnelle de la CPS par l'adoption d'unnouveaulogo-unepiroguetoutevoile de hors affrontant des eaux nouvelles - et, d'autre part, la modernisation des politiques opérationnelles et des procédures de fonctionnement de la CPS qui feraient plus tard l'objet de la "Déclaration de Tahiti Nui". La Conférence approuva à la fois le logo et la déclaration.

# Nomination historique du Directeur général

L'une des décisions clés prises lors de la 1ère Conférence de la Communauté du Pacifique à Tahiti en janvier 2000 fut la nomination à la succession de Bob Dun de Mme Lourdes Pangelinan, nouveau Directeur général de la CPS. Cette dernière fut non seulement la première femme à la tête de la CPS, mais aussi la toute première femme élue à la direction d'une organisation régionale du Pacifique (quelques années plus tard, elle fut suivie de Cristelle Pratt à la Commission océanienne de recherches géoscientifiques appliquées (SOPAC), d'Anaseini Raivoce au Conseil d'évaluation éducationnelle



# Director-General's appointment makes history

A key decision at the 1st Conference of the Pacific Community in Tahiti was the appointment of Lourdes Pangelinan to succeed Dr Dun as SPC's new Director-General in January 2000. She was not only the first woman to head SPC but also the first woman to head any Pacific regional organisation (her lead was followed in later years by Cristelle Pratt at the Pacific Islands Applied Geoscience Commission, Anaseini Raivoce at the South Pacific Board for Educational Assessment and Esther Williams at the University of the South Pacific). Ms Pangelinan's appointment also ensured continuity; as one of Bob Dun's deputies she was in an ideal position to carry on the work he had begun.

Ms Pangelinan's six years as Director-General were marked by early consolidation of the advances made by Bob Dun, followed by finetuning and the development of new initiatives. As she wrote in her foreword to SPC's Annual Report for 2000: 'From a corporate point of view, it is a time for consolidation of prior achievements for an organisation that in recent years has built a reputation for openness and transparency.'

## Expansion of programmes and partnerships

In a significant change in SPC's operations, technical programmes shifted to longer-term three-year strategic plans. The breathing space provided by the longer planning cycle meant that service delivery could take precedence over the annual search for funds and enabled programmes to focus on the overall outcomes of their work rather than on individual activities. The new approach was welcomed by both technical staff

#### LOURDES T. PANGELINAN (GUAM) SPC Director-General January 2000 to January 2006

Lourdes T. Pangelinan is from Guam, often referring to herself as a 'simple Chamorro woman'. She graduated from the University of California at Davis in 1976 with a degree in international relations and then completed a year of postgraduate study in France. Ms Pangelinan began her career as a journalist with a Guam newspaper before being appointed Special Assistant to the Lieutenant Governor of Guam in 1979, based in San Francisco. She returned to Guam in 1984 to become Chief of Staff, Office of the Governor of Guam, and later took up the role of Director of Communications with the Superior Court of Guam. She first joined SPC as Deputy Director-General in 1996. At the time, she was no stranger to SPC, having represented Guam at SPC technical and policy meetings for a number of years.

When Ms Pangelinan became Director-General of SPC in January 2000, she made history as the first woman to lead SPC and the first to lead a Pacific regional organisation. She maintained an 'open door' management style, and under her guidance, SPC became a leaner and more efficient organisation while retaining its Pacific Island heart and soul. Pacific Community members unanimously reappointed her to the position of Director-General for three twoyear terms, the last of which ended in January 2006. Three months earlier, at the 4th Conference of the Pacific Community in Palau, delegates paid tribute to her vision, leadership and wisdom. The Hon. Felix Camacho, Governor of Guam, stated, 'We on Guam are extremely proud of her accomplishments. Lou will not be lost to SPC, as her excellent work, her positive contribution and tremendous influence over the past 10 years will carry on.' The French ambassador, His Excellency Bruno Gain, said that her 'smiling authority, enormous talent and outstanding work [had] contributed to maintaining SPC as a healthy and strong organisation'.

Ms Pangelinan continues to work in the region. In February 2007, the Pacific Islands Forum Secretariat appointed her as manager for development of the Regional Institutional Framework (RIF) Stage Two.





#### LOURDES T. PANGELINAN (GUAM) Directeur général de la CPS de janvier 2000 à janvier 2006

Originaire de l'île de Guam, Lourdes T. Pangelinan aime à se définir comme "une simple femme Chamorro". Diplômée de relations internationales de l'Université de Californie (University of California at Davis) en 1976, elle effectue ensuite un cursus d'études universitaires du troisième cycle en France pendant une année. C'est en tant que journaliste auprès d'un quotidien de Guam qu'elle débute sa carrière, avant d'être nommée en 1979 Assistante spéciale du Lieutenant-gouverneur de Guam en poste à San Francisco. En 1984, elle revient à Guam pour prendre le poste de Chef de cabinet du Gouverneur de Guam, avant d'être nommée Directeur de la communication du Tribunal supérieur. Mme Pangelinan rejoint ensuite la CPS lors de sa nomination au poste de Directeur général adjoint en 1996 ; l'Oganisation ne lui est cependant pas étrangère, puisqu'elle représente Guam depuis déjà plusieurs années dans le cadre de réunions techniques ou de conférences regroupant des dirigeants de haut niveau.

Lorsqu'elle prend ses fonctions en tant que Directeur général en janvier 2000, Lou Pangelinan devient non seulement la première femme à tenir les rênes de la CPS, mais aussi la première à diriger une organisation régionale océanienne. Son style de gestion est celle de la "porte ouverte"; sous sa direction, la CPS se rationalise et acquiert une efficacité majeure, tout en conservant son essence et son esprit océaniens. C'est à l'unanimité que les membres de la Communauté du Pacifique reconduisent Mme Pangelinan dans ses fonctions, pour un total de trois mandats de deux ans, dont le dernier arrive à son terme en janvier 2006. Trois mois plus tôt, lors de la 4e Conférence de la Communauté du Pacifique, tenue en 2005 à Palau, les délégués rendaient tous ensemble hommage à sa vision, à son aptitude à diriger, et à sa sagesse. Felix Camacho, Gouverneur de Guam, déclarait notamment : "Nous sommes extrêmement fiers, à Guam, de ses réalisations. Lou ne quitte pas tout à fait la CPS, puisque les témoignages de son excellent travail, de sa contribution positive et de l'immense influence qu'elle a exercée au cours des dix années passées demeureront". S.E. l'Ambassadeur de France, M. Buno Gain, s'adressait en ces termes au Directeur général sortant : "Votre autorité souriante, votre immense talent et votre remarquable travail ont contribué à faire de la CPS une organisation forte et saine".

Lou Pangelinan continue d'œuvrer pour la région : en février 2007, le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique la nomme à la tête de la phase 2 du Cadre institutionnel régional (Regional Institutional Framework ou RIF).

du Pacifique Sud (SPBEA) et d'Esther Williams à l'Université du Pacifique Sud (USP)). La nomination de Lourdes Pangelinan fut également un gage de continuité : en tant qu'adjointe de Bob Dun, elle était, mieux que quiconque, à même de poursuivre le travail engagé.

Les six années de mandat de Lourdes Pangelinan en tant que Directeur général commencèrent par un effort de consolidation des avancées faites par Bob Dun, suivi de l'ajustement et de la mise en œuvre de nouvelles initiatives. Comme elle l'écrivit dans son avant-propos du Rapport annuel de la CPS pour l'an 2000 : "Du point de vue de l'Organisation, qui s'est, au cours des dernières années, forgée une réputation d'ouverture et de transparence, l'année a été placée sous le signe du renforcement des acquis".

## De nouveaux programmes et partenariats

Le mode de fonctionnement de la CPS connut un changement significatif avec l'introduction de plans stratégiques à long terme établis sur trois ans, venant remplacer les programmes techniques. La marge de manœuvre que laissent des cycles de planification plus longs offrit la possibilité de privilégier la qualité des services rendus, auparavant sacrifiée au profit de la recherche de fonds, et permit aux différents départements et sections de se concentrer sur la portée globale de leur travail, plutôt que sur telle ou telle activité en particulier. Cette nouvelle approche fut bien accueillie, tant par le personnel technique que par les partenaires dans le développement, et révolutionna la façon dont la CPS allait désormais mobiliser des financements en faveur des priorités exprimées par les membres. La plupart des partenaires dans le développement, et en particulier les membres métropolitains de la CPS, contribuèrent à ce processus en adoptant une approche plus souple.

La période allant de 1996 à 2006 vit une augmentation exponentielle du nombre des programmes techniques mis en œuvre par la CPS. Au départ, le personnel rassemblait 170 agents pour un budget total d'environ 13 millions de dollars des États-Unis. Dix ans plus tard, la CPS atteignait 340 agents et son budget annuel avoisinait les 46 millions de dollars.



and development partners and revolutionised SPC's approach to financing members' priorities. Major development partners, in particular SPC's metropolitan members, also aided the process by adopting a more flexible approach.

The period from 1996 to 2006 saw an exponential increase in technical programmes implemented by SPC. At the outset, there were around 170 staff and the total budget was approximately USD 13 million. Ten years later, staff numbers had increased to 340 and the annual budget was close to USD 46 million.

Before 1996, SPC's metropolitan members and the EU had together provided the bulk of funding for its programmes. Increasingly, SPC began to receive financial support from new funding partners, including the United Nations Population Fund, Global Environment Facility, Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria, Asian Development Bank and United Nations Children's Fund. Regional programmes that were either established or became part of SPC over the decade included the Cultural Affairs Programme (1996), Regional Maritime Programme (1996), Adolescent Health and Development Project (1996), Regional Forestry Programme (1997) and the EU-supported Pacific Regional Agriculture Programme (1998). In addition to the new programmes, existing programmes expanded to meet the growing number of requests for services from member countries and territories.



Jusqu'en 1996, la majeure partie du financement des programmes assurés par les départements et sections de la CPS avait été assuré par les membres métropolitains de l'Organisation et l'Union européenne. Progressivement, la CPS commença à recevoir un soutien financier de la part de nouveaux partenaires bailleurs de fonds, dont notamment le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, la Banque asiatique de développement et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, pour ne citer que ceux-là. Parmi les programmes, départements ou sections mis en place par la CPS ou qui passèrent sous la responsabilité de la CPS pendant cette décennie, figurent la Section Affaires culturelles (1996), le Programme Affaires maritimes (1996), le Projet Santé génésique des adolescents (1996), le Département Foresterie (1997) et le Programme régional océanien de développement de l'agriculture, soutenu par l'UE (1998). En plus de ces nouvelles activités, d'autres activités ou départements existants ont été étendus afin de répondre à la demande croissante de services de la part des États et Territoires membres.

## Promotion de la culture océanienne

Dans son allocution d'ouverture de la Conférence de la Commission du Pacifique Sud en octobre 1991, Sa Majesté la Reine Halaevalu Mata'Aho de Tonga invitait la CPS à donner toute sa place à la promotion de la culture : "[...] Je prie instamment la Communauté du Pacifique Sud de promouvoir en particulier l'artisanat traditionnel et les biens culturels. Les enrichissements qu'apportera cette approche seront en parfaite adéquation avec les grands objectifs de la Commission en matière de culture".

Le Conseil des arts du Pacifique, fondé deux ans après le premier Festival des arts du Pacifique, organisé à Fidji en 1972, se fit également le grand défenseur des projets culturels et encouragea vivement la Conférence du Pacifique Sud de 1995 à nommer un Conseiller aux affaires culturelles au sein de la CPS. Les autorités françaises fournirent le soutien financier et en août 1996, la section Affaires culturelles était née.

L'un des rôles prioritaires de la section consistait à aider le Conseil des arts du Pacifique à définir des priorités en matière de culture et à mettre en œuvre des activités de nature à préserver et à promouvoir le riche héritage culturel de la région. La section joua également un rôle important en participant à l'organisation du Festival des arts du Pacifique. M. Yves Corbel (voir photo en page 164) fut le premier Conseiller aux affaires culturelles. Il rejoignit plus tard, en 1999, l'équipe de direction de Lourdes Pangelinan, en tant que Directeur général adjoint.

### Réunions de la Communauté du Pacifique

L'Organisation ayant changé de nom en 1997, l'appellation donnée à la réunion de l'organe directeur de la CPS passa de "Conférence du Pacifique Sud" à "Conférence de la Communauté du Pacifique". La dernière Conférence du Pacifique Sud, organisée à Canberra en 1997, avait été marquée par la présentation d'exposés sur des thèmes spécifiques; cette idée fut institutionnalisée à partir de la première Conférence de la Communauté du Pacifique. La participation des ministres s'était considérablement étiolée pendant dix ans, notamment en raison de la diminution du nombre de réunions annuelles de l'organe directeur suite au rapport Siwatibau. Il fut décidé que la réunion

#### An advocate for Pacific culture

In her address at the opening of the South Pacific Conference in October 1991, Her Majesty Queen Halaevalu Mata'Aho of Tonga had called on SPC to dedicate a position to the promotion of culture: 'I urge the South Pacific Commission to specifically promote both traditional handicrafts and cultural property. The enriching benefits of this approach will be in true keeping with the most worthwhile cultural objectives of the Commission.'

The Council of Pacific Arts, which was formed two years after the first Pacific Arts Festival held in Fiji in 1972, was also a strong advocate for cultural programmes and it strongly encouraged the 1995 South Pacific Conference to appoint a Cultural Adviser at SPC. The Government of France provided financial support for the position and in August 1996, the Cultural Affairs Programme was inaugurated.

A primary role of the programme was to help the Council of Pacific Arts set priorities and implement activities for preserving and promoting the region's rich cultural heritage. The programme also played a strong part in helping to organise the Festival of Pacific Arts. Yves Corbel (pictured at right) was the first Cultural Affairs Adviser. He later joined Lourdes Pangelinan's executive team, becoming Deputy Director-General in 1999.

#### Pacific Community meetings

With the organisation's change of name in 1997, the conference of SPC's governing body became the 'Conference of the Pacific Community' rather than the 'South Pacific Conference'. Presentations on specific policy issues had been a feature of the last South Pacific Conference in Canberra in 1997 and this feature became standard for the new Conference of the Pacific Community. Ministerial

participation in the Conference noticeably decreased during the decade as a result of several factors, including the reduction in the number of annual meetings of the governing body following the Siwatibau review. CRGA meetings would now be held once a year instead of twice and the ministerial conference became a two-yearly rather than an annual event. CRGA has the power to make policy and programme decisions during the years the Conference does not meet, which means that the Conference deals only with higher-level policy issues, budgets and decisions relating to the renewal or appointment of SPC's Director-General. The Conference theme therefore adds substance to the agenda and, fittingly, is usually related to important policy or strategic issues that require a response, commitment and/or leadership at the political level.

The 1st Conference of the Pacific Community in Tahiti in 1999 was the first held under the new governance arrangements. French Polynesia selected the theme of 'Information technology', which, given the year of the Conference, might have been ahead of its time in the Pacific. However, it laid the foundation for the continuing development of information technology within SPC. Unusually, the 1999 CRGA meeting also had a theme that year: 'Guardianship of Pacific Island resources – land, sea and people'. Subsequently, this theme has become almost a mantra for SPC because it encompasses the links between people and their environment.

For the 2001 Conference, the 2nd Conference of the Pacific Community, the theme was 'The Pacific Islands challenge – human resources development'. The presentation of the thematic discussion at the Conference established a pattern for following conferences. An SPC team set the scene by presenting an overview, which was followed by presentations from various







du CRGA se tiendrait désormais une seule fois par an, et non plus deux, et que la conférence ministérielle passe d'une fréquence annuelle à bisannuelle. Les années où la Conférence ne se réunit pas, le CRGA a le pouvoir de prendre des décisions relatives au programme de travail et à la politique générale ; par conséquent, la Conférence ne traite que des aspects stratégiques liés à la politique générale et au budget, et des décisions concernant le renouvellement ou la nomination du Directeur général de la CPS. Le thème choisi pour la Conférence oriente donc l'ordre du jour de cette dernière; par conséquent, il porte généralement sur des enjeux politiques ou stratégiques importants exigeant une intervention, un engagement ou une orientation ferme de la part des représentants politiques.

La Conférence de la Communauté du Pacifique qui se tint à Tahiti en 1999 fut la première à être organisée sous ce nouveau régime décisionnel. La Polynésie française choisit pour la Conférence un thème peut-être novateur pour l'Océanie à cette époque : les "technologies de l'information". Toutefois, un important jalon pour l'approfondissement des questions relatives aux technologies de l'information au sein de la CPS était ainsi posé. Exceptionnellement, la réunion du CRGA de 1999 se vit également attribuer un thème : "La CPS gardienne des ressources terrestres, marines et humaines des îles du Pacifique". Ce thème est par la suite devenu presque un leitmotiv pour la CPS, tant il est vrai qu'il établit des passerelles entre les Océaniens et leur environnement.

Le thème sélectionné pour la deuxième Conférence de la Communauté du Pacifique, tenue en 2001, était : "Le défi lancé aux îles du Pacifique : la mise en valeur des ressources humaines". L'idée de l'introduction d'un débat

thématique à l'ordre du jour de la Conférence fut ensuite reprise lors des conférences suivantes. Le programme commença par un exposé présenté par des agents de la CPS, suivi de la perspective de différentes parties prenantes. Lors de la Conférence de 2001, par exemple, la Papouasie-Nouvelle-Guinée présenta le point de vue d'un pays insulaire océanien sur la question de la valorisation des ressources humaines, tandis que l'USP examina la question du point de vue d'un établissement d'enseignement supérieur, et la Nouvelle-Zélande parla en tant que partenaire dans le développement apportant un soutien financier à des programmes de valorisation des ressources humaines dans le Pacifique. L'une des conclusions principales de la Conférence de 2001 fut la demande de constituer un recensement des établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels de tous les États et Territoires membres de la CPS, tâche complexe qui fut achevée quelques années plus tard.

En 2003, la troisième Conférence de la Communauté du Pacifique, organisée aux Îles Fidji, s'intéressa à la réponse apportée par la région aux maladies infectieuses. L'épidémie de SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) qui frappa l'Asie en 2002 et 2003 rappela aux Océaniens leur vulnérabilité face aux épidémies mondiales de grande envergure. En choisissant ce thème pour la Conférence, on souhaitait déclencher une prise de conscience quant à la menace mais, surtout, on espérait amener tous les membres à s'engager à mettre en place des mesures visant à garantir un dépistage précoce des maladies, suivi d'une intervention rapide et efficace. À l'issue de la Conférence, la région se trouva dotée de moyens lui permettant de mieux gérer d'éventuelles épidémies, les partenariats entre les principaux acteurs de la santé de la région furent renforcés et améliorés, et le budget

stakeholder points of view. At the 2001 Conference, for example, Papua New Guinea provided the perspective of a Pacific Island country on human resources development, USP looked at the issue as a tertiary training institution, and New Zealand as a development partner that supports related programmes in the Pacific. A key outcome of the 2001 Conference was the request to draw up an inventory of all technical and vocational education and training institutions in SPC member countries and territories, a complex task that was achieved some years later.

The 3rd Conference of the Pacific Community, held in Fiji in 2003, focused on the region's response to infectious diseases. The epidemic of severe acute respiratory syndrome (SARS) in Asia in 2002-2003 was a reminder of the vulnerability of Pacific Island populations to major global epidemics and the theme was aimed at raising awareness of such threats and, more importantly, securing political commitment from all members to put measures in place to ensure early disease detection and rapid and effective responses. The outcomes of the Conference included a region that was better prepared to deal with epidemics, stronger and more effective partnerships between key stakeholders in health in the region, and increased resources for SPC's Public Health Programme to enable it to assist members in planning for and responding to emerging health challenges that could impact on their development.

The 2004 Eminent Persons' Group Review of the Pacific Islands Forum referred to the 'youth bulge' in the Pacific and the challenges it presented. The needs of young people in Pacific society, their aspirations, and their untapped potential for nation building were therefore a timely focus for the 4th Conference of the Pacific Community in Palau in November 2005. The

Koror Declaration on Youth, which stressed the need to ensure young people had opportunities for integrated education, sustainable livelihoods and healthy lifestyles, was endorsed by the Conference and formed the framework for the Pacific Youth Strategy 2010, approved by Pacific Ministers of Youth the same year. The first Pacific Youth Festival, convened in French Polynesia in 2006 with support from SPC and UNESCO, also highlighted the need for technical and vocational training that was accessible and affordable for all young people. The festival was voted such a success that plans were immediately made to make it a three-yearly event.

As SPC moves into its seventh decade, the theme of the 5th Conference of the Pacific Community, in Apia, will be one that touches the lives of all Pacific Island people: 'The future of Pacific fisheries – planning and managing for sustainable livelihoods and economic growth'. The theme, chosen by the host nation, Samoa, will examine the best course for the future, looking in particular at balancing current and future demands on fisheries, food security, sustainable livelihoods, and the economic imperatives of growing populations.





du Département Santé publique de la CPS fut augmenté, ce qui permit à ce dernier d'appuyer les pays et Territoires de la région dans leurs efforts de planification et d'organisation de la riposte aux menaces sanitaires émergentes qui pourraient avoir de graves répercussions sur leur développement.

En 2004, le rapport du Groupe de personnalités éminentes, constitué par le Forum des îles du Pacifique, fit état de l'explosion démographique de la jeunesse en Océanie et du défi qu'elle constitue. La place des jeunes dans la société océanienne, leurs aspirations et le potentiel inexploité qu'ils représentent pour l'édification de leurs nations respectives, autant d'éléments opportunément englobés dans le thème de la quatrième Conférence de la Communauté du Pacifique qui se tint à Palau en novembre 2005. La Déclaration de Koror relative aux moyens à donner aux jeunes pour accéder à une sécurité et une prospérité durables, qui souligne combien il est important pour les jeunes d'avoir accès à un enseignement polyvalent, des moyens de subvenir durablement à leurs besoins et un mode de vie sain, fut entérinée par la Conférence et servit de canevas à la Stratégie de promotion de la jeunesse océanienne à l'horizon 2010, qui fut approuvée par les Ministres océaniens de la jeunesse avant la fin de l'année. Le premier Festival de la jeunesse du Pacifique, organisé en Polynésie française en 2006 avec le concours de la CPS et de l'UNESCO, fit également apparaître qu'il était essentiel que les programmes de formation technique et professionnelle soient accessibles et abordables pour tous les jeunes. Le festival fut un tel succès qu'il fut immédiatement décidé d'en faire un événement triennal.

Alors que la CPS entame sa septième décennie, la cinquième Conférence de la Communauté du Pacifique qui se tiendra à Apia examinera un sujet qui touche tous les Océaniens dans leur vie quotidienne : "L'avenir de la pêche en Océanie: planifier et gérer pour assurer pérennité des revenus et croissance économique". Le thème, choisi par le pays hôte, le Samoa, amènera les participants à réfléchir aux meilleures solutions d'avenir, et en particulier à l'équilibre entre les sollicitations actuelles et futures sur le secteur de la pêche, à la sécurité alimentaire, à la création de moyens d'existence durable et aux impératifs économiques de populations en pleine croissance, à l'heure où se profile la menace d'un déclin des stocks de poissons.

## "De vraies solutions à de vrais problèmes" – l'évaluation Otto

Dix ans après le rapport Siwatibau, qui avait fait date, l'organe directeur de la CPS commandita une nouvelle évaluation de l'Organisation. Cette évaluation, confiée au sénateur palauan Caleb Otto, fut menée en 2005 et ses résultats présentés à la Conférence de 2005 à Palau. Dans le cadre d'un état des lieux complet, les six membres de l'équipe d'évaluation se rendirent en mission dans la quasi-totalité des 22 États et Territoires insulaires membres de la CPS, pour y rencontrer les partenaires et parties prenantes au développement, y compris ceux qui apportent un financement ou un soutien ou travaillent avec la CPS, ou reçoivent une assistance de cette dernière. Les conclusions de l'évaluation furent résumées en une simple remarque: "La CPS est notre Organisation. Elle apporte de vraies réponses à de vrais problèmes". Ce vote de confiance solide pour la CPS vint confirmer la voie prise presque 10 ans plus tôt par Dr Bob Dun.

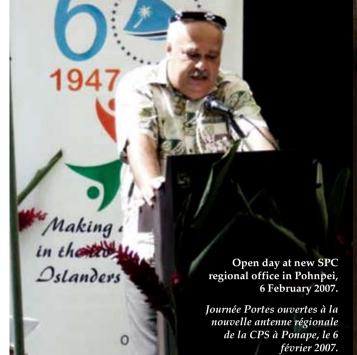
En plus de soutenir la direction de l'Organisation, l'évaluation formula onze recommandations qui furent toutes approuvées par la Conférence.

# 'Real solutions to real problems' – the Otto review

Ten years after the landmark Siwatibau review, SPC's governing body commissioned another external review of the organisation. This review, led by Palau's Senator Caleb Otto, was conducted in 2005 and the results were presented to the 2005 Conference in Palau. In a comprehensive assessment, the six-member review team visited almost all of SPC's 22 island members and consulted with many development partners and stakeholders, including those funding, supporting, working with or receiving assistance from SPC. The review's conclusions were summed up in a simple observation: 'SPC is our organisation. It provides real solutions to real problems.' This solid vote of confidence in SPC endorsed the course that Dr Bob Dun had set almost 10 years earlier.

As well as supporting the direction of the organisation, the review made 11 recommendations that were all approved by the Conference. Of these, four stood out. They called on SPC to increase communication with national decisionmakers and senior officials; assume a greater leadership role in identifying and advocating for regional priorities; develop country-specific engagement strategies; and make greater progress in decentralising services beyond Noumea and Suva. Taken as a whole, the recommendations emphasised the importance of SPC taking a forward-looking approach to delivering services that met changing national and regional needs and were more easily accessible to every part of the region.

SPC was not slow to act on the review's recommendations. One of Lourdes Pangelinan's last official tasks as Director-General was to sign an agreement on 19 January 2006 with the President



of the Federated States of Micronesia establishing a new SPC regional office in Pohnpei. The establishment of the Pohnpei office fulfilled a long-standing request from the Pacific Community's Micronesian members for a North Pacific office. It was particularly fitting that Ms Pangelinan, a Chamorran (native of Guam), opened this new chapter in SPC's history, bringing the number of regional offices to three. Consultations later began on establishing a similar office in Papua New Guinea, by far the largest island member of the Pacific Community.

SPC is, however, already relatively decentralised. In addition to its three regional offices, it also has field operations in 14 other member countries and territories, which host staff from the Land Resources Division and in some cases the Public Health Programme. At the time of writing, field operations were active in Cook Islands, French Polynesia, Kiribati, Marshall Islands, Nauru, Niue, Palau, Papua New Guinea, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, and Wallis and Futuna.





De ces dernières se dégageaient les quatre suivantes: communiquer davantage avec les décideurs nationaux et les hauts fonctionnaires ; jouer un rôle moteur dans l'établissement et la promotion des priorités régionales ; développer des stratégies d'engagement spécifiques à chaque pays et intensifier les efforts déployés en matière de décentralisation des services de la CPS audelà de Nouméa et de Suva. Dans leur ensemble, recommandations faites soulignaient l'importance pour la CPS d'être tournée vers l'avenir, afin de continuer à fournir des services en adéquation avec l'évolution des besoins régionaux et nationaux; elles précisaient aussi combien il était vital qu'aux quatre coins de la région, tous puissent avoir accès à ces services.

La CPS n'a pas tardé à agir conformément aux recommandations de l'évaluation. L'un des derniers actes officiels de Lourdes Pangelinan en tant que Directeur général fut la signature d'un accord, le 19 janvier 2006, avec le président des États fédérés de Micronésie, établissant un nouveau bureau régional de la CPS à Ponape. La création du bureau de Ponape répondait à une demande de longue date émanant des membres micronésiens de la Communauté du Pacifique, qui souhaitaient un bureau régional dans le Pacifique Nord. Le fait que l'ouverture de ce nouveau chapitre de l'histoire de la CPS, qui se dotait ainsi d'un troisième bureau régional, fût officialisée par Lourdes Pangelinan, elle-même Chamorro (native de Guam) fut un hasard particulièrement heureux. Lors de consultations ultérieures fut évoquée la création d'un autre bureau en Papouasie-Nouvelle-Guinée, de loin le plus grand pays insulaire membre de la Communauté du Pacifique.

La CPS, en fait, est déjà relativement décentralisée. En plus de ses trois bureaux régionaux, la CPS opère également sur le terrain dans 14 autres États et Territoire membres, qui accueillent du personnel de la division Ressources terrestres et, dans certains cas, du département Santé publique. Des opérations sur le terrain sont actuellement menées sur les Îles Cook, en Polynésie française, à Kiribati, aux Îles Marshall, à Nauru, à Niue, à Palau, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, aux Îles Salomon, aux Tonga, à Tuvalu, à Vanuatu et à Wallis et Futuna.

### De nouveaux accords concernant le siège de la CPS

C'est par l'Accord Angamarre, signé il y a 50 ans, que la Nouvelle-Calédonie fut désignée pour accueillir le siège de la CPS. Depuis la signature de cet accord il y a 50 ans, les relations entre la Nouvelle-Calédonie et la France ont évolué, et le Territoire a désormais toute compétence en matière de coopération régionale. En avril 2003 un nouvel "Accord de siège" fut signé entre la CPS et la France et la Nouvelle-Calédonie. Par cet accord, ces deux parties renouvelaient leur engagement à continuer d'accueillir le siège de l'Organisation sur le Territoire. Le nouveau texte fut signé pour la France par Pierre Frogier, en tant que Président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, et pour la CPS par le Directeur général, Lourdes Pangelinan.

#### La relève de la garde

Lourdes Pangelinan quitta ses fonctions de Directeur général à l'occasion de la 4e Conférence à Palau, sous les acclamations des membres de l'Organisation qui saluèrent son travail et son autorité tout au long des six ans de son mandat, qui prit fin le 22 janvier 2006. La conférence nomma M. Jimmie Rodgers, Directeur général adjoint, à sa succession. Jimmie Rodgers fut donc le troisième membre de l'équipe de direction de

## New agreement on SPC headquarters

The status of SPC in New Caledonia dates back to the 50-year-old Angamarre Agreement, which designated Noumea as the location of SPC's headquarters. In the 50 years since the signing of the original agreement, New Caledonia's relationship with France has evolved, enabling the territory to participate fully in the business of regional cooperation. In April 2003, a new 'Headquarters Agreement' for SPC was signed with France and the territory of New Caledonia. The agreement marked a renewal of the commitment by New Caledonia and France to continue hosting the organisation's headquarters in New Caledonia. It was signed for France by Pierre Frogier, then President of the Government of New Caledonia, and for SPC by the Director-General, Lourdes Pangelinan.

#### Changing of the guard

Lourdes Pangelinan stepped down from the position of Director-General at the 4th Conference in Palau to acclaim from members for her performance and steady hand over her six-year term, which ended on 22 January 2006. The Conference appointed Dr Jimmie Rodgers, Senior Deputy-General, to succeed her. Dr Rodgers was thus the third member of Dr Dun's management team to take the helm of the organisation. In his acceptance speech, he paid tribute to his two predecessors, who had handed over 'a dynamic organisation', and said that under his watch, SPC's primary goal would be 'to make a positive difference in the lives of Pacific Island people'.

Dr Rodgers' first CRGA meeting as Director-General (CRGA 36 in Noumea) showed a passion for progress guided by practical realities and members' priorities. In an overview of what he considered were key issues that would affect the region in the next decade, Dr Rodgers highlighted the implications of a potential mismatch between the region's resources and growing population, which is forecast to double over the next 35–40 years for some countries, and stressed the need for longer-term planning and forecasting.

Left: Falani Aukuso, SPC Deputy Director, Suva. Right: Richard Mann, SPC Deputy Director, Noumea.

À g.: Falani Aukuso, Directeur adjoint de la CPS, Suva. À dr.: Richard Mann, Directeur adjoint de la CPS, Nouméa.

#### DR JIMMIE RODGERS (SOLOMON ISLANDS) SPC Director-General January 2006 to present

Dr Jimmie Rodgers comes from the Western Province of Solomon Islands and is married with three children. He graduated from the Fiji School of Medicine in 1980 and later gained postgraduate qualifications in anaesthesia (New Zealand) and health administration (Australia). He was Chief Medical Officer (Anaesthesia) at the Solomon Islands national hospital for several years and also worked for the Ministry of Health and Medical Services, where he held the post of Under-Secretary of Health Care for over six years and for a time was acting Permanent Secretary for Health.

Dr Rodgers joined SPC in 1996 as Director of Programmes, a post that later became Deputy Director-General based in Noumea. He moved to Suva in 1998 to head SPC's Suva regional office, where he served as Senior Deputy Director-General. He was appointed Director-General of SPC in November 2005 and took up the post in early 2006.

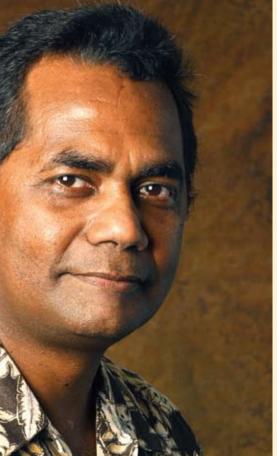
As a result of his personal experiences in medicine and government administration, Dr Rodgers has a strong interest in sustainable development, particularly in rural areas. He has contributed to a number of regional development processes and initiatives, including the formulation of the Pacific Plan. He was a member of the Reflection Group for the Eminent Persons' Review of the Pacific Islands Forum in 2004 and led a review of the Fiji School of Medicine in 2005. A constant feature of his work is the importance he places on clear and transparent management and open communication with member countries, development partners and donors, always with the aim of achieving his often-stated philosophy of 'putting people first'.





Bob Dun à prendre les rênes de l'Organisation. Dans son discours de prise de fonctions, il rendit hommage à ses deux prédécesseurs, qui lui avaient confié "une organisation dynamique", et déclara que sous sa surveillance, le premier objectif de la CPS consisterait à "améliorer la vie des peuples océaniens".

La première réunion du CRGA à laquelle Jimmie Rodgers participa en tant que Directeur général (le 36e CRGA, à Nouméa) fut placée sous le signe de la passion du progrès, un progrès quitté par des réalités concrètes et par les priorités des membres de l'Organisation. Dressant le bilan de ce qui constituait à ses yeux les enjeux principaux auxquels sera confrontée la région au cours des dix prochaines années, le nouveau Directeur général insista sur les dangers d'une éventuelle inadéquation entre la population de la région qui devrait doubler dans certains pays dans les 35 à 40 prochaines années, et les ressources disponibles; il rappela également la nécessité d'inscrire les exercices de planification et de prévision dans le long terme.



#### JIMMIE RODGERS (ÎLES SALOMON) Directeur général de la CPS depuis janvier 2006

Jimmie Rodgers est originaire de la Province occidentale des Îles Salomon; marié, il a trois enfants. Diplômé de l'École de médecine de Fidji en 1980, il obtient par la suite un diplôme d'études supérieures spécialisées en anesthésie, en Nouvelle-Zélande, et en administration de la santé publique, en Australie. Il occupe le poste de médecin chef (anesthésie) à l'hôpital national des Îles Salomon pendant plusieurs années, mais œuvre également au sein du Ministère de la santé et des services médicaux au poste de Sous-secrétaire à la santé pendant plus de six ans, et pendant un plus courte période au poste de Secrétaire permanent à la santé.

En 1996, M. Rodgers accepte le poste de Directeur des programmes à la CPS, qui prit par la suite l'appellation "Directeur général adjoint en poste à Nouméa". Deux ans plus tard, il part aux Îles Fidji pour y diriger l'antenne régionale de la CPS à Suva, prenant les fonctions de Premier Directeur général adjoint. En novembre 2005, il est nommé Directeur général de la CPS et entre en fonctions au siège au début de l'année 2006.

C'est l'expérience personnelle de Jimmie Rodgers tant en médecine qu'en administration publique qui fait naître chez lui un intérêt particulier pour le développement durable, notamment dans les zones rurales. Au fil de sa carrière, il s'investit dans un certain nombre de processus et de projets de développement à l'échelle régionale, au nombre desquels le Plan pour le Pacifique. Il participe au groupe de réflexion travaillant sous l'égide du Groupe de personnalités éminentes chargé de l'évaluation du Forum des Îles du Pacifique (2004), et dirige également l'évaluation de l'École de médecine de Fidji (2005). Jimmie Rodgers est connu pour son attachement à la clarté et à la transparence dans la gestion, ainsi qu'à la conduite d'un dialogue franc et sincère avec les pays États et Territoires membres, les partenaires dans le développement et les bailleurs de fonds ; il ne n'a de cesse de mettre en pratique sa philosophie : "Accorder la première place au capital humain".

A constant theme of CRGA 36 was the need to consider the impacts of international and regional agreements and developments on Pacific Community members, in particular the implications of decisions by world bodies on issues such as climate change, trade, transport and health. At the regional level, the 'Pacific Plan for Strengthening Regional Cooperation and Integration' had been developed and approved by PIF leaders. Dr Rodgers confirmed SPC's strong support for the Pacific Plan, but noted that the Plan should not be seen as the blueprint for regional development, but rather as an important framework enabling countries to work together and pool resources in addressing strategic areas.

## Charting a course for the next decade

In his statement to the Conference in Palau following his appointment as the new Director-General, Dr Rodgers told members: 'Senator Otto and his team have plotted a map to guide me and the organisation, and CRGA and conference have provided the radar. You have declared your ownership of SPC. Metropolitan members have confirmed their continuing support for the organisation to the extent that some are looking at increasing their commitments. The main challenge now is to translate what is already an excellent organisation into an even better one focused on one principal outcome: enhancing the sustainable livelihoods of Pacific Island people to ensure they can lead free and worthwhile lives.'

Emphasising the principles that will underpin the planning and delivery of SPC's regional service in the next decade, Dr Rodgers informed CRGA 36 the following year in Noumea that there was 'an urgent need to repackage SPC's services on the basis of three pillars [see boxed text] that are intricately related and that enhance each other'. The three pillars are embodied in the organisation's corporate plan for 2007–2012. Dr Rodgers noted that they did not represent completely new ideas, but rather recognised the increasing interaction between members' needs and priorities, the impacts of regional and international developments, and the need to position SPC to respond appropriately.

Dr Rodgers also introduced his two newly appointed deputies to the conference, Falani Aukuso (Suva), designated as champion of small island states, and Richard Mann (Noumea), designated as the focal point for francophone members.

Using a 3-D geographic information system in a participatory community mapping exercise to plan resource use and development, and safeguard cultural heritage.

Utilisation d'un système d'information géographique sur les méthodes participatives communautaires appliquées à la cartographie en 3 dimensions pour planifier et développer l'utilisation des ressources, et sauvegarder l'héritage culturel.



#### SPC's three pillars

**Increased focus on member priorities:** this is the operational part of SPC's work and its core business – to work for and assist the development of Pacific Community members.

Strategic engagement at international, regional and national levels: this is the enabling part of SPC's work. Not all members have sufficient resources and expertise to engage with international and regional bodies that impact on them. SPC will increasingly engage in international forums in its areas of expertise to contribute knowledge, analyse outcomes and provide options to decision-makers at the national level, and to help them position themselves to respond effectively to challenges.

**Strategic positioning of SPC:** to ensure it can continue to meet members' needs effectively and efficiently, SPC must have the resources and processes in place to deliver excellent service and must maintain existing partnerships and form new ones that support that delivery.



L'un des thèmes récurrents du 36e CRGA fut la nécessaire prise en compte des répercussions de certains accords ou événements internationaux et régionaux pour les membres de la Communauté du Pacifique, notamment l'impact de nombre de décisions prises par des organisations mondiales dans des domaines tels que le commerce, le transport ou la santé. À l'échelon régional, le "Plan de renforcement de la coopération et de l'intégration régionales pour le Pacifique" fut mis au point et approuvé par les dirigeants du Forum des Îles du Pacifique. M. Rodgers confirma l'appui sans réserve de la CPS au Plan pour le Pacifique, tout en rappelant aux partenaires de développement qu'il ne s'agissait pas d'un plan exhaustif de développement régional, mais plutôt d'un cadre fondamental pour la coopération entre pays de la région et la mise en commun des moyens dans certains domaines d'importance stratégique.

#### Les trois piliers de la CPS

**Une attention accrue aux priorités des membres :** il s'agit de la partie opérationnelle du travail de la CPS et de son activité essentielle – travailler pour le développement des membres de la Communauté du Pacifique et leur fournir une assistance.

Engagement stratégique aux échelons international, régional et national: il s'agit de l'aspect du travail de la CPS qui permet aux pays membres de faire entendre leur voix. Les membres ne disposent pas tous des ressources et des compétences techniques leur permettant d'entrer en relation avec les organisations régionales et internationales dont les activités ont une incidence dans le pays. La CPS accroîtra sa présence dans les enceintes internationales dans son domaine de compétence, afin d'apporter ses connaissances, d'analyser les résultats, de fournir des options aux décideurs au niveau national pour les aider à se positionner afin de répondre de manière efficace à un défi donné.

**Positionnement stratégique de la CPS:** afin de s'assurer qu'elle reste en mesure de répondre aux besoins des membres de manière efficace et rationnelle, la CPS doit mettre en place les ressources et les processus lui permettant de fournir des services d'excellence; pour cela, elle doit maintenir les partenariats existants et en former de nouveaux qui soient propices à la réalisation de cet objectif.

### Définition d'une ligne de conduite pour les dix prochaines années

Lors de l'allocution qu'il prononça à l'occasion de sa nomination au poste de Directeur général lors de la Conférence à Palau, M. Rodgers déclara :

"le Sénateur Otto et son équipe ont rédigé une feuille de route, ou plutôt un guide de navigation, afin d'aider l'Organisation et son Directeur général à garder le cap ; quant aux délégués du CRGA et de la Conférence, leurs observations et les priorités qu'ils ont fixées seront mon radar. Vous avez démontré que l'Organisation vous appartient. Les membres métropolitains ont confirmé leur soutien à l'Organisation, et dans certains cas ont même déclaré leur intention de l'accroître. Nos actuels partenaires de développement souhaitent maintenir leur collaboration avec la CPS, et de nouveaux partenaires ont déclaré vouloir travailler à nos côtés au service de la région... Le principal défi que j'ai à relever est de savoir "comment faire d'une organisation, déjà excellente, une organisation encore plus performante, axée sur un seul résultat primordial, l'amélioration des moyens de subsistance durables des Océaniens pour faire en sorte qu'ils puissent mener une vie libre et passionnante".

Soulignant les principes qui sous-tendront la planification et l'exécution des services apportés par la CPS à la région au cours de la décennie à venir, Jimmie Rodgers informa les participants au 36e CRGA, qui se tint l'année suivante à Nouméa, qu'il était "urgent de restructurer les services de la CPS en les fondant sur trois piliers (voir encadré) intimement liés entre eux, mais aussi complémentaires". Ces trois piliers forment d'ailleurs la structure du plan directeur

#### SPC's 60th anniversary

SPC ended the decade on a high note by celebrating its 60th anniversary on 6 February 2007 (see photos). An early-morning flag-raising ceremony in Noumea and the planting of a tree in Suva were the first of a series of events marking the occasion. During what was termed a 'pan-Pacific celebration', the regional offices in Suva and Pohnpei welcomed a flow of people, including hundreds of school students, to open days showing SPC's work in agriculture, fisheries, human development and health. In Noumea, government, diplomatic, donor, non-governmental organisation and agency representatives attended an island-style reception that included the launch of a commemorative stamp by New Caledonia. In June, an open week was held at SPC's Noumea headquarters. A special feature of the final day was a yam planting ceremony, where culture, tradition and science met. Women from Kouaoua performed a traditional yam dance and gifts were exchanged with the Customary Senate of New Caledonia.

Speaking at the reception on 6 February, the Mayor of Noumea, Jean Lèques, described the long and close association between his city, New Caledonia and SPC and said, 'Bravo for the achievements of the last 60 years. You bring hope to the countries of this region. May you continue to do so in a spirit of true partnership and friendship.' In Suva, Papua New Guinea's High Commissioner to Fiji, His Excellency Peter Eafeare, applauded SPC for maintaining its focus over six decades 'like a coconut tree in strong winds, including those of cyclonic proportions.

Bernadette Papilio, former member of Wallis and Futuna's local assembly, representative at CRGA and Conference meetings and member of the 2005 Otto review team, later spoke for small





de l'Organisation pour la période 2007–2012. Il précisa que les piliers n'étaient pas à proprement parler nouveaux, mais donnaient une définition claire du rôle de la CPS et des services qu'elle rend à la région, tout en tenant compte de l'interaction croissante entre les besoins et les priorités des membres, les évolutions sur le plan international et régional, et le besoin de positionner stratégiquement l'Organisation afin que son intervention puisse être pertinente.

M. Rodgers déclara également que ses deux nouveaux adjoints joueraient un rôle essentiel dans l'amélioration du positionnement de la CPS. Falani Aukuso, en poste à Suva, aurait pour responsabilité de traduire en actes l'engagement de la CPS vis-à-vis des petits États insulaires, tandis que Richard Mann consoliderait l'engagement de la CPS en en faveur du bilinguisme, en devenant l'interlocuteur principal des Territoires francophones.

## Soixantième anniversaire de la CPS

En organisant des festivités (voir les photos) pour marquer son 60e anniversaire, la CPS clôtura la décennie en grande fanfare. La cérémonie des drapeaux, programmée à l'aube tant à Nouméa qu'à Suva, marqua le coup d'envoi d'une longue série de manifestations. Dans le cadre de ce qui fut une véritable célébration panocéanienne, les portes des bureaux régionaux de Suva et de Ponape se sont ouvertes pour accueillir les flots de visiteurs, dont plusieurs centaines d'écoliers et de lycéens, venus s'informer sur les activités menées par la CPS, aux quatre coins de la région Pacifique. À Nouméa, des représentants du gouvernement, des missions diplomatiques, des bailleurs de fonds, d'associations, d'ONG et d'organismes divers participèrent à une réception

océanienne au cours de laquelle fut présenté le timbre commémoratif spécialement édité par la Nouvelle-Calédonie. En juin, le siège de la CPS à Nouméa organisa une semaine portes ouvertes. La dernière journée fut couronnée par la cérémonie de l'igname, placée sous le signe du mariage de la culture, de la tradition et de la science. Au programme également, la danse traditionnelle de l'igname exécutée par un groupe de femmes de Kouaoua, et la coutume avec le Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie.

Dans son allocution lors des célébrations du 6 février, le maire de Nouméa, Jean Lèques, décrivit la longue et proche association entre la ville, la Nouvelle-Calédonie et la CPS et termina en disant, "Bravo pour les actions menées depuis 60 ans. Vous êtes porteurs d'un message important pour ces pays de toute cette zone. Continuez à le faire dans un esprit de franche collaboration et d'amitié". Lors d'une allocution prononcée dans le cadre des cérémonies à Suva, le Hautcommissaire de Papouasie-Nouvelle-Guinée à Fidji, M. Peter Eafeare, félicita la CPS pour n'avoir jamais fléchi dans ses orientations depuis 60 ans, "tel le vieux cocotier qui s'arc-boute dans la tempête, et résiste même aux cyclones".

Bernadette Papilio, ancienne élue de l'Assemblée de Wallis et Futuna, représentante de son territoire aux réunions du CRGA et de la Conference et membre de l'équipe d'évaluation menée par Caleb Otto en 2005, se référant plus tard aux petits états insulaires fit ce commentaire, "Les membres de la Communauté du Pacifique ont des similitudes et des différences sociales, économiques et culturelle; la CPS quant à elle renforce ces liens entre nous. En tant que première organisation reconnaissant tous les états et territoires insulaires du Pacifique, elle offre une fenêtre à la région et au village mondial".



island states when she said, 'Pacific Community members have social, economic and cultural similarities and differences, but SPC reinforces the bonds between us. As the first regional organisation inclusive of all Pacific Island countries and territories, it provides a doorway to the region and the global village.'

SPC's 60th anniversary year culminated in November 2007 with the 5th Conference of the Pacific Community in Apia, Samoa – a fitting venue in this, the first Pacific Island member of SPC.

The Pacific region covers a vast area and strikingly diverse societies that nevertheless cooperate strongly in their common areas of interest. As the meeting house for the Pacific, SPC will continue to evolve with the Pacific Community it serves.







#### KEY EVENTS 1997-2007

1997: SPC's 50th Anniversary Conference takes place in Canberra. Participants decide to change the name to the 'Pacific Community'

1998: SPC clarifies the name change: the organisation becomes the Secretariat of the Pacific Community, the membership becomes the Pacific Community, and the South Pacific Conference becomes the Conference of the Pacific Community

1998: United Kingdom returns as a full member of the organisation

1999: 1st Conference of the Pacific Community held in Tahiti; 'Tahiti Nui Declaration', which clarifies SPC's structure and operations, adopted; Lourdes Pangelinan appointed Director-General – the first woman to hold the post

2000: 8th Festival of Pacific Arts held in New Caledonia with SPC support

2001: 2nd Conference of the Pacific Community hosted by Nauru but held in Noumea

2003: 3rd Conference of the Pacific Community held in Fiji

2003: United Kingdom announces that at the end of 2004 it will again withdraw from the Pacific Community

2004: 9th Festival of Pacific Arts held in Palau - the first time it has been held in the Northern Pacific

2005: 4th Conference of the Pacific Community held in Koror, Palau; Corporate Review of SPC, led by Senator Caleb Otto of Palau, is presented to the conference; Dr Jimmie Rodgers appointed Director-General

2006: In January, SPC signs an agreement with the President of the Federated States of Micronesia to establish a new SPC regional office in Pohnpei

2006: 1st Pacific Youth Festival held in French Polynesia with support from SPC and UNESCO

2007: SPC celebrates its 60th anniversary on 6 February

### LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE 1997 À 2007

1997 : La Conférence marquant le 50e anniversaire de la CPS a lieu à Canberra. Les participants décident de rebaptiser l'organisation, qui s'appellera désormais la "Communauté du Pacifique"

1998 : La CPS précise la nouvelle appellation : l'organisation devient le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, ses membres forment la Communauté du Pacifique, et la Conférence du Pacifique Sud devient la Conférence de la Communauté du Pacifique

1998 : Retour du Royaume-Uni en tant que membre de plein droit de la CPS

1999 : La 1ère Conférence de la Communauté du Pacifique se tient à Tahiti. On y adopte la "Déclaration de Tahiti Nui", qui rationalise la structure et les activités de la CPS. Lourdes Pangelinan est nommée au poste de Directeur général : c'est la première femme à prendre la tête de l'organisation

2000 : Le 8e Festival des arts du Pacifique est organisé en Nouvelle-Calédonie, avec le concours de la CPS

2001 : La 2e Conférence de la Communauté du Pacifique, animée par Nauru, se tient à Nouméa

2003 : La 3e Conférence de la Communauté du Pacifique a lieu aux Îles Fidji

2003 : Le Royaume-Uni annonce une nouvelle fois son retrait de la Communauté du Pacifique, prévu pour la fin de l'année 2004

2004 : Le 9e Festival des arts du Pacifique est organisé à Palau - c'est la première fois qu'il a lieu dans le Pacifique Nord

2005 : La 4e Conférence de la Communauté du Pacifique est convoquée à Koror, à Palau ; le rapport de la mission d'évaluation de la CPS, menée par le Sénateur palauan Caleb Otto, y est présenté. M. Jimmie Rodgers est nommé au poste de Directeur général

2006 : Signature d'un accord en janvier avec le Président des États fédérés de Micronésie visant l'établissement à Ponape d'un nouveau bureau régional de la CPS

2006 : Le 1er Festival de la jeunesse du Pacifique est organisé en Polynésie française ; il bénéficie du concours de la CPS et de l'UNESCO

2007 : Le 6 février, la CPS célèbre son soixantième anniversaire







## LOOKING FORWARD



NOUS REGARDONS L'AVENIR ...

### Looking forward

The story of SPC and its service to the region over the past six decades has unfolded with many highs, a few surprises, some stormy weather but almost always steady progress. The journey continues as SPC sails into the future, guided by the priorities and aspirations of its people – the reason for its existence.

Of course we cannot foretell the future. This is, however, a time of interesting developments in the region, where the outcome of the current debate on a new regional institutional framework could shape the future of Pacific regionalism and, with it, the future of SPC and other regional organisations.

At the international level, the conventions, agreements and declarations made by world organisations will continue to impact on Pacific Island countries and territories. As part of the global village, they cannot avoid these impacts, but they can position themselves strategically to benefit from developments or mitigate potential disadvantages. Strategically engaging in this arena and helping members position themselves appropriately will continue to be a key role for SPC in the coming decade.

At the national level, maintaining the critical balance between people and the resources available to sustain their livelihoods will continue to be a challenge. Visionary leadership and good governance hold the key to sustained national development.

Over the past 60 years, we have seen much development, nationally, regionally and internationally, and many lessons from which we can all learn. Each country and territory in the region is shaping its own future. The main question, then, is 'How can our region embark on development processes that will benefit the present generation of Pacific Island people but not undermine the sustainability of our resources and the livelihood of future generations?'

Decisions and choices made by today's Pacific leaders and decision-makers not only affect the livelihoods of people now, they also help determine the future of our region and the type of future we leave for following generations.

What legacy will we leave? Or, to put it another way, how will future generations view this generation of Pacific Island leaders and decision-makers? The answer to this question must inform the choices and decisions that all of us make now.

For SPC's part, let me end as I began by assuring you that we will continue to be guided by the vision of a secure and prosperous region with healthy and well-educated people who manage their resources in an economically, environmentally and socially sustainable way.

SPC is fully committed to its mission – 'to help Pacific Island people position themselves to respond effectively to the challenges they face and make informed decisions about their future and the future they wish to leave for the generations that follow'.

This is our calling. We look to the future knowing that our children will build on our deeds and the continuing story of SPC will be theirs to tell.

Dr Jimmie Rodgers

Director-General Secretariat of the Pacific Community

(September 2007)

### Nous regardons l'avenir...

Sur les soixante dernières années, l'histoire de la CPS a connu beaucoup de moments forts, quelques revirements inattendus et quelques tempêtes, mais, somme toute, l'organisation n'a cessé d'avancer. L'aventure continue et la CPS fait route vers l'avenir, guidée par les priorités et les aspirations de ceux qui sont sa raison d'être : les Océaniens.

Si nul ne peut prédire l'avenir, force est de constater que la région vit des événements importants. L'issue de la réflexion actuellement en cours sur le nouveau cadre institutionnel régional (*Regional Institutional Framework* – RIF) pourrait bien forger l'avenir du "régionalisme" océanien et, partant, l'avenir de la CPS et des autres organisations régionales.

Sur le plan international, les conventions, accords et déclarations émanant d'organisations mondiales continueront de produire des effets sur les États et Territoires océaniens. Si, à l'heure du village planétaire, ils ne peuvent s'y soustraire, il leur est néanmoins possible de se placer en position stratégique afin d'en recueillir les fruits ou d'en atténuer les éventuels effets pervers. Il est essentiel qu'au cours des dix années à venir, la CPS continue d'assumer son rôle stratégique et d'aider ses membres à se positionner de façon pertinente.

À l'échelon national, la recherche de l'équilibre entre les populations et les ressources dont elles tirent leur subsistance demeurera une priorité absolue. Direction visionnaire et bonne gouvernance seront les garantes de la viabilité du développement national.

Au cours des soixante dernières années, nous avons vu beaucoup d'exemples de développement aux niveaux national, régional et international, et nous pouvons tous en tirer de nombreux enseignements. Chaque pays, chaque Territoire de la région dispose des moyens d'écrire son histoire future et de forger son avenir. La question essentielle qui se pose alors est de savoir quels sont les processus de développement qui peuvent être mis en place à l'échelle régionale, qui soient à la fois les plus pertinents pour les Océaniens d'aujourd'hui et les moins porteurs de menace pour la pérennité de nos ressources et l'existence des générations futures ?

Par les décisions qu'ils prennent aujourd'hui, non seulement les dirigeants et les décideurs océaniens influent-ils sur le quotidien et l'existence de leurs concitoyens, mais ils conditionnent également l'avenir de la région et façonnent celui des générations futures.

Qu'allons-nous léguer à ces générations futures? Quel souvenir garderont-elles des leaders océaniens d'aujourd'hui? Les décisions que nous prenons tous les jours doivent tenir compte des réponses à ces questions.

Je conclurai en reprenant mes premiers propos : soyez assurés que la CPS restera fidèle à sa vision d'une région sûre et prospère où les gens sont en bonne santé, sont éduqués et gèrent leurs ressources de façon économiquement, écologiquement et socialement durable.

Telle est notre raison d'être. Nous regardons l'avenir, pleinement conscients que nos enfants construiront cet avenir sur les fondations que nous bâtissons. Quant aux chapitres suivants de l'histoire de la CPS, à eux de les raconter...

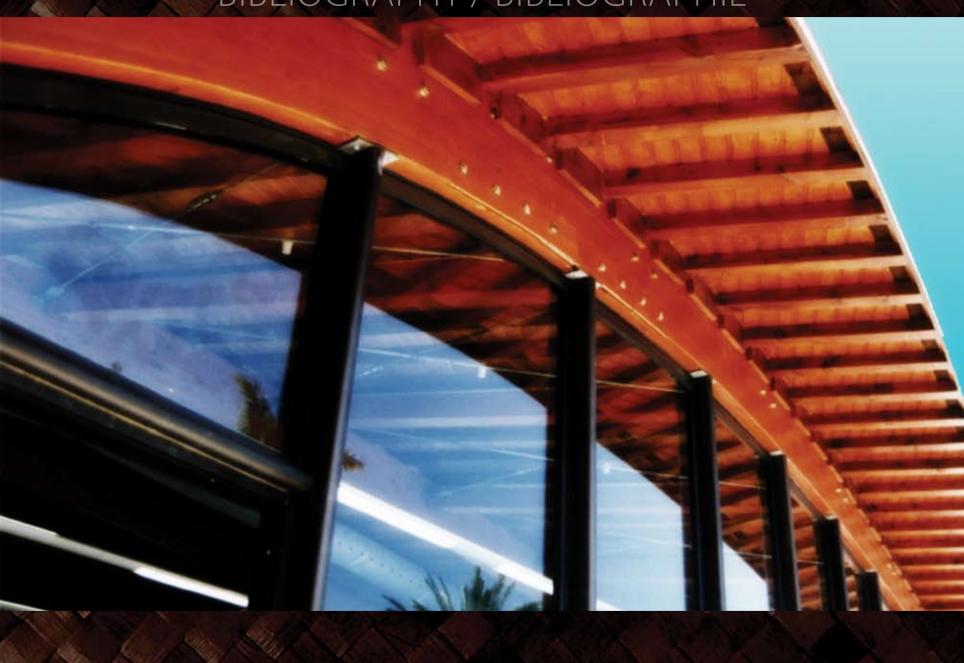
Jimmie Rodgers,

Directeur général,

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (septembre 2007)



# BIBLIOGRAPHY / BIBLIOGRAPHIE





#### Bibliography / Bibliographie

SPC publications and resources / Publications et autres documents édités par la CPS :

- Annual reports / Rapports annuels
- Archives (correspondence files: Secretary-General; Director-General) /
   Archives (correspondance du Secrétaire général et du Directeur général)
- Press releases / Communiqués de presse
- Reports of meetings of the Committee of Representatives of Governments and Administrations (CRGA) / Comptes rendus de réunion du Comité des représentants des gouvernements et des administrations (CRGA)
- Reports of the South Pacific Conference / Rapports de la Conférence du Pacifique Sud
- Reports of the Conference of the Pacific Community / Rapports de la Conférence de la Communauté du Pacifique
- South Pacific Bulletin / Le Bulletin du Pacifique Sud

Bourne, Bonnie. 1988. Making ideas work: Ralph Bedell and the NDEA Institutes. *Journal of Counseling and Development* 67: 9–16.

Deane, William, Sir. 1997. Address by Sir William Deane, Governor-General of the Commonwealth of Australia, at the opening ceremony of the 37th South Pacific Conference, Canberra, 19 October. / Allocution de Sir William Deane, Gouverneur général d'Australie, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la 37e Conférence du Pacifique Sud, Canberra, 19 octobre. <a href="http://www.dfat.gov.au/spc/press/open\_address.html">http://www.dfat.gov.au/spc/press/open\_address.html</a>, viewed 17 September 2007/page visitée le 17 septembre 2007.

Forsyth, William Douglass. Papers 1909–1993. MS 5700, National Library of Australia. <a href="http://nla.gov.au/nla.ms-ms5700">http://nla.gov.au/nla.ms-ms5700</a>, viewed 17 September 2007 / page visitée le 17 septembre 2007.

Fry, Greg. 1997. The South Pacific 'experiment': reflections on the origins of regional identity. *Journal of Pacific History* 32: 180–202.

Herr, Richard A. 1976. Regionalism in the South Seas: the impact of the South Pacific Commission 1947–1974. PhD thesis, Duke University, Durham, North Carolina, USA.

Herr, Richard A. 2002. The Pacific Islands region in the post-cold war order: some thoughts from a decade later. *Revue Juridique Polynésienne* 2 (special series / série spéciale): 47–57.

Mara, Kamisese, Ratu Sir. 1997. Address by H.E. Rt. Hon. Ratu Sir K.K.T. Mara, GCMG, KBE, CF, KStJ, MSD, President of the Republic of Fiji, at the 37th South Pacific Conference, Canberra, 19 October. <a href="http://www.dfat.gov.au/spc/press/mara.html">http://www.dfat.gov.au/spc/press/mara.html</a>, viewed 17 September 2007. / Allocution de Ratu Sir K.K.T. Mara, GCMG, KBE, CF, KStJ, MSD, Président de la République des Îles Fidji, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la 37e Conférence du Pacifique Sud, Canberra, 19 octobre. <a href="http://www.dfat.gov.au/spc/press/mara.html">http://www.dfat.gov.au/spc/press/mara.html</a>, page visitée le 17 septembre 2007.

Pacific Islands Forum. 2004. *Pacific Cooperation: Voices of the region: the Eminent Persons' Group review of the Pacific Islands Forum, April 2004*. Ministry of Foreign Affairs and Trade, Wellington, New Zealand.

Padelford, Norman J. 1959. Regional cooperation in the South Pacific: twelve years of the South Pacific Commission. *International Organization* 13: 380–393.

Obituary/Nécrologie : Sir Gawain Bell. 1995. *The Independent* (London), 10 August / 10 août.

Smith, T.R. 1972. *South Pacific Commission: an analysis after twenty-five years*. Price Milburn for the New Zealand Institute of International Affairs, Wellington.

The South Pacific Commission: the first fifty years. 1997. Department of Foreign Affairs and Trade, Canberra, Australia.

Wendt, Neva. 2005. Strengthening regional institutions: the role and significance of the Pacific Islands Forum. Paper presented to 'Peace, Justice and Reconciliation in the Asia-Pacific Region' Conference, Australian Centre for Peace & Conflict Studies, University of Queensland, Brisbane, 31 March-3 April. / Communication présentée à la conférence intitulée 'Peace, Justice and Reconciliation in the Asia-Pacific Region', Australian Centre for Peace & Conflict Studies, Université du Queensland, Brisbane, 31 mars–3 avril.

